

Chapitre 7 : Les transformations des structures économiques, sociales et démographiques depuis le 19^{ème} siècle

Ce que dit le programme

Ce chapitre s'inscrit dans la continuité du module 2 (Croissance et développement du XIX^e siècle à nos jours) dont il constitue le 2^{ème} thème (le 1^{er} était consacré à la croissance et au développement)

Objectifs du thème 2

On présentera les transformations des structures économiques, sociales et démographiques et on montrera que leurs relations avec la croissance sont complexes

Ce thème 2 est divisé en trois sous thèmes

2.2.1. Les transformations des structures économiques et financières

Croissance, développement et transformations du système productif sont en interaction permanente. On étudiera l'**évolution de la productivité**, ainsi que les **mutations des secteurs d'activité et des modes de financement** depuis la révolution industrielle.

2.2.2. Mobilité sociale et transformations des structures sociales

Les transformations économiques s'accompagnent de transformations de la structure sociale. La prise en compte du temps long sera nécessaire pour appréhender les **évolutions des groupes sociaux** et le **changement social**. L'analyse de la **mobilité sociale** nécessitera de s'interroger sur les instruments de sa mesure et la définition des populations concernées. On étudiera les **trajectoires individuelles et collectives**.

2.2.3. Transformations démographiques et évolution des modes de vie

On présentera le mode de calcul et la signification des **grands indicateurs démographiques**. On étudiera les **relations entre développement économique, évolution des pyramides des âges et flux démographiques**. On montrera que les **modes de vie - notamment la consommation - se transforment** en raison de multiples facteurs, sociologiques, démographiques et environnementaux.

I. Les transformations des structures économiques et financières

Bibliographie

Sur le capitalisme

B. Amable, *Les cinq capitalismes*, Seuil, 2005

F. Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Flammarion, 2018

D. Plihon, *Le nouveau capitalisme*, Repères, La Découverte, 2016

Sur la tertiarisation et la désindustrialisation

P. Artus et M.P. Virard, *La France sans ses usines*, Fayard, 2011

D. Cohen, *Trois leçons sur la société post industrielle*, La république des idées, Seuil, 2006

Sur la monnaie et le financement

M. Delaplace, *Monnaie et financement de l'économie*, Dunod, 2017

1. Les mutations du capitalisme : quelques compléments

Ce que vous savez déjà

1. Le capitalisme est un système économique particulier qui repose sur la propriété privée des moyens de production
2. Il ne faut pas confondre capitalisme et économie de marchés
3. Pour K. Marx, la naissance du capitalisme vient d'une accumulation primitive du capital
4. Contrairement aux prédictions marxistes le capitalisme n'a pas disparu au cours du temps mais il a profondément changé de nature

1.1. Des origines à l'expansion mondiale du capitalisme

L'analyse de Max Weber

Éthique protestante et l'esprit du capitalisme (1904 et 1905)

=> **Capitalisme caractérisé par un état d'esprit particulier, marqué par le calcul économique et la rationalité**

Des valeurs qui présentent une affinité élective avec celle portées par la Réforme protestante (M. Luther début 16^{ème} siècle)

=> **Le développement du capitalisme s'est ensuite accompagné d'une processus de « désenchantement du monde »** caractéristique des transformations des valeurs occidentales

Sur l'analyse de M. Weber, complément sur cahierdeprepa : « La naissance et la diffusion du capitalisme chez Marx Weber »

L'analyse de Werner Sombart

Le capitalisme est d'abord une révolution mentale et non un simple changement du mode de production (*Comment le capitalisme uniformise le monde ?*, 1932)

=> **L'homme** qui vivait de la satisfaction de ses besoins **est pris d'un désir d'accumulation sans fin** ni but qui le conduit à tout évaluer en argent

Cette transformation des valeurs **permet la naissance et la diffusion du capitalisme**

=> **Le capitalisme s'oppose à une économie qui se limite à la satisfaction des besoins :**

« Le capitalisme serait le système qu'anime un désir de gains sans limite, qui se développe et progresse sans terme, économie d'échanges et d'argent, de mobilisation et de circulation des richesses, de calcul rationnel. Les caractères sont moins dégagés par une comparaison avec les autres civilisations, que saisis intuitivement dans leur ensemble »

Une thèse opposée à celle de M. Weber

Le puritanisme n'est pas « responsable de l'épanouissement illimité de l'amour du gain, de la passion insensée de l'argent, de l'idiosyncrasie des affaires, toutes qualités caractéristiques de l'esprit capitaliste à son apogée... **La morale puritaine n'a pas favorisé la course éhontée, sans scrupule dans le choix des moyens, aux richesses.** Comme la morale thomiste, elle ne se lasse pas de recommander et de prêcher l'emploi de moyens honnêtes ».

C'est sous la pression des conditions économiques et « **à contre-cœur** » **que les prédicateurs puritains** durent s'efforcer de concilier les progrès du capitalisme avec leurs conceptions religieuses et qu'ils **finirent par « reconnaître que le genre de vie bourgeois était compatible avec l'état de grâce ».**

Ce sont les marchands juifs qui seraient à l'origine du développement du capitalisme qui est passé par 3 phases

(Der moderne Kapitalismus (1902))

1. Un « capitalisme primitif » qui précède la révolution industrielle
2. Un « haut capitalisme » qui commence au milieu du 19^{ème} et qui correspond à la mise en place du capitalisme industriel
3. Un « capitalisme tardif » qui débute avec la Première guerre mondiale

L'analyse de Fernand Braudel

Il distingue capitalisme et économie de marché

Dans *La dynamique du capitalisme* (1985) il développe 3 idées

1. Le marché et l'économie de marchés constituent une sorte d'état naturel dont le capitalisme étouffe le fonctionnement
2. La naissance du capitalisme est antérieure à la révolution industrielle
3. L'organisation des sociétés comprend 3 strates hiérarchisées (la « vie matérielle », la « vie économique » et le « capitalisme ») qui s'interpénètrent et dont les frontières sont évolutives

Le capitalisme repose sur une double dynamique

- Une **verticale** constituée des 3 strates de l'organisation sociale et de l'évolution de leurs frontières
- Une **horizontale** : en se diffusant, le capitalisme fait cohabiter ou se succéder des « économies-monde »

Les 3 strates de l'organisation des sociétés

- **Strate inférieure** : l'**économie hors marché**. Elle constitue la « vie matérielle » et est composée « d'innombrables gestes hérités, accumulés pêle-mêle, répétés infiniment jusqu'à nous, [qui] nous aident à vivre, nous emprisonnent, décident pour nous à longueur d'existence »

- **Strate intermédiaire** : la « **vie économique** » dans laquelle les mécanismes de l'échange et de la production sont liés aux activités rurales, aux ateliers, aux boutiques, aux Bourses, aux banques et aux foires

- **Strate supérieure** du « **capitalisme** » qui est celle du privilège du petit nombre. Ce capitalisme est universaliste et prédateur. Il constitue un contre marché

Développement du capitalisme = recul des strates inférieure et intermédiaire au profit du développement de la strate supérieure

L'histoire du capitalisme est celle du développement, de la cohabitation et de la succession d' « économies-monde »

Ces économies-monde sont

- Autonomes et reposent sur une division internationale du travail

- Hiérarchisées autour d'un centre dominant, d'un cœur autour de ce centre et d'une périphérie autour de ce cœur

La succession des économies-monde

- Les cités italiennes et flamandes qui ont dominé à partir du 14^{ème} siècle avec des centres comme Venise, Anvers, Gênes, Amsterdam

- Puis Londres a précédé New-York au centre de l'économie-monde

- Aujourd'hui

3 centres s'affrontent : l'Amérique du Nord, la Chine et l'Europe

Des régions périphériques mal intégrées : l'Afrique, certaines régions ou certains pays sur le continent américain et en Asie

1.2. Les mutations historiques du capitalisme

Les transformations historiques du capitalisme viennent du poids donné à chacun de ses deux piliers

- Des marchés décentralisés
- L'État qui doit veiller au respect des libertés individuelles et assurer le bon fonctionnement des marchés

Rappel : analyses de l'École de la Régulation

1. L'**histoire** des transformations du **capitalisme** est celle d'une **succession de modes de régulation**

2. Dans chaque mode de régulation **apparaissent des contradictions** entre le **régime d'accumulation** et les **formes institutionnelles** sur lesquelles il repose. Certaines de ces contradictions conduisent à une crise qui ne peut être surmontée que par la mise en place d'un nouveau mode de régulation.

3. **3 modes de régulation se sont succédés depuis la naissance du capitalisme** : le mode de régulation concurrentiel, le mode de régulation monopoliste, un « régime d'accumulation financiarisé »

Les mutations du capitalisme se manifestent également au sein des entreprises

=> La manière dont le pouvoir de décision se répartit au sein des entreprises constitue ainsi une autre voie pour rendre compte des mutations du capitalisme dans le temps

1. Au début de la révolution industrielle, c'est un **capitalisme familial** qui se met en place

2. Avec l'augmentation de la taille des entreprises, le **pouvoir passe progressivement aux mains de managers**

3. À partir des années 1980 se développe un **capitalisme actionnarial** dans lequel le pouvoir revient dans les mains des propriétaires du capital qui sont devenus les actionnaires

L'impact de l'économie de la connaissance sur l'évolution du capitalisme

L'analyse marxiste de Y. Moulier-Boutang (*Le capitalisme cognitif : la nouvelle grande transformation*, 2007)

Le capitalisme cognitif à 3 caractéristiques majeures

1. La production de richesses repose sur le travail immatériel

« Il s'agit de constater qu'aujourd'hui, du point de vue de la valeur d'échange et du point de vue de la survaleur ou plus-value (soit la valeur additionnelle rapportée par un investissement en capital) qui sont toujours ceux du capitaliste, l'essentiel n'est plus la dépense de force humaine de travail, mais la force-invention (M. Lazzarato), le savoir vivant non réductible à des machines ainsi que l'opinion partagée en commun par le plus grand nombre d'êtres humains. »

2. L'innovation repose sur la capture d'externalités positives

3. La ressource n'est plus « du muscle consommé dans des machines » mais de la force cognitive ce qui bouleverse le modèle classique de division du travail

En résumé, le capitalisme cognitif se caractérise par

- Un type d'accumulation fondé sur la connaissance et la créativité
- Un mode de production reposant sur une coopération d'acteurs reliés par des NTIC
- Une exploitation de la créativité des travailleurs comme source d'innovation

L'analyse synthétique de C. Chavagneux

=> cf sur cahierdeprepa : « Quelques enjeux du développement du capitalisme numérique »

Le capitalisme numérique a connu 2 phases

Il a 3 effets pervers

1. L'hypermarchandisation des relations sociales

Exemple : « quel est le dernier idiot qui va prêter sa perceuse quand tout le monde la loue ? »

2. L'accapARATION de rentes par les plates-formes numériques

3. Le développement du travail rémunéré à la tâche sans aucune protection sociale

=> Besoin de changements institutionnels pour que les États puissent

- Réguler les situations de monopole du capitalisme numérique

- Attacher des droits sociaux à l'ensemble des individus

La prochaine étape est celle où les plates-formes du numérique réussiront à se passer des hommes pour produire grâce aux algorithmes. Deux exemples

- « Uber investit déjà dans la voiture sans chauffeur »
- « Un ordinateur pourra traiter demain plus efficacement qu'un médecin une masse de données issues de nos objets connectés et d'une prise de sang »

D. Cohen *Homo numericus*, « La civilisation qui vient », 2022

« la révolution numérique « industrialise la société post industrielle » », ce qui signifie que

- « l'essentiel de l'activité ne consiste plus à cultiver la terre ou à fabriquer des biens manufacturés mais à s'occuper des hommes eux-mêmes, de leur corps et de leur imaginaire »

- L'objectif du capitalisme numérique est de réduire les interactions physiques pour augmenter les rendements

Cela est permis par les algorithmes qui ont remplacé la chaîne de montage dans l'organisation du travail

Le principal défi que cette société numérique doit relever est quelle soit porteuse de progrès, c'est-à-dire qu'elle donne naissance à une nouvelle société « horizontale et laïque » soit une société

- « sans la verticalité qui prévalait encore dans la société industrielle »

et

- « sans la religiosité des sociétés agraires, plus proche peut-être des chasseurs-cueilleurs, les superstitions en moins si c'est possible. »

Il considère que « Les réseaux sociaux donnent des instruments pour l'accomplir, mais à condition d'en réinventer tous les usages. Il faut relever ce défi [...] de penser une société désirable avec les moyens que donne celle que l'on veut quitter.»

1.3. La diversité du capitalisme géographique

M. Albert : Affrontement de différents modèles de capitalisme provoqué par la disparition du système soviétique (*Capitalisme contre capitalisme*, 1991)

- **Capitalisme néo-américain** (1981) fondé sur les principes de l'économie de l'offre et ayant pour enjeu le retour au marché et à l'initiative individuelle

- **Capitalisme rhénan** qui cherche à concilier progrès social et économie de marché. Il est l'aboutissement de l'économie sociale de marché et de l'ordolibéralisme

La globalisation financière qui s'accélère à partir des années 1990 **a favorisé l'extension du modèle néolibéral** pour différentes raisons

- La plus grande ouverture des économies
- Le rôle des marchés financiers s'est renforcé dans le financement des économies

Critique de la thèse de M. Albert : Analyse de B. Amable (*Les 5 capitalismes. Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, 2005)

=> **5 modèles** de capitalisme **qui diffèrent par leurs institutions économiques et sociales** (système financier, protection sociale, relations professionnelles, système éducatif, marché du travail)

- Le modèle **néolibéral** (États-Unis, Australie, Canada, Royaume-Uni)

- Le modèle **continental européen** (France, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Autriche, Norvège)

- Le modèle **social-démocrate** (Danemark, Finlande, Suède)

- Le modèle « **méditerranéen** » (Espagne, Grèce, Italie, Portugal)

- Le modèle **asiatique** (Japon, Corée du sud)

Une présentation graphique de la diversité géographique du capitalisme

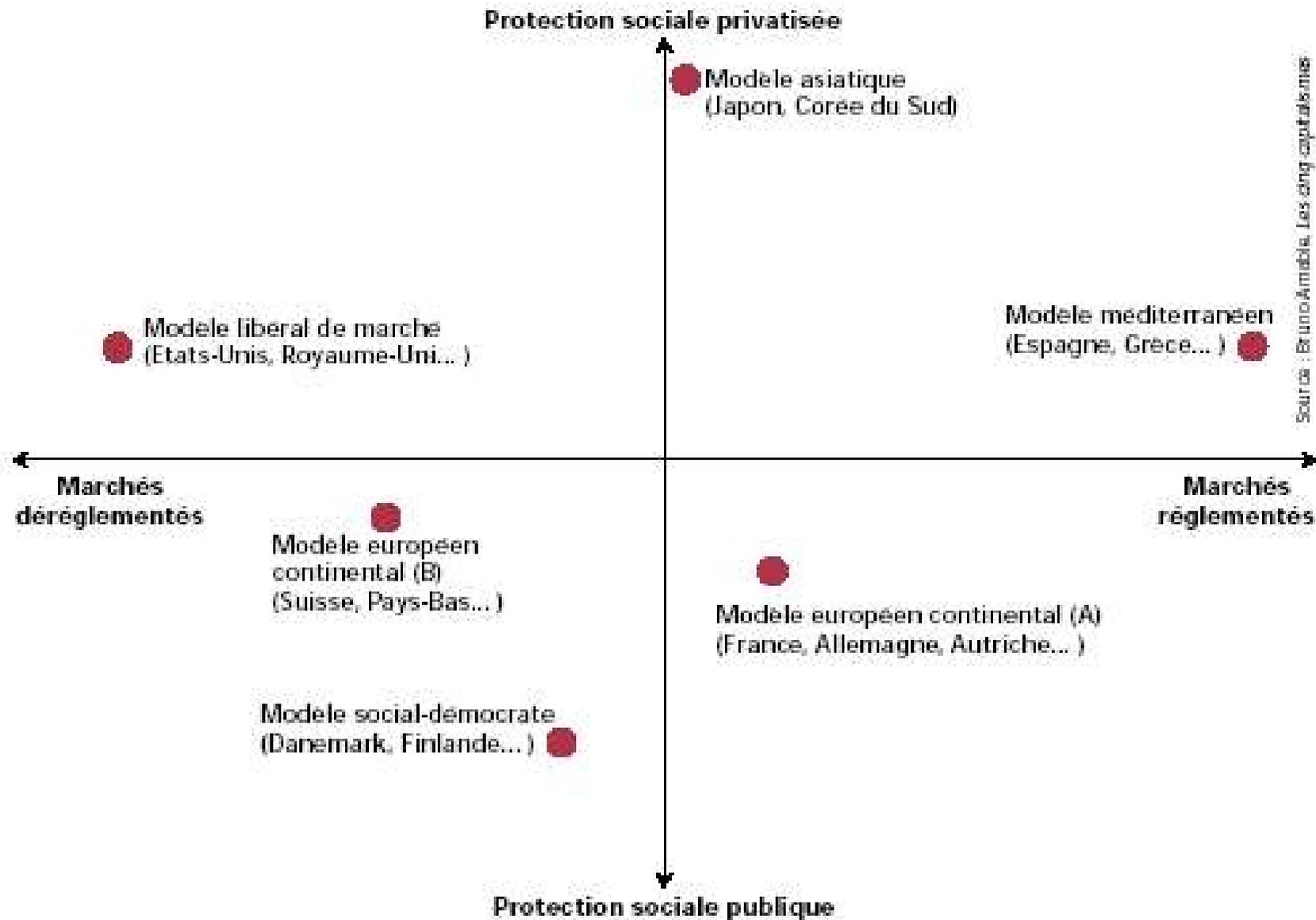


Tableau 1 – Typologie des systèmes économiques et sociaux

Type de capitalisme	Caractéristiques principales	Pays
Libéral de marché	<ul style="list-style-type: none"> – Marchés de produits déréglementés – Flexibilité du marché du travail – Système financier et gouvernement d'entreprise fondés sur le marché – Modèle libéral de protection sociale – Système éducatif concurrentiel 	<ul style="list-style-type: none"> Royaume-Uni – États-Unis Canada – Australie
Européen continental	<ul style="list-style-type: none"> – Marchés de produits faiblement réglementés – Marchés du travail coordonnés – Système financier fondé sur les institutions financières – Modèle corporatiste de protection sociale dans lequel les allocations sont fondées sur l'emploi – Système éducatif public 	<ul style="list-style-type: none"> France – Allemagne Autriche – Belgique Irlande – Norvège Suisse – Pays-Bas
Social-démocrate	<ul style="list-style-type: none"> – Marchés de produits réglementés – Marchés du travail réglementés – Système financier constitué par des banques – Modèle universel de protection sociale – Système éducatif public 	<ul style="list-style-type: none"> Suède – Finlande Danemark
Asiatique	<ul style="list-style-type: none"> – Concurrence « dirigée » plutôt que réglementée – Marchés du travail réglementés – Système financier constitué par des banques – Faible niveau de protection sociale – Système éducatif privé 	<ul style="list-style-type: none"> – Corée Japon
Méditerranéen	<ul style="list-style-type: none"> – Marchés de produits réglementés – Marchés du travail réglementés – Système constitué par des banques – Protection sociale limitée – Système éducatif faible 	<ul style="list-style-type: none"> – Italie Espagne – Portugal Grèce

Source : Amable (2005).

Compléments à cette présentation rapide
cf six documents dans dossier consacré à ce thème sur cahierdeprepa

2. Les conséquences des gains de productivité : quelques compléments

Rappels

1. La question des gains de productivité peut être abordée de 3 façons complémentaires : celle de la productivité du travail (par tête ou horaire), celle de la productivité du capital, celle de la productivité globale des facteurs

2. Les différentes mesures de la productivité posent problème

3. Sur le long terme, la productivité du travail a fortement augmenté tout comme la PGF, celle du capital a stagné voire diminué

2.1. Les évolutions de la productivité et leurs interprétations

La rupture des années 1970

Taux de variation annuel moyen du PIB par heure travaillée (en%)

	1870-1913	1913-1950	1950-1973	1973-1998
Allemagne	1,56	0,75	5,86	2,38
France	1,74	1,92	5,03	2,54
Italie	1,66	1,96	5,77	2,27
Royaume-Uni	1,22	1,67	3,09	2,19
États-Unis	1,92	2,48	2,77	1,52
Japon	1,99	1,80	7,74	2,70

A. Maddison, *L'Économie mondiale, une perspective millénaire*, 2001

Taux de variation annuels moyens des différentes productivités

	États-Unis	Japon	RFA	France	Royaume-Uni	OCDE
Productivité du travail						
1960-1973	2,2	8,6	4,9	5,9	3,3	4,1
1973-1979	0,3	3,2	3,4	3,5	1,3	1,6
1979-1986	0,6	2,8	2,0	2,5	1,9	1,4
Productivité du capital						
1960-1973	0,3	- 2,4	- 1,1	0,6	-0,7	- 0,4
1973-1979	- 0,9	- 3,0	- 1,1	- 1,2	- 1,9	- 1,4
1979-1986	- 1,0	- 2,0	- 1,3	- 1,4	- 0,8	- 1,3
Productivité totale des facteurs						
1960-1973	1,5	6,1	2,8	4,3	2,0	2,8
1973-1979	- 1,1	1,8	1,8	2,1	0,2	0,7
1979-1986	0,0	1,7	0,8	1,3	1,1	0,6

P. Dubois « Production et productivité », in X. Greffe et al. (direction) *Encyclopédie économique*, Economica, 1990

Analyse des documents 1 et 2

Pourquoi peut-on parler d'une rupture dans l'évolution des gains de productivité à partir des années 1970 ?

Quelles données permettent de nuancer cette analyse ? En quoi cette nuance est-elle cependant également à relativiser ?

Comment expliquer les gains exceptionnels en matière de productivités entre 1960 et 1973 et leurs interruptions en 1973 ?

L'analyse schumpéterienne et ses prolongements : les interprétations du côté de l'offre

Un ralentissement des gains de productivité à partir des années 1970 du à la **diffusion des innovations caractéristiques de la 2^{ème} RI**

Limite empirique : les rythmes de croissance ne correspondent pas toujours à ceux de l'innovation

G. Mensch : ce paradoxe apparent est résolu par la prise en compte non pas de l'apparition des innovations mais de leur utilisation économique à grande échelle

Mais cette analyse n'explique pas le caractère exceptionnel de la croissance d'après-guerre

=> Il faut **la compléter par la thèse du rattrapage** des économies européennes et japonaise

À lire sur cahierdeprepa « Les colporteurs du management. Les missions de productivité aux États-Unis entre 1949 et 1953 »

Ces explications omettent cependant la question de la dynamique de la demande

=> Carlotta Perez : la croissance n'est possible que lorsque le système technique et économique entre en harmonie avec le système social et institutionnel

L'analyse régulationniste : la cohérence entre la dynamique de l'offre et celle de la demande

Croissance des 30 Glorieuses due à conjonction de 2 éléments

1. Une production de masse
2. Une consommation de masse

Mais ce mécanisme se grippe dès la fin des années 1960 pour au moins 2 raisons

1. Les salariés remettent en cause le compromis fordiste
2. L'augmentation de la taille des entreprises nécessaire à l'approfondissement de la division technique du travail ne génère plus autant de gains de productivité

Cependant le ralentissement des gains de productivités n'est pas la cause mais la conséquence du ralentissement de la croissance

=> C'est la saturation de la demande en biens d'équipement standardisés qui a brisé le cercle vertueux fordiste

La reprise des gains de productivité aux États-Unis au milieu des années 1990

Hors composante cyclique de l'évolution de la productivité, le taux de croissance de la productivité horaire du travail est de 3 % en 2000, un taux de croissance jamais atteint depuis 1967 et l'accélération de cette croissance s'est poursuivie jusqu'en 2008

Comment expliquer cette reprise des gains de productivité ?

Un effet de la diffusion des NTIC du côté de l'offre

Remise en cause l'analyse initiale de R. Gordon

Validation de l'idée selon laquelle **il faut beaucoup de temps pour qu'une vague de PT génère des gains de productivité dans tous les secteurs**

Exemple (P. Davis) : l'électricité (invention décisive dans les années 1880) n'a eu d'effet sur la croissance que dans les années 1920

Ce délai s'explique par 2 éléments

1. Du **côté de l'offre** : L'ajustement des qualifications et de l'organisation du travail. Exemple : les gains de productivité dans le commerce de détail au États-Unis entre 1996 et 2004 (4 % par an)

2. Du **côté de la demande** : La manière dont les consommateurs vont se saisir des nouvelles technologies. Exemple : développement d'internet

Une augmentation de la consommation et de l'investissement alimentée par une bulle spéculative du côté de la demande

R. Gordon : L'investissement dans les NTIC entre 1995 et 2000 a été relayé, à partir de l'éclatement de la bulle internet en 2000, par des investissements immatériels

=> Cela a permis d'augmenter la productivité du travail dans un contexte de baisse de l'emploi

Comment la consommation a elle alors pu se maintenir malgré la baisse de l'emploi et la forte augmentation des inégalités de revenu du travail ?

=> Grâce aux revenus financiers, aux plus-values boursières ainsi que au crédit hypothécaire dans un contexte de bulle financière

La fin du processus de rattrapage de la productivité américaine ?

Les faits

Étude OFCE (2009)

En 2006, les États-Unis étaient les plus productifs en matière de productivité par emploi et par heure

France et Royaume-Uni avaient une productivité par emploi de 10 % inférieure

Japon avait une productivité du travail inférieure de 30 %

Données OCDE 2022

Seuls l'Irlande, le Luxembourg, la Norvège et la Suisse ont une productivité horaire supérieure à celle des États-Unis (respectivement 131,6 \$ PPA, 100,2 \$, 84,1 \$ et 77,7 \$ contre 75,5 \$ aux États-Unis)

La France (65,2 \$ PPA) se dans la moyenne des pays du G7 (65,4 \$)

Titre à déterminer

À partir des documents 3 à 6, que pouvez-vous dire du processus de rattrapage de la productivité américaine ?

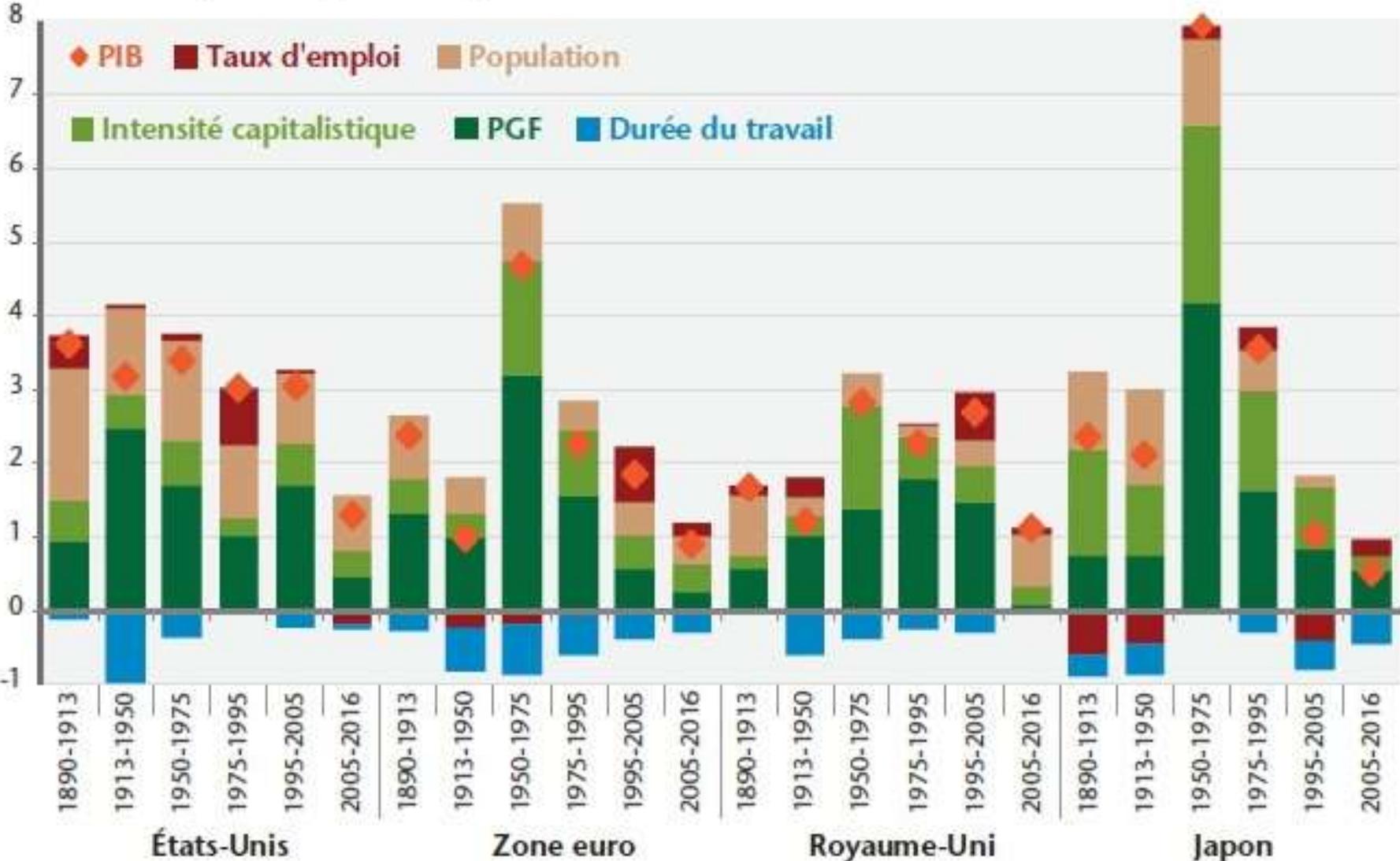
Document 3 : Taux de croissance annuel moyen de la PGF sur la période 1998-2007 (en%)

France	Allemagne	États-Unis	Japon	Chine	Inde
0,48	0,71	1,17	0,14	3,70	2,74

Données de l'OCDE

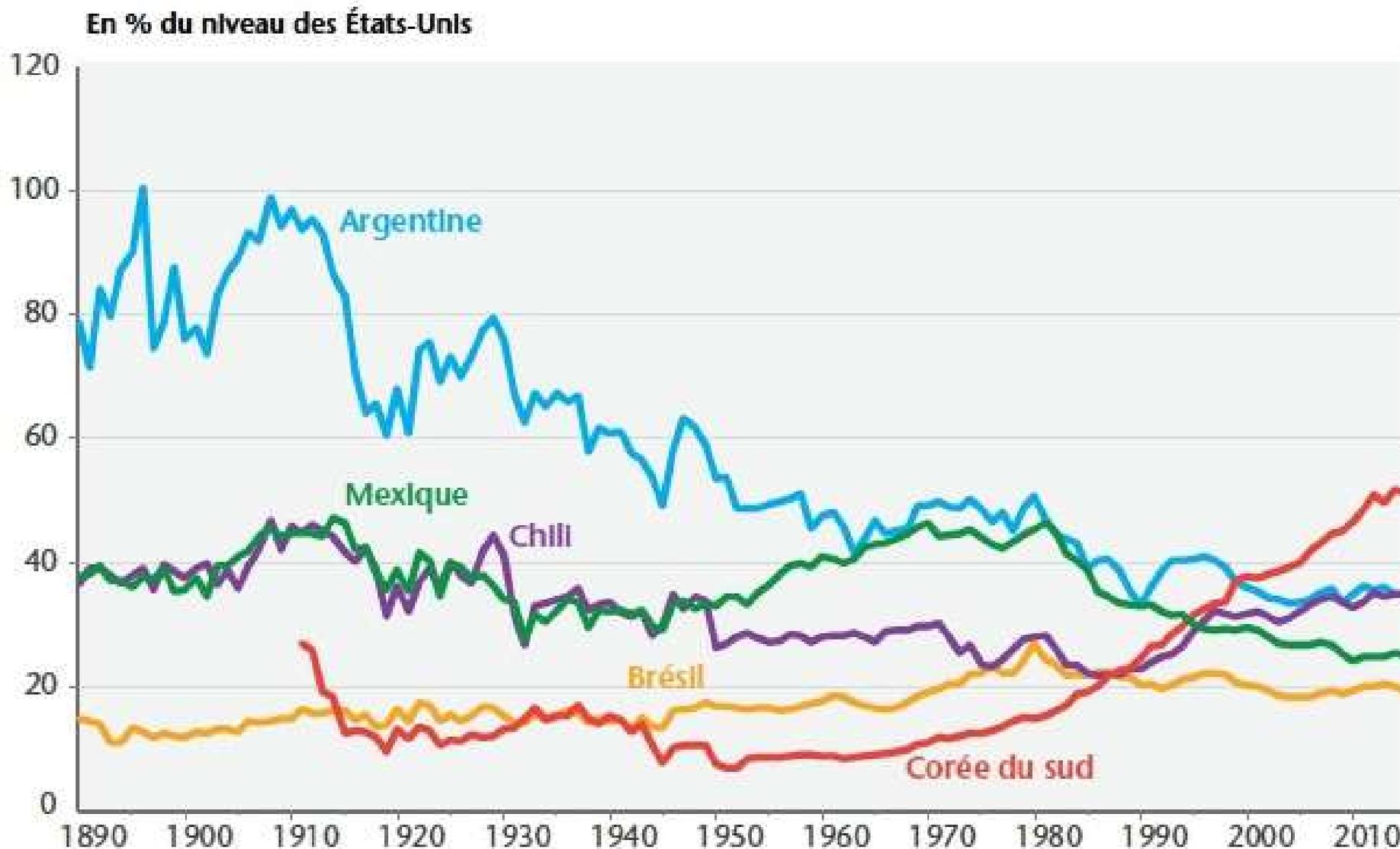
Document 4 : Décomposition comptable de la croissance annuelle moyenne du PIB de 1890 à 2016

En % et en points de pourcentage



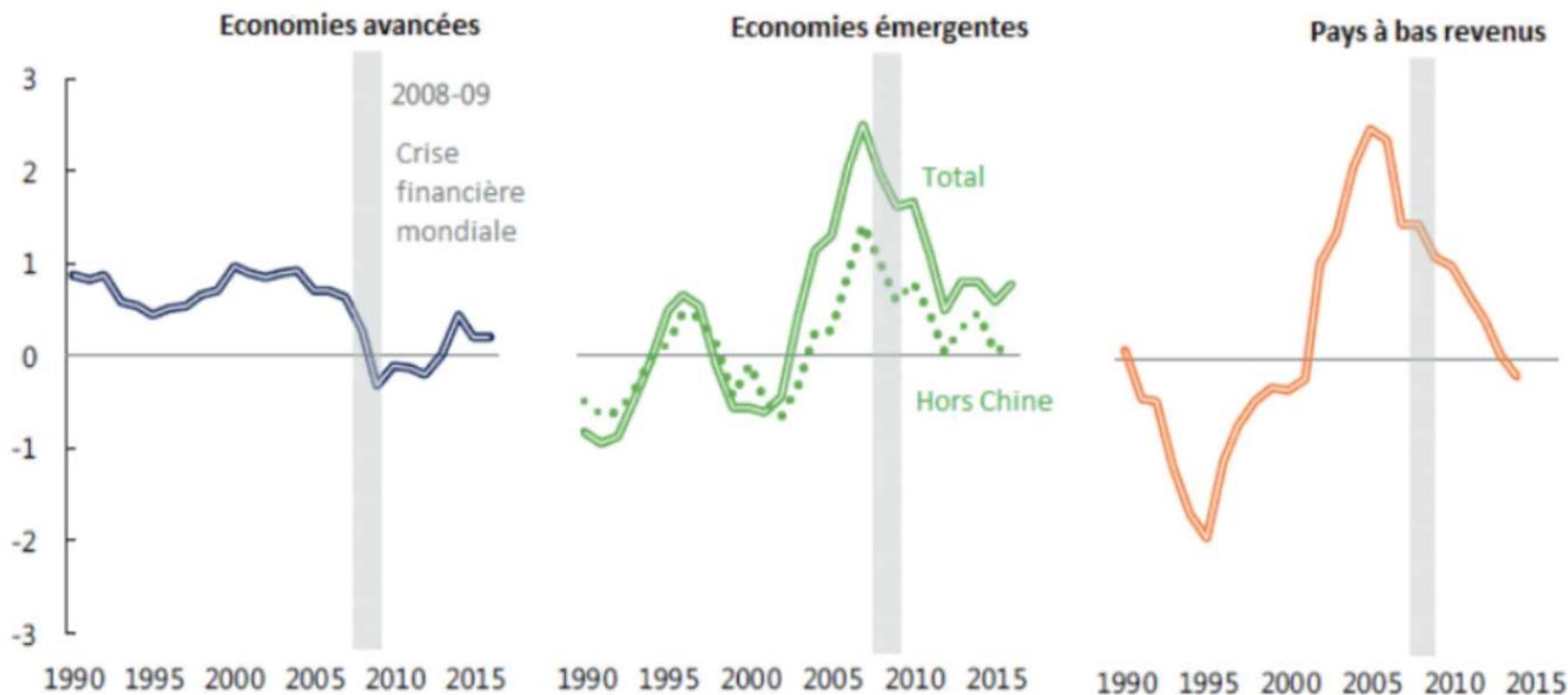
A. Bergeaud, G. Cette, R. Lecat « Croissance de long terme et tendances de la productivité - Stagnation séculaire ou simple trou d'air ? », Revue OFCE 2017/4

Document 5 : Niveau relatif de la productivité horaire du travail par rapport aux États-Unis



A. Bergeaud, G. Cette, R. Lecat « Croissance de long terme et tendances de la productivité - Stagnation séculaire ou simple trou d'air ? », Revue OFCE 2017/4

Document 6 : Croissance de la PGF depuis 1990 (taux de croissance moyen sur 5 ans, en %)



Source : IMF, *Gone with the headwinds: Global productivity*, April 2017.

Note : Les agrégats sont pondérés en utilisant le PIB en parité de pouvoir d'achat.

Cours du collège de France : Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?

Les causes de ces trajectoires différenciées en matière de rattrapage de la productivité américaine

Comment expliquer le retard pris par les PDEM par rapport aux États-Unis depuis le milieu des années 1990 ?

Entre 1998 et 2007, des taux d'investissement dans les TIC 2 fois plus élevés aux États-Unis

Mais aussi d'autres éléments vus au point précédent (des facteurs d'offre et de demande plus favorables qui permettent aux NTIC de générer davantage de gains de productivité)

Comment expliquer que certains pays émergents poursuivent leur processus de rattrapage de la productivité américaine et pas d'autres ?

Le cas de l'Argentine montre le rôle essentiel joué par l'adaptation des institutions pour bénéficier d'une croissance tirée par l'innovation

La capacité des économies à rattraper leur retard en terme de PGF par rapport au pays leader que sont les États-Unis dépend de leur capacité à innover, capacité qui dépend des institutions

L'existence de **droits de propriété** et de leurs protections

La régulation de la **concurrence**

L'efficacité des institutions de **stabilisation des marchés**

L'efficacité des institutions de **légitimation des marchés** comme celles qui améliorent le fonctionnement du marché du travail en

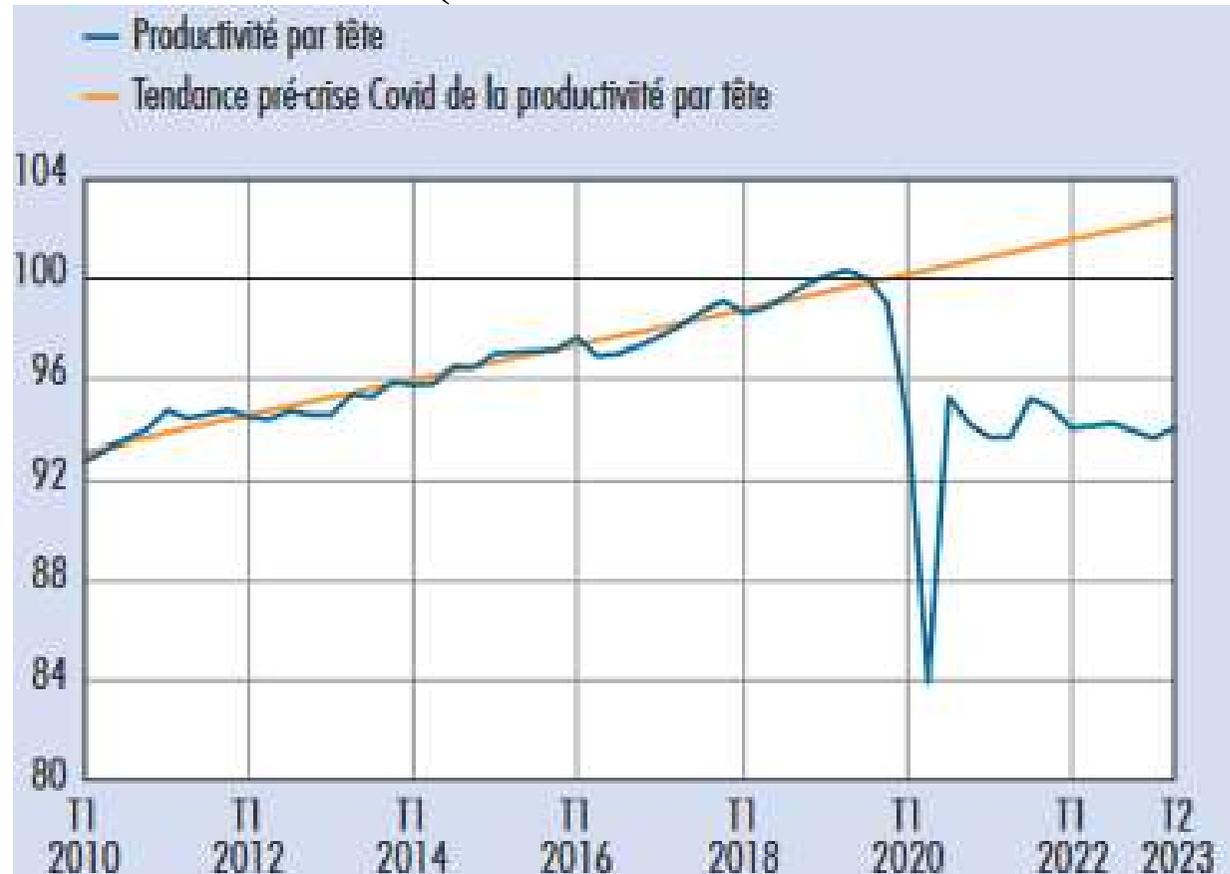
- Facilitant les entrées et les sorties du marché
- Protégeant les « perdants » de l'innovation (assurances chômage)
- Formant les agents pour leur permettre l'adaptation la plus rapide aux changements technologiques

Complément sur les évolutions récentes de la productivité du travail en France

Sur cahierdeprepa : Étude de la Banque de France « Comment expliquer les pertes de productivité observées en France depuis la période pré-Covid ? »

Décrochage de la productivité du travail en France

(Base 100 = T42019 de la tendance pré-Covid)



Note : La productivité du travail est définie comme le ratio de la valeur ajoutée en volume et de l'emploi total des branches marchandes

Sources : Insee, calculs Banque de France

Depuis 2019 baisse la productivité du travail par tête en France

- de 8,5 % par rapport à sa tendance pré-Covid (cf graphique)
- de 5,2 % entre le deuxième trimestre 2023 et le dernier trimestre 2019

2 types de causes

- **Causes temporaires** liées au confinement ou aux restrictions de l'activité économique

1. Les rétentions de main-d'œuvre sectorielles
2. L'activité partielle
3. Les arrêts maladie

Elles expliqueraient 1,8 points des 8,5 % de perte de productivité

- **Causes potentiellement structurelles**

1. La croissance de l'emploi des apprentis
2. Les changements de composition de la main-d'œuvre
3. Les effets permanents liés aux confinements successifs

Transition

Quels ont été les effets quantitatifs et qualitatifs des gains de productivité sur l'emploi ?

2 évolutions structurelles vont retenir notre attention

1. La modification sectorielle de la répartition de la population active

- **Diminution de la part de l'agriculture** dans la population active : 40 % en 1913, 10 % en 1970 et moins de 2,5 % en 2018. L'emploi agricole représentait moins de 2 % des emplois en 2022

- **Évolution du poids du secteur secondaire (industrie et construction) plus complexe** : 32 % de la population active en 1913, 38 % en 1970 et 20 % en 2018. En 2022 l'emploi dans l'industrie et la construction représentait presque 18 % des emplois

- **Constante augmentation du poids du secteur tertiaire** : 28 % de la population active en 1913, 52 % en 1970 et 76 % en 2018. En 2022, l'emploi dans le tertiaire représentait 80 % des emplois

=> **2 questions : désindustrialisation** (point 2.2) et **tertiarisation** (point 2.3)

2. Les évolutions qualitatives de l'emploi

=> Quelles ont été les mutations qualitatives de l'emploi (**évolutions du statut de l'emploi et des qualifications**) sur longue période en France (point 2.4)

2.2. La question de la désindustrialisation

Comment met-on en évidence le phénomène de désindustrialisation ?

Grâce à **3 transformations concomitantes**

1. Recul de l'emploi industriel

1980-2007 : baisse de 36 % des effectifs de l'industrie française

2. Recul de la contribution de ce secteur au PIB

1980-2007 : contribution de l'industrie au PIB (évaluée à prix courants) est passée de 24 % à 14 %

En 2021, la part de l'industrie dans le PIB atteignait 12,9 % (cf TES chapitre 1)

3. Forte croissance du secteur des services marchands

1980 et 2007 : Leur poids dans le PIB est passé de 45 % à 56 % en valeur

L'emploi au sein de ce secteur a augmenté de 53 % entre 1980 et 2007

Poids de l'industrie dans le PIB et dans l'emploi régresse dans de nombreux **PDEM** depuis milieu des années 1970. **Causes**

- Gains de productivité dans l'industrie
- Substitution du capital au travail
- Concurrence des pays émergents
- Stratégies des FMN (délocalisations)

Mais cette désindustrialisation s'est accélérée entre 1980 et 2004 en France. Des explications qui semblent évidentes

- Coût du travail trop élevé qui fait fuir les entreprises en Asie ou dans les PECO

- Marché du travail trop rigide qui fait fuir les jeunes qualifiés vers Londres ou les États-Unis

- Fiscalité et lourdeurs administratives

Cependant ces analyses méritent d'être discutées

Les 4 éléments que nous allons aborder dans cette partie

1. La part de l'industrie dans l'emploi total baisse dans la plupart des pays industrialisés ...
2. ... mais cette baisse est largement surestimée
3. Les causes de la désindustrialisation en France
4. La fin de la désindustrialisation ?

La part de l'industrie dans l'emploi total baisse dans la plupart des pays industrialisés ...

France : effectifs industriels ont baissé de 36 % entre 1980 et 2007

États-Unis : baisse dès les années 1960 : emploi industriel passe de 28 % en 1965 à 14 % en 2002

Japon : désindustrialisation plus tardive et plus lente

Union Européenne : part de l'industrie qui était plus élevée qu'aux États-Unis et au Japon commence à diminuer de façon très nette au début des années 1970

... mais cette baisse est largement surestimée

Biais dans la mise en évidence du phénomène de désindustrialisation :
le recours de l'industrie au travail intérimaire

Le « vrai » poids de l'industrie en France

	1990	2000	2004
Industrie	19,8%	16,3%	15,1%
Services aux entreprises	11,7%	15,4%	16,4%
Total	31,5%	31,7%	31,5%

Données INSEE

Les causes de la désindustrialisation en France

Lilas Demmou, « Le recul de l'emploi industriel en France entre 1980 et 2007. Ampleur et principaux déterminants : un état des lieux », *Économie et statistique* 2010

Fortes pertes d'emplois industriels observées sur la période s'expliquent **3 facteurs**

1. **Externalisation** de certaines activités industrielles vers le secteur des services.

2. **Augmentation de la productivité dans l'industrie plus forte que celle de la demande intérieure** en biens industriels

3. **Concurrence étrangère**

Phénomène désindustrialisation plus problématique depuis 2000

Baisse du poids de l'externalisation

Elle explique 20 à 25 % de la baisse de l'emploi industriel entre 1980 et 2007 mais n'en expliquerait plus que de 1 à 5 % depuis 2000

Augmentation du rôle joué par les gains de productivité

Ils seraient à l'origine de près de 30 % des pertes d'emplois sur la période 1980-2007 et de 65 % depuis 2000

Impact de la concurrence étrangère le plus difficile à évaluer mais il est significatif

Approche comptable : évolution du commerce extérieur de biens industriels serait à l'origine de 13 % des destructions d'emplois dans l'industrie entre 1980 et 2007 et 28 % sur la période 2000-2007

Approche économétrique : l'évolution expliquerait en moyenne 39 % des destructions d'emplois entre 1980 et 2007

Les spécificités de la désindustrialisation en France au sein de l'OCDE et de la zone euro depuis 2000

Flash Economie Natixis « Pourquoi la France s'est-elle désindustrialisée ? », 2021

Une désindustrialisation en France plus prononcée en raison de **2 éléments liés entre eux**

- 1. Un effort de recherche et d'innovation trop faible**
- 2. Des compétences de la population active elles aussi trop faibles**

Ces causes jouent un rôle bien plus important que 2 autres éléments usuellement mis en avant

1. Des coûts de production plus élevés
2. Des réglementations et des normes défavorables à l'investissement industriel

Le rôle des délocalisations dans la désindustrialisation

Depuis la fin des années 2000, les entreprises industrielles françaises sont devenues les championnes de la délocalisation

3 éléments justifient cette analyse

Les délocalisations depuis la France détruisent des emplois, en particulier dans l'industrie

Économie et statistiques : « Les délocalisations jouent-elles encore un rôle dans le déclin de l'emploi industriel ? », 2023

Principales études estimant le nombre de délocalisations pour la France

Étude	Champ et période	Résultats
Aubert & Sillard (2005)	Industrie (1995-2001)	13 600 emplois par an
Demmou (2010)		9 000 emplois par an
Bonnal & Bouba-Olga (2011)	2009-2010	7 250 emplois par an
J. Arthuis (2005)	2006	8 000 emplois
Fontagné & D'Isanto (2013)	2009-2011, entreprises de plus de 50 salariés	6 600 emplois par an
Lécrivain & Morénillas (2019)	PME de plus de 50 salariés, 2014-2016	300 emplois par an
Chanteau (2008)	Rhône-Alpes, 1993/1997/2003	0,15 % des établissements par an

Enquête CAM : enquête sur les chaînes d'activité mondiales qui est une enquête de l'INSEE

L'impact des délocalisations sur le déclin de l'emploi industriel est également qualitatif. Les destructions d'emplois industriels concernent plus souvent les salariés

- en CDI
- à temps complet
- qualifiés

Les groupes industriels français ont relativement plus de salariés à l'étranger que les autres pays et la part de l'industrie y est plus faible

Rapport France stratégie « Les politiques industrielles en France, évolutions et comparaisons internationales », 2020

L'emploi des filiales industrielles à l'étranger des groupes français représente 62 % de l'emploi industriel en France. Contre

52 % au Royaume-Uni

38 % en Allemagne

26 % en Italie

10% en Espagne

Part de l'industrie dans le PIB en 2018

13,4% en France

16,1% en Espagne

19,7% en Italie

25,5% en Allemagne

Cause des délocalisations : La France souffre d'un manque de compétitivité-prix qui n'a pas été comblé par une stratégie d'amélioration de la compétitivité hors prix

Rapport France stratégie

Le manque de compétitivité-prix vient de

- Une fiscalité particulièrement élevée sur les facteurs de production
- Coûts du travail indirect également trop élevé

Et la France a fait le choix de délocaliser plutôt que d'améliorer sa compétitivité hors prix

Transition

Cette situation a conduit à la mise en œuvre d'une politique industrielle qui a peut-être déjà commencé à porter ses fruits

La fin de la désindustrialisation ?

Les faits

2017 : l'emploi salarié dans l'industrie a cessé de reculer pour la première fois depuis 2000

L'industrie a créé 20 000 emplois nets en 2018 et 11 000 en 2019

Mais crise du Covid => mouvement de recul : 57 700 emplois industriels détruits en 2020 (recul de 1,4 % par rapport à 2019)

Puis l'emploi industriel (hors intérim) a augmenté de nouveau légèrement en 2021 (création de 12 500 emplois sur les trois premiers trimestres 2021)

Premiers effets positifs de la mise en œuvre d'une politique industrielle depuis les années 2010 ?

Cette politique industrielle repose sur 3 piliers

1. La baisse du niveau de prélèvements obligatoires sur les entreprises
2. Une politique de soutien à l'innovation plus ambitieuse
3. Le plan de relance « construire la France de demain »

1. Baisse du niveau de prélèvements obligatoires sur les entreprises

CICE (2013)

Pacte de responsabilité

Transformation du CICE en allègement de cotisations sociales

Rapprochement du niveau de l'impôt sur les sociétés de ce qu'il est dans les principaux pays comparables

2. Politique de soutien à l'innovation plus ambitieuse avec notamment la réforme du crédit d'impôt recherche (CIR) en 2008

Effets positifs des mesures 1 et 2

Entreprises industrielles ont plus bénéficié de crédits d'impôt et de subventions que l'ensemble des entreprises

Emploi des filiales à l'étranger en % de l'emploi domestique salarié du secteur industriel a régressé entre 2011 et 2017 en France (de 63,7 % à 61,6%) alors qu'il a augmenté en Allemagne (32,5 % à 38,2 %), en Espagne (8,4 % à 9,6 %) et en Italie (24,6 % à 25,6 %)

3. Plan de relance : construire la France de demain lancé en 2020

Un plan d'investissements de 100 milliards d'euros, structuré selon trois axes (écologie, compétitivité et cohésion)

Le volet compétitivité comprend **10 axes**

1. Soutenir des projets industriels dans 5 secteurs critiques

3,2 milliards d'euros de projets financés au 31 mai 2022, environ 200 entreprises bénéficiaires

2. Soutenir des projets industriels dans les territoires

5,85 milliards d'euros environ d'aides apportées au 31 mars 2022

3. Mesures de soutien à l'export business

10 485 entreprises bénéficiaires au 31 décembre 2022

4. Développer l'industrie du futur

7746 entreprises bénéficiaires au 28 février 2023, pour un montant total de presque 996 millions d'euros

5. Soutenir la numérisation des TPE

172 374 entreprises accompagnées au 31 décembre 2022

6. Rénover des cathédrales et des monuments nationaux

64 projets soutenus au 31 mai 2022

7. Baisser les impôts de production

700 600 entreprises bénéficiaires fin décembre 2021

Montant total estimé des baisses d'impôts fin décembre 2021 : plus de 10,9 milliards d'euros

8. Soutenir le spectacle vivant

3 393 structures aidées au 30 novembre 2022

9. Soutenir les filières culturelles (cinéma, audiovisuel, numérique, livre)

12 991 entreprises aidées dans le secteur au 30 novembre 2022

10. Assurer une prospection à l'export

2 959 TPE,PME,ETI bénéficiaires d'une aide au 31 décembre 2021

Pour rappel, données sur les entreprises en 2020 (chapitre 1)

4,2 millions d'entreprises hors secteur agricole, financier et d'assurance, dont 273 GE, 55 951 ETI, 146 381 PME hors MIC, 4,086 millions de MIC

Répartition de la valeur ajoutée hors taxes par secteur d'activité en 2020

Secteur d'activité	Valeur ajoutée hors taxes (en milliards d'euros)	(en %)
Services principalement marchands	358,1	34,3
Industrie	291,4	27,9
Commerce	219,1	21,0
Construction	102,9	9,9
Transports et entreposage	72,1	6,9
Ensemble	1 043,6	100,0

Les premiers effets positifs du plan de relance

Étude du cabinet de conseil Trendeo

Les entreprises commencent à relocaliser leur production dans l'Hexagone : **155 relocalisations entre septembre 2020 et 2022**, dont 90 en 2021, mais 45 seulement entre janvier 2022 et novembre 2022 (effet de la crise de l'énergie)

Un **mouvement bien amorcé mais encore marginal** : en 2021, il ne représente que 5% des créations d'emplois industriels et les relocalisations touchent surtout les PME et les ETI

Si on élargit ce bilan aux investissements productifs, ce sont plus de 780 projets qui ont été soutenus par France Relance qui auraient permis de **créer ou de sauvegarder 100 000 emplois**

Les enjeux de la réindustrialisation verte

Un point qui complète la partie consacrée aux outils de la transition écologique du précédent chapitre

Support : T. Grjebine, J. Héricourt, « Les dilemmes d'une réindustrialisation (verte) en économie ouverte », *L'économie mondiale* 2024, 2023

Travail à réaliser : construction d'une carte mentale

Conclusion du point 2.2 : la désindustrialisation est

- Un **phénomène inévitable** déjà connu par l'agriculture
- **Mais** depuis 2000 le constat d'une désindustrialisation trop rapide en France **manifeste aussi une perte de compétitivité**
- C'est un **problème auquel doit répondre la politique industrielle**
- La politique industrielle doit aussi **s'inscrire dans le contexte de la transition écologique**

2.3. La question de la tertiarisation

La notion de secteur d'activité et ses critiques

Définition : C. Clark (années 1940) puis popularisée par J. Fourastié

- **Secteur primaire** : ensemble des activités dont la finalité consiste en une exploitation des ressources naturelles : agriculture, pêche, forêts, mais aussi mines pour C. Clark mais pas pour J. Fourastié, suivi en cela par l'appareil statistique français

- **Secteur secondaire** : ensemble des activités consistant en une transformation plus ou moins élaborée de produits matériels dont les mines et la production d'électricité

- **Secteur tertiaire** : ensemble des activités ayant pour objet la fourniture de services immatériels

Définitions controversées aujourd'hui pour au moins 3 raisons

1. Des activités de service dans l'industrie

Entreprises industrielles ont une production de services pour compte propre

Nombreuses entreprises industrielles ont également une production de services pour compte d'autrui

Étude CEPII (2014) : 83 % des entreprises industrielles de l'échantillon ont une production de services pour autrui et près du tiers produisent plus de services que de biens

Il y a aussi le modèle de la société « sans usine » (« *fables* »)

2. Des services très industriels

Logique industrielle dans la production de certains services : nécessité de capitaux importants, grandes séries, etc.

3. Une industrialisation aussi de l'agriculture

Développement d'activités de transformation

Les causes de la tertiarisation

Manifestation de la tertiarisation depuis les années 1970 et jusqu'en 2017 le secteur tertiaire est devenu le seul secteur créateur net d'emploi

Attention : ne pas confondre déversement de l'emploi et déversement de la production en volume

Causes tertiarisation : facteurs d'offre et de demande

<i>Tendances depuis 1970</i>	Evolution de la demande	Evolution des gains de productivité	Evolution de l'emploi
Primaire	=0	↑↑↑	↓↓↓
Secondaire	↑	↑↑↑	↓
Tertiaire	↑↑↑	=0*	↑↑↑

*au moins jusqu'au milieu des années 1990

Du côté de l'offre, la tertiarisation est le résultat

De l'externalisation des activités de service des autres secteurs

Des gains de productivité (agriculture puis industrie) qui provoquent un déversement de l'emploi

A. Sauvy explique ainsi que le PT ne crée pas de chômage à long terme (*La machine et le chômage* 1980) : « la productivité ouvre le circuit de l'emploi »

De la féminisation de la population active

Du côté de la demande, la tertiarisation s'explique par

L'augmentation du niveau de vie des ménages (loi d'Engel)

Le vieillissement de la population

La croissance (A. Wagner)

Facteurs d'offre et de demande se combinent

Une tertiarisation appauvrissante ?

Le modèle de croissance déséquilibrée de William Baumol

Constat

À partir du milieu des années 1970 accélération de la tertiarisation + fort ralentissement des gains de productivité

Interprétation proposée par W. Baumol

Comme gains de productivité plus faibles dans le tertiaire, le déversement de l'emploi de l'industrie vers les services est à l'origine d'une croissance appauvrissante qui conduirait à une stagnation séculaire

Modèle proposé en 1967

Hypothèses

1. Économie composée de 2 secteurs : un « progressif » ou « dynamique » (croissance régulière de la productivité du travail) et un autre « non progressif » ou « stagnant » (productivité du travail constante)
2. Secteur progressif utilise des combinaisons de plus en plus capitalistiques
3. Salaires progressent de la même façon dans les 2 secteurs

Résultats

Au niveau de la demande, si la structure de la consommation des ménages ne change pas (si la production des 2 secteurs doit rester dans un rapport constant)

Demande qui s'adresse au secteur dynamique augmentera moins que sa productivité

Demande qui s'adresse au secteur stagnant augmentera plus que sa productivité

=> **Une part croissante de la main-d'œuvre devra être transférée au secteur stagnant** pour répondre aux besoins des consommateurs

Au niveau de l'offre, la production la moins dynamique (celle de services) se développe en absorbant la main d'œuvre ce qui conduit à une **baisse inévitable des gains de productivité au niveau global**

Conséquence de ces mécanismes : le taux global de croissance de l'économie va tendre vers zéro <=> **Tertiarisation appauvrissante**

Validations empiriques du modèle

- **Économie américaine entre 1947 et 1976** : la part de production entre les secteurs dynamiques et stagnants est restée stable (respectivement 80 % et 20 %), et l'emploi s'est déversé dans le secteur stagnant : il occupait 20 % des salariés en 1947, 30 % en 1976
- **Économie française entre 1978 et 2000** : les rapports de productions restent constants (autour de 38 % pour le secteur stagnant). L'emploi s'est déversé dans ce secteur : la proportion de salarié travaillant dans ce secteur est passée de 20 % en 1978 à 30 % en 2000
- **Mais une étude de l'INSEE de 2011 contredit en partie ce résultat**

La tertiarisation n'est pas la seule cause d'un ralentissement des gains de productivité

Amandine Schreiber et Augustin Vicard, « La tertiarisation de l'économie française et le ralentissement de la productivité entre 1978 et 2008 », INSEE

Constats de départ

Baisse régulière des gains de productivité du travail depuis la fin des années 1970 : dans le secteur marchand, la productivité du travail (VA produite/nombre de personnes en emploi) a augmenté de

2,6 % en moyenne par an de 1979 à 1989

1,9 % de 1990 à 1999

1,0 % par an de 2000 à 2008

Poursuite du processus de tertiarisation : entre 1978 et 2008

150 000 postes créés en moyenne/année dans services marchands

60 000 sont détruits dans l'industrie

Pour les auteurs, la tertiarisation n'a pas significativement impacté l'évolution de la productivité du travail : si la répartition sectorielle des emplois dans le secteur marchand était restée la même de 1978 à 2008, les gains annuels moyens de productivité apparente du travail auraient été de 2,0 % sur la période

Cette apparente neutralité des transformations de la structure d'emplois cache en réalité **2 types d'interaction entre tertiarisation et évolution de la productivité**, dont les effets se compensent quasiment entre 1978 et 2008

1. **Le mécanisme décrit par W. Baumol opère bien à long terme**
2. **Mais à court terme, s'opère une redistribution des emplois d'activités peu productives vers des activités plus productives ce qui entraîne une hausse de la productivité** mesurée pour l'ensemble de l'économie

=> C'est la disparition de ce second mécanisme qui contribue à expliquer le ralentissement de la productivité observé entre les décennies 1980 et 1990, mais pas celui plus récent du tournant des années 2000

=> Le processus de tertiarisation n'est pas le canal principal du ralentissement tendanciel de productivité observé entre 1978 et 2008

Ce dernier se manifeste davantage au sein des grandes branches et de leurs sous-branches, tout particulièrement entre les années 1990 et 2000. Entre 1990 et 2000, les gains annuels moyens de productivité ont perdu

3,7 points dans l'agriculture

0,8 point dans l'industrie

0,3 point dans les services marchands

2,0 points dans la construction

Le modèle de W. Baumol présente aussi un certain nombre de limites théoriques

Les **2 secteurs sont envisagés comme substituables** et non comme des secteurs complémentaires

On a observé dans un certain nombre de pays des **phénomènes de réindustrialisation** dont ce modèle ne rend pas en compte. Étude de 2015 de Natixis : neuf pays échappent au recul de la production industrielle dont les États-Unis et l'Australie

La **mesure de la productivité* dans le tertiaire** est difficile

3 difficultés quant à la mesure* de la productivité du travail dans le tertiaire

*VA en volume/ Nombre d'emplois en équivalent temps plein

1. Causes des variations de prix dans les services moins facilement identifiables que celles dans l'industrie ou l'agriculture où les caractéristiques des produits sont directement observables

2. Production de certains services fait intervenir non seulement le producteur mais aussi le consommateur de ce service

3. On mesure aussi la productivité du travail à partir de la somme des coûts nécessaires à la mise à disposition du public de ces services, mais si les coûts diminuent, on a une baisse de la productivité (et une augmentation dans le cas inverse)

La tertiarisation nous mène-t-elle vers « la fin du travail » ?

Thèse défendue par J. Rifkin (*La Fin du travail*, paru en 1997 en France)

La thèse du déversement est rendue caduque par la 3^{ème} RI

<=> Les NTIC et l'informatisation vont produire le même effet dans les services que ce qu'on a observé précédemment dans l'agriculture puis dans l'industrie avec d'autres révolutions technologiques

Les seuls qui puissent échapper à cette logique sont les travailleurs de l'économie du savoir et de la connaissance soit les « créateurs » ou de « manipulateurs »

Seule solution : développement du « tiers-secteur » associatif, mutualiste, assis sur le local que l'État doit aider à financer. Rifkin préconise par exemple le versement de salaires financés par l'impôt aux travailleurs de l'économie sociale

Mais une étude du conseil d'orientation pour l'emploi de 2017 montre que cette thèse mérite d'être nuancée en France

- 10 % des emplois sont directement menacés par l'automatisation
- Mais l'impact le plus fort est la transformation radicale des contenus et compétences pour 50 % des emplois, avec des conséquences à la fois positives et négatives

L'autre piste est celle de la réduction du temps de travail

Une conception au centre des lois Aubry (1998, 2000) qui ont fait passer le temps de travail de 39 à 35 heures

Dominique Méda et le député européen Pierre Larrourou pensent qu'il faudrait en venir aux 32 heures pour vraiment partager le travail : le temps de travail idéal est celui qui permet à chacun d'avoir un emploi

**Mais idée que les gains de productivité détruisent des emplois
discutable car jamais été observé sur le long terme**

C. Thélot et O. Marchand ont montré qu'en France

Productivité travail multipliée par 28 entre début 19^{ème} et fin 20^{ème}

Population en emploi n'a cessé de croître : 12,8 millions de personnes en 1809, plus de 27 millions aujourd'hui

=> Les gains de productivité créent de l'emploi car ils alimentent à long terme la demande et ont permis une réduction du temps de travail

Mais cela ne l'empêche pas de détruire aussi des emplois et les emplois créés ne sont pas de même nature que les emplois détruits

2.4. L'évolution de l'emploi

Les mutations de la population en emploi sur longue période

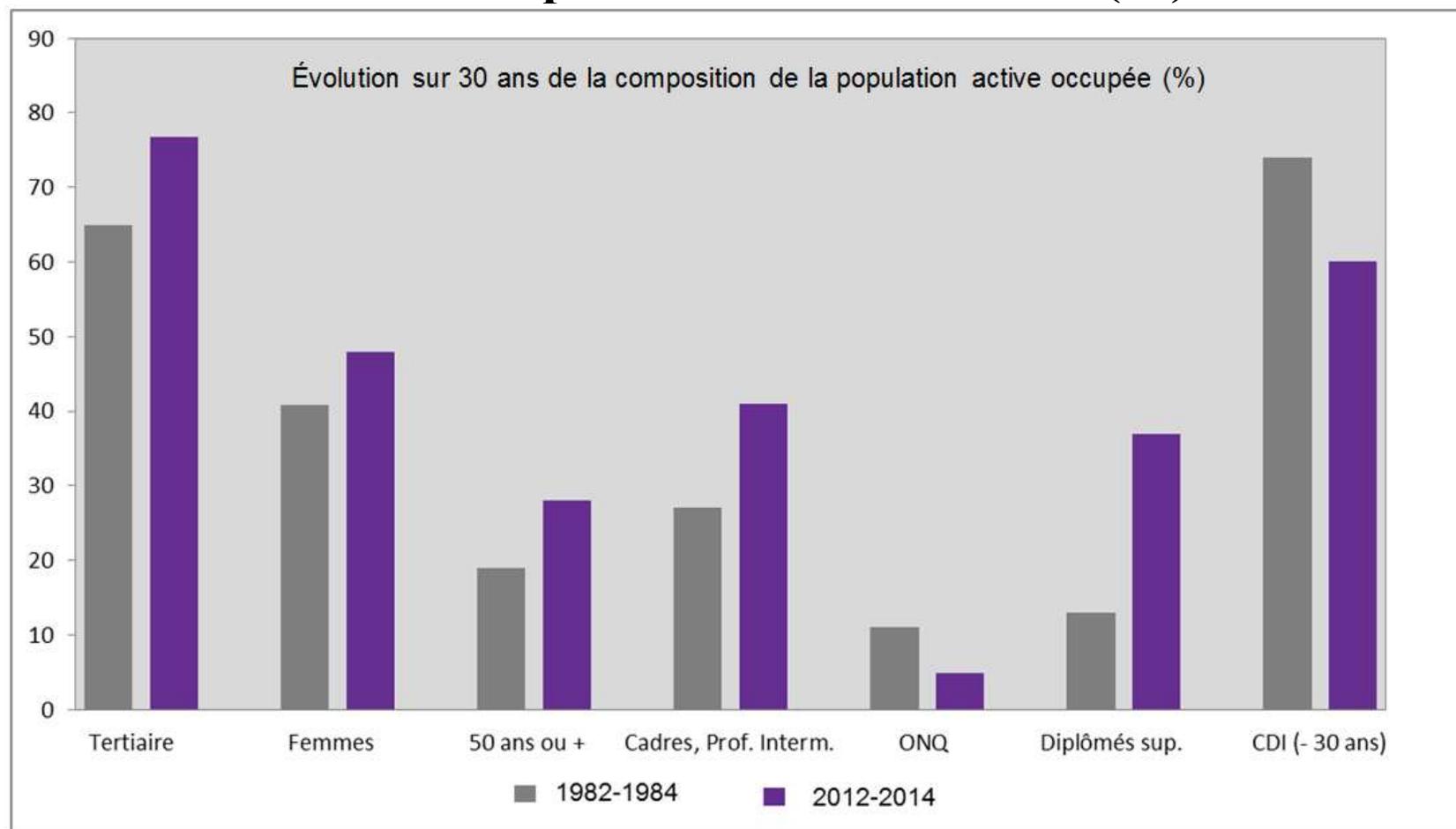
Charline Babet, « Comment ont évolué les métiers en France depuis 30 ans ? », *Dares Analyses*, n°003, janvier 2017

Au niveau quantitatif : nombre de personnes en emploi en France métropolitaine a augmenté de 3,4 millions en 30 ans (1980-2010)

Au niveau qualitatif : Principales évolutions structurelles de l'emploi entre le début des années 1980 et le début des années 2010 :

- Essor des emplois du tertiaire et des professions qualifiées
- Féminisation de la population active
- Vieillissement de la population active
- Hausse des niveaux de formation
- Précarisation de l'emploi pour les jeunes

Évolution des caractéristiques de l'emploi et de la composition de la population active occupée de 1982-84 à 2012-14 (%)



Champ : actifs occupés de France métropolitaine - Source : Enquêtes Emploi, Insee et Dares

Notes : ONQ : ouvriers non qualifiés. Diplômés supérieur : titulaires d'un diplôme de niveau bac + 2 ou plus.
Lecture : En 1982-84, 65% des personnes en emploi exerçaient un métier du tertiaire. En 2012-14, 60% des actifs occupés âgés de moins de 30 ans exerçaient un emploi en CDI.

Données détaillées des évolutions qualitatives de l'emploi

%	1982-84	2012-14	%	1982-84	2012-14
Secteur d'activité			Niveau de diplôme		
Agriculture	9	4	Bac + 3 et plus	6	21
Construction	8	7	Bac + 2	7	16
Industrie	18	12	Bac, brevet professionnel	10	19
Tertiaire	65	77	CAP, BEP	25	25
Niveau de qualification des professions			Aucun diplôme, CEP, brevet		
Indépendants (hors prof. libérales)	13	7	Statut		
Cadres et PIS	8	16	Salarié	83	89
Professions intermédiaires	20	25	Non salarié	17	11
Employés qualifiés	19	17	Part des non salariés parmi...*		
Employés non qualifiés	10	13	Moins de 30 ans	7	5
Ouvriers qualifiés	19	16	30 à 49 ans	17	11
Ouvriers non qualifiés	11	5	50 ans ou plus	35	16
Genre			Part des CDI parmi...*		
Hommes	59	52	Moins de 30 ans	74	60
Femmes	41	48	30 à 49 ans	79	81
Catégorie d'âge			50 ans ou plus		
Moins de 30 ans	33	19	Part du temps partiel parmi...		
30 à 49 ans	48	53	Hommes	3	7
50 ans ou plus	19	28	Femmes	20	31

Un PT considéré comme « biaisé » en faveur des qualifications élevées

Effets directs classiques du PT : destruction d'emplois peu qualifiés et création d'emplois plus qualifiés

=> Le PT serait ainsi **une des explications de la croissance des inégalités**

Par ailleurs un **effet spécifique des technologies de la communication : de faibles différences de qualification se traduisent par des gains extrêmement différents** car

1. Un nombre réduit de personnes domine un champ économique en gagnant énormément d'argent : **effet superstar** (S. Rosen, « The economics of superstars », 1981) \Leftrightarrow « the winner takes all »

2. Les « meilleurs » travaillent entre eux (M. Kremer, « The O-ring theory of economic development », 1993, notion d'**appariements sélectifs**)

Une évolution inéluctable vers plus de qualification ?

L'augmentation des qualifications demandées par les employeurs est plus marquée aux États-Unis, qu'en France, surtout après 1994, où même le nombre d'ouvriers non qualifiés augmente

L'informatique a des effets complexes sur les qualifications

- Des opérations répétitives ont été mécanisées, mais des tâches qualifiées ont également connu des gains de productivité rapides (exemple : le dessin industriel)

- La « nouvelle économie » repose largement sur l'utilisation en masse de travail peu qualifié (exemple : la vente par Internet implique une armée de livreurs, manutentionnaires et magasiniers)

Conclusion : les deux thèses évoquées précédemment sont peut-être compatibles, et expliquent les effets très inégalitaires des innovations actuelles

- Créatrices d'emplois très qualifiés et valorisés
- Mais aussi d'emplois peu qualifiés
- Et destructrices d'emplois intermédiaires

3. Les mutations du système financier : rappels et compléments

3.1. Les banques d'affaire et les marchés financiers assurent les besoins de financement externe de la première révolution industrielle puis du chemin de fer Poly 1

Une révolution bancaire accompagne la révolution industrielle

- La naissance des banques centrales
- Le développement bancaire s'accélère au cours du 19^{ème} siècle

Les marchés financiers se développent

Des questions sur cette partie ?

3.2. L'État joue un rôle central dans le financement de la croissance des 30 Glorieuses Poly 1

La crise des années 1930 a conduit à un renforcement de la réglementation financière et bancaire

Après la guerre, l'État est au centre du système financier

Le crédit bancaire se développe

- Les réformes Debré-Haberer de 1966-1969 marquent le début de la dé-spécialisation
- Le financement de l'économie passe de plus en plus par de la création monétaire

Des questions sur cette partie ?

3.3. Les marchés financiers vont jouer un rôle central dans le financement des économies à partir des années 1980 Poly 1

Les marchés financiers deviennent plus accessibles et interconnectés

De nouveaux acteurs participent au développement des marchés financiers

La déréglementation passe aussi par la suppression des réglementations des années 1930

De nouvelles modalités d'intervention des Banques centrales

La faiblesse des taux d'intérêt entre le début des années 2000 et juillet 2022 a aussi poussé les banques à modifier leurs activités

Une re réglementation de la finance depuis 2008 efficace ?

- La re réglementation d'une partie de la finance
- La non réglementation du *shadow banking*
- Le rôle du *shadow banking* et d'un nouvel assouplissement de la réglementation bancaire aux États-Unis dans la faillite de deux banques

Des questions sur cette partie ?

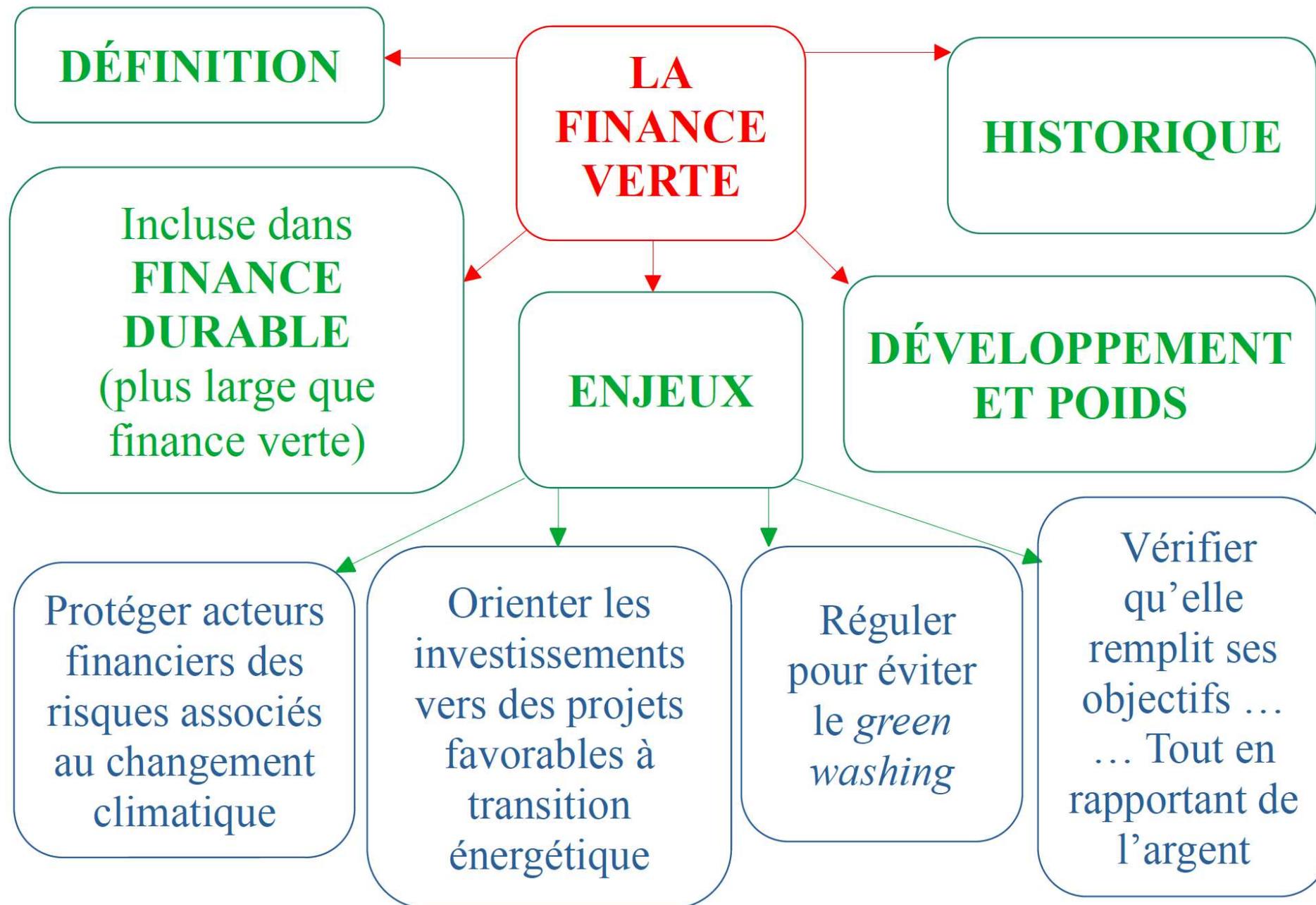
3.4. Un développement de la finance verte ?

Support de cours

La finance verte : quelques pistes d'analyse

L'éco en bref, ABC de l'économie « La finance verte », Banque de France

Réaliser une carte mentale à partir de ces 2 documents



II. Mobilité sociale et transformations des structures sociales

Bibliographie sur la société française et la stratification sociale

S. Bosc, *Sociologie des classes moyennes*, Collection Repères, La Découverte, 2022 (dernière édition)

S. Bosc, *Stratification et classes sociales, la société française en mutations*, collection Coursus, Armand Colin, 2013

R. Boudon, *L'inégalité des chances. La mobilité sociale dans les sociétés industrielles*, Hachette, 2009

R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Folio Essais, 1999

L. Chauvel, *Les classes moyennes à la dérive*, La république des idées, Seuil, 2006

L. Chauvel, *Le destin des générations*, Quadrige, PUF, 2010

P. Combemale (direction) *Les grandes questions économiques et sociales*, Collection Grands Repères, La Découverte, 2013, partie II « Mutations et fractures de la société française »

J. P. Fitoussi et P. Rosanvallon, *Le nouvel âge des inégalités*, Seuil, 1998

- D. Goux et E. Maurin, *Les nouvelles classes moyennes*, La République des idées, Seuil, 2012.
- H. Le Bras, *Se sentir mal dans une France qui va bien*, éditions de l'Aube, 2019
- M. Maruani (direction), *Travail et genre dans le monde, l'état des savoirs*, La Découverte, 2013
- E. Maurin, *L'égalité des possibles. La nouvelle société française*, La république des idées, Seuil, 2002
- H. Mendras, *La Seconde Révolution française 1965-1984*, Folio essais, 1994.
- C. Peugny, *Le déclassement*, Grasset, 2009
- E. Todd, *Les luttes de classe en France au XXI^e siècle*, Points Seuil, 2020
- A.C. Wagner, *La mondialisation des classes sociales*, Repères, La Découverte, 2020
- Collectif, *La nouvelle critique sociale*, La république des idées, Seuil, 2006

1. Les transformations des structures sociales

RI => Bouleversement majeur des structures sociales de l'Ancien Régime

- Long et irréversible déclin démographique du monde rural =>

Croissance de la classe ouvrière

- La bourgeoisie se substitue aux élites d'Ancien Régime et se constitue comme un groupe peu nombreux mais hégémonique

=> Pertinence des analyses sociologiques de K. Marx car **mouvement de polarisation et de lutte des classes caractérise les années 1800-1945**

Mais 2^{nde} moitié 20^{ème} siècle marquée par essor spectaculaire des catégories moyennes

=> Pertinence des analyses de semble donner raison A. de Tocqueville ou M. Weber pour qui émergence de ces « nouvelles couches » est un signe de stabilité sociale et politique

1. 1. Les transformations du monde rural

3 périodes pour décrire ces transformations

1830-1914 : la société rurale se métamorphose

1914-1945 : le monde agricole commence à se moderniser

1945-2023 : les campagnes se mécanisent, les paysans perdent effectifs et spécificités

1830-1914 : La société rurale se métamorphose

- Le révolution industrielle transforme progressivement mais en profondeur la société rurale

Effets de la RI ne se font sentir qu'à partir de 1830 car il y a une **forte résistance à l'exode rural** : en 1914, 40 % des actifs français sont encore employés dans l'agriculture, contre 7 % des anglais

Les conditions d'existence des exploitants agricoles s'améliorent tout au long du 20^{ème} siècle

- Début 20^{ème}, *putting out system* et travail industriel saisonnier fournissent des **compléments de ressources**

- Extension des cultures de blé et de pommes de terre, généralisation des engrais et amélioration des outillages permettent **d'améliorer les rendements**

- **Développement des marchés urbains** permet d'écouler la production excédentaire. La hausse continue des prix des produits agricoles pendant années 1850 et 1860 contribue à augmenter le pouvoir d'achat, que la Grande Dépression (1873-1896) réduira peu

- **La diversité des terroirs reste importante mais tend à se réduire**

Manifestation : **multiplicité des dialectes et coutumes locales**

À partir de 1850, coexistence entre

- Grands espaces monoproducteurs : exploitations de type capitaliste (cultures céréalière et betteravière de Picardie et région parisienne, Languedoc viticole)

et

- Zones de polyculture et d'exploitations familiales

Mais cette diversité tend à se réduire

- Exode rural contribue à rendre campagnes plus homogènes

- Années 1870-1914 cruciales dans cette convergence avec l'école de la Troisième République et le chemin de fer (Eugen Weber, *La fin des terroirs*, 1983)

1914-1945 : Le monde agricole commence à se moderniser

- **Les effectifs diminuent et une modernisation timide se dessine**

La chute des effectifs ruraux à partir de 1870 ne concerne que les salariés agricoles et les exploitants pauvres

Mais à partir de 1914, le nombre de chefs d'exploitation diminue également : en 1931, la moitié des Français vivent dans des communes urbaines et l'agriculture n'emploie plus qu'un actif sur trois

Durant la 1^{ère} GM 0,5 million de paysans disparaissent

Les tranchées achèvent le mouvement d'intégration du monde paysan à la communauté nationale « c'est un homme nouveau qui revient au village, désireux de mieux vivre... et plus ouvert qu'auparavant aux innovations et au progrès » (C. Mesliand (dir.), *La France contemporaine, identité et mutations*, 1982)

Les revenus agricoles limitent cependant les investissements

Pour faire face à ce pb et à la concurrence de l'agriculture capitaliste, les **1^{ères} expériences coopératives se développent dans l'entre-deux-guerres** mais la **2^{nde} GM et l'Occupation vont mettre un terme à ces tentatives de modernisation**

La vie quotidienne dans le monde rural est marquée par des hésitations entre traditions et modernité

■ **La France redécouvre ses racines paysannes**

Cette période de déclin s'accompagne paradoxalement d'un **regain d'intérêt du pouvoir politique pour la paysannerie** : les dirigeants de la Troisième République, cherchent à préserver ses intérêts :

Protection de l'agriculture par les tarifs Méline (1892)

Création de l'Office du Blé (1936) pour préserver les céréaliculteurs de trop fortes variations des cours

L'exode rural, le rationnement alimentaire, la Résistance, auront eu pour effet inattendu de rétablir des liens distendus entre ruraux et urbains : notre société reste, aujourd'hui encore, profondément marquée par cet attachement symbolique, voire fantasmé, au monde des campagnes (D. Borne, *Histoire de la société française depuis 1945*)

1945-2023 : les campagnes se mécanisent, les paysans perdent effectifs et spécificités

- **L'exode rural s'accélère après 1945**

1946-1962 : 1,7 million d'actifs masculins quittent les campagnes

Répartition sectorielle de la main d'œuvre en France (%), 1820-2010

Secteurs	Primaire	Secondaire	Tertiaire
1820	64	21	15
1870	49	28	23
1913	41	32	27
1950	28	35	37
2010	3	21	76

A. Maddison, *L'économie mondiale au XX^e siècle*, OCDE, 1995 et Insee, *Tableaux de l'économie française* 2012.

Déversement de main d'œuvre du secteur primaire vers le secteur secondaire puis tertiaire est permis par la **généralisation du machinisme et à l'utilisation de produits phytosanitaires**. Entre 1950 et 1960

- Le nombre de tracteurs passe de 137 000 à un million
- L'usage des engrais est multiplié par 4

Cette transformation technique repose sur l'emprunt et l'application de politiques publiques de modernisation, relayées par des syndicats professionnels et des associations très puissantes (Jeunesses Agricoles Catholiques par exemple)

Les rendements augmentent, les prix et les débouchés garantis assurent une **très nette amélioration des conditions de vie et de travail** : l'adduction d'eau et d'électricité se généralisent dans les années 1950 et 1960, l'agriculture vivrière disparaît peu à peu

- **L'agriculture achève son intégration à l'économie de marché**

Pendant 30 Glorieuses, **l'agriculture se spécialise, se professionnalise et exporte**. Le monde rural souscrit enfin à la modernité, qu'il adapte toutefois afin de préserver en partie son identité sociale, « versant le vin vieux dans des outres neuves » (H. Mendras, *La fin des paysans*, 1967)

Aujourd'hui, cette **intégration des ruraux dans la société de consommation**, a pour contrepartie le **bouleversement des mentalités et du monde paysan**

- **L'indépendance des exploitants disparaît** avec la montée de l'endettement, la relation étroite qui les lie aux fournisseurs et distributeurs et l'octroi indispensable de fonds publics

- **Le paysan est un chef d'entreprise**, souvent titulaire d'un Bac+2, dont une partie de l'activité est absorbée par des tâches bureaucratiques

- **De nombreux laissés pour compte**, trop vieux, trop petits ou trop pauvres pour saisir les opportunités de changement, **restent en marge de ce mouvement**

En 2023, 26,5 % des ménages pauvres vivent en zone rurale

Dans les communes rurales, les ouvriers et les employés sont désormais majoritaires

1.2. Les ouvriers

3 étapes pour décrire les transformations du monde ouvrier

La 1^{ère} RI donne naissance à un nouveau groupe social

Le 20^{ème} siècle et la 2^{ème} RI structurent une classe ouvrière plus nombreuse

La mondialisation et la 3^{ème} RI disloquent les couches populaires

La 1^{ère} RI donne naissance à un nouveau groupe social

■ Le prolétariat : Figure emblématique de la RI

Création d'un **nouveau groupe social** au 20^{ème} siècle, qui ne se constituera véritablement en classe, au sens marxiste, qu'à la veille de la 1^{ère} GM

On peut toutefois distinguer 3 types d'ouvriers

1. Les ouvriers de métier et compagnons
2. Les ouvriers-paysans et saisonniers
3. Le **prolétariat de fabrique**

L. Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, 1840 : ce « lumpenproletariat » développe de nombreuses pathologies sociales

3 éléments caractérisent la naissance du prolétariat : Lenteur du processus, perception sociale et hétérogénéité

1. La lenteur du processus

Exemple : « Formation de la classe ouvrière anglaise » étudiée par E. P. Thompson (*The Making of the English Working Class*, 1963)

Entre 1780 et 1840 **la classe ouvrière résulte d'un lent processus de prise de conscience, d'autodéfinition et d'opposition** à d'autres groupes pour se forger une identité. C'est l'**exemple du mouvement luddiste** : Ned Ludd aurait en 1779 brisé des machines à fabriquer des bas dans le Leicestershire

Traditionnellement on identifie deux grandes vagues de luddisme en France : 1817-1821 et 1830-33

2. Sa perception sociale

Travaux de référence

R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, 1995

L. Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXème siècle*, 1958

« le danger n'est pas dans le crime, il est dans les rapports entre les bas-fonds et le monde du travail », L. Chevalier, *Ibidem*

<=> **Des comportements considérés comme criminels par la bourgeoisie**, se retrouvent chez les ouvriers et sont concentrés dans cette classe sociale

- L'infanticide
- La prostitution
- Le suicide

De quels faits découlent cette thèse ?

Série de travaux sur le problème de la misère ouvrière

- E. Buret *De la misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*, 1840

- Dr Villermé *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans le textile*, 1838

- F. Engels *La misère des classes laborieuses en France et en Angleterre* (1840), *La situation de la classe laborieuse en Grande-Bretagne* (1845)

- Un intérêt aussi pour ces questions des écrivains : E. Zola (naissance de classe ouvrière dans *Germinal*, mais aussi des nouveaux employés dans *Au bonheur des dames*, misère populaire dans *Gervaise*) V. Hugo (*Les Misérables*) ; C. Dickens (*Hard Times*)

=> Industrialisation du 19^{ème} siècle a tendance crée conditions vie plus dures, sans amélioration significative du pouvoir d'achat dans 1^{er} temps. Mais amélioration sensible d'après les enquêtes dans la 2^{ème} moitié du 19^{ème}

3. Hétérogénéité du monde ouvrier en train de naître

R. Castel identifie 11 formes de salariat

G. Noiriel évoque un « monde ouvrier aux multiples visages » :

- Les prolétaires marxiens numériquement minoritaires car la mécanisation est très lente en France (pour Michelet ils seraient 400 000 soit 1/15ème des effectifs ouvriers sous monarchie de juillet)
- Le travail industriel en milieu rural (de type protoindustriel)
- La petite industrie urbaine de type artisanal

De cette hétérogénéité découlent les difficultés de dénombrement des ouvriers : par exemple C. Charle (*Histoire sociale de la France au XIXème siècle*) considère qu'il y avait en 1848 6 300 000 ouvriers dont la majorité dans le secteur « des arts et métiers et surtout dans le textile dispersé à la campagne »

La RI s'accompagne de la formation progressive d'un marché du travail moderne

L'habitude est prise de vendre le travail telle une marchandise (Marx), les résistances à ces transformations sont progressivement brisées (abolition des *poor laws*), et le rapport au travail évolue

C'est la thèse défendue par Jan De Vries (*La révolution industrielle*, 1994) : **le travail définit désormais l'individu**

En France, la constitution d'un marché du travail est permise par la loi Le Chapelier en 1791

Mais des travaux récents comme ceux de P. Fridenson (*Le Capitalisme français XIXe-XXe siècle*, 1987) tendent à montrer que la **discipline d'atelier est dans les faits moins rigoureuse** que ne le défendait Marx : « jusqu'au milieu du siècle, voire jusqu'en 1870, l'idée d'une discipline rigoureuse est contestée »

■ **La condition ouvrière s'améliore lentement**

« Vivre, pour l'ouvrier, c'est ne pas mourir » : cette formule du médecin A. Guérin devient moins pertinente dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle

- La baisse de la natalité raréfie la main-d'œuvre et provoque une hausse des salaires réels

- La situation du logement s'améliore

- Le développement des sociétés ouvrières de secours mutuel, puis l'essor du syndicalisme (loi Waldeck Rousseau, 1884) sont à l'origine d'avancées sociales

Quelques dates dans les avancées sociales au tournant du 20^{ème} S.

- Autorisation des syndicats : 1824 en Angleterre, 1890 en Allemagne, 1906 en Russie mais seulement au niveau local

- En France

Loi de 1864 : Droit de grève

Loi de 1884 : Waldeck-Rousseau, autorisation de syndicats

1895 : 1^{ère} Confédération syndicale

1901 : Création de la SFIO par Jaurès

1906 : Charte d'Amiens

À la fin du 19^{ème}, pour fidéliser une main-d'oeuvre qualifiée et limiter l'influence des doctrines socialistes, **des grands patrons proposent à leurs salariés des avantages sociaux significatifs** (paternalisme)

Exemple : à **Clermont-Ferrand** « on naît à la clinique **Michelin**, on étudie à l'école Michelin, on prie à l'église Jésus-Ourvrier, construite au milieu d'une cité ouvrière Michelin et on pratique le sport à l'Association Sportive Michelin »

Ce n'est qu'à la fin du siècle que les idées socialistes se diffusent massivement et structurent idéologiquement les organisations ouvrières (II^e Internationale en 1889, fondation de la CGT en 1895)

À l'exception de la Commune de Paris (1871), les révoltes qui émaillent le 20^{ème} siècle ne parviennent pas à donner de cohésion au groupe où à lui donner un sentiment d'identité

20^{ème} siècle et 2^{ème} RI structurent une classe ouvrière plus nombreuse

- **Luttes sociales et politiques renforcent cohésion ouvrière**

Un groupe social qui devient plus homogène avec

- Le développement des grandes entreprises
- La généralisation de l'OST
- La constitution de bastions ouvriers

La légende héroïque de ce groupe social se construit au travers

- Les conflits de 1920-1921
- Les grèves de 1936, 1947 et 1948
- Le rôle des communistes dans la Résistance

Entre 1934 et 1946, les effectifs du PCF sont multipliés par 20

■ **Le groupe social le plus important de l'après-guerre**

Au lendemain de la 2nde GM, ouvriers représentent 1/3 des actifs employés dans l'industrie, et leur nombre augmente continuellement, pour culminer à 8 millions en **1962**

=> **Apogée de la classe ouvrière**

- L'expansion industrielle fait croître les effectifs
- La pénurie de main d'œuvre augmente les salaires
- La forte syndicalisation et les succès du PCF construisent une identité de classe qui met en avant les figures emblématiques du métallo, du mineur ou du cheminot

Mais des lignes de fracture existent et deviendront flagrantes avec la crise contemporaine

- Immigrés d'Afrique du Nord
- Jeunes OS (ouvriers spécialisés)
- Femmes des régions catholiques de l'Ouest de la France
- Salariés des petites entreprises sous-traitantes

Des groupes qui n'ont pas la même représentation du monde que les ouvriers de Renault à Boulogne-Billancourt

■ **Après 1950, les conditions de vie s'améliorent nettement**

P.-H. Chombart de Lauwe, *La vie quotidienne des familles ouvrières*, 1956

Mais les couches populaires vont progressivement intégrer la société de consommation avec

- Construction des grands ensembles dans les années 1960
- Mouvement général d'augmentation des salaires (SMIG en 1950)
- Amélioration de la couverture sociale et développement de biens et de services collectifs

=> En 1975, 80 % des ménages ouvriers possèdent au moins une voiture, 20 % un téléphone

30 années de croissance exceptionnelle des revenus des ménages et de mutations sociales profondes dans les PDEM invalident donc partiellement les prophéties marxistes

La mondialisation et la 3^{ème} RI disloquent les couches populaires

- **Le monde ouvrier connaît une crise profonde**

La 3^{ème} RI anéantit les anciens bastions ouvriers, dont les entreprises sont concurrencées par celles des pays émergents : en 30 ans, le métallo et le mineur disparaissent du monde du travail

La poursuite de la tertiarisation de l'économie provoque aussi une baisse massive des effectifs ouvriers : 5,3 millions en 1982, 3,4 millions en 2010 (J. Fourastié, *Le Grand Espoir du XX^e siècle*, 1949)

Les gains de productivité industriels accentuent cette érosion

La segmentation du marché du travail achève de briser l'unité, bien qu'en partie fantasmée, de la classe ouvrière

■ De nouvelles tensions apparaissent

Au sein des ouvriers cohabitent

- Des salariés intégrés et des travailleurs précaires
- Des ouvriers disposant de statuts particuliers (cheminots, gaziers) et leurs homologues soumis aux droits communs
- De vieux ouvriers propriétaires de leur logement et de jeunes salariés incapables de se loger dignement, français et immigrés

Présidentielles 2012 : partis se revendiquant de l'héritage marxiste font un score résiduel alors qu'1/3 des ouvriers ont voté pour la candidate d'extrême-droite

S. Beaud et M. Pialoux soulignent la **situation paradoxale d'un groupe social encore numériquement important**, dont les conditions de travail et d'existence restent peu enviables, devenu totalement **absent du débat politique et de l'horizon mental des faiseurs d'opinion**

- *Retour sur la condition ouvrière. Enquêtes sur les usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, 1999

- *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, 2003

Cette absence de représentation s'illustre par exemple par

- L'assemblée élue en 2012 ne compte plus qu'un député ouvrier, il n'y en a plus aucun en juin 2017 et il y en a 5 sur les 577 députés élus en 2022 (moins de 1 % des députés sont ouvriers alors qu'ils sont encore plus de 12 % dans la population française)

- Le nombre d'enfants issus des milieux populaires dans les établissements d'enseignement supérieur les plus prestigieux est devenu dérisoire. Exemple : il n'y avait que 2,7 % d'enfants d'ouvriers et 6,6 % d'enfants d'employés dans les ENS en 2018

- Le monde industriel et ses salariés ne sont plus que très rarement objet de représentations cinématographiques ou artistiques

1.3. La bourgeoisie et les classes dominantes

2 étapes dans l'histoire des classes dominantes depuis la RI

L'apparition d'une nouvelle élite au 19^{ème} siècle

1914-2012 : Bourgeoisie fragilisée puis une élite se recompose

L'apparition d'une nouvelle élite au 19^{ème} siècle

- **La bourgeoisie supplante la noblesse de l'Ancien Régime**

Un système de domination reposant sur le talent plutôt que sur la naissance s'affirme

Bricoleurs de génie du premier 20^{ème} siècle et diplômés des nouvelles grandes écoles amènent sang neuf à couche dominante

Les élites du 18^{ème} siècle, gentilhomme ou aristocrate de petite noblesse vivant de leurs terres, parviennent cependant à maintenir leur rang en province avant d'être affaiblies par

- La centralisation des pouvoirs à Paris
- La diminution de la part de l'activité agricole dans la richesse nationale
- Le triomphe de la République et du suffrage universel

Seules certaines élites d'Ancien Régime, qui fondent notamment le très puissant Comité des forges, parviennent à se reconvertir (sidérurgie, chemins de fer)

Ce sont donc des hommes nouveaux qui dominent la société française, même si la fin du 19^{ème} siècle voit se constituer des dynasties bourgeoises

- **La bourgeoisie : un groupe social hétérogène mais qui partage une même culture**

3 bourgeoisies au 19^{ème} siècle

- Une bourgeoisie capitaliste
- Une bourgeoisie foncière
- Une bourgeoisie de talent

Cette élite partage une culture commune

Le bourgeois du 19^{ème} se reconnaît dans des valeurs d'épargne, d'ordre et de rigueur morale

M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot (*Voyage en grande bourgeoisie*, 2002) : **Les bourgeois partagent le même goût de l'entre-soi** et mettent en œuvre des stratégies de séparatisme social <=> Création de lieux accessibles par cooptation ce qui favorise l'endogamie :

- Les quartiers de l'élite sont souvent des lieux, matériellement ou symboliquement, clos (Exemple : la « Villa Montmorency » construite à Paris dès 1860)

- Des établissements d'enseignement (École des Roches, 1899)

- Des cercles de sociabilité et autres lieux de loisirs (Cercle du bois de Boulogne, 1899)

La bourgeoisie élabore aussi à partir du Second Empire un art de vivre qui se diffusera à l'ensemble de la société française presque un siècle plus tard : le tourisme, les voyages, la gastronomie, la pratique du sport... sont autant d'« innovations » bourgeoises

1914-2012 : la bourgeoisie est fragilisée puis une élite se recompose

- **Les changements économiques fragilisent la bourgeoisie**

T. Piketty (*Les hauts revenus en France*, 2001) : Le 20^{ème} siècle a particulièrement lésé les Français percevant de très hauts revenus ou disposant de patrimoines importants

Cela résulte des effets conjugués

- De l'inflation
- De l'impôt sur le revenu (créé en 1914)
- Des destructions de patrimoine foncier (lors des 2 GM) et financier (après 1929)

Cet appauvrissement relatif se double, selon D. Borne (*Histoire de la société française depuis 1945*), d'une **remise en question de la légitimité politique de la bourgeoisie**

Les Trente Glorieuses seront fatales à ses valeurs (Mai 68)

■ **Mais une élite se diversifie et se recompose**

Si l'on intègre dans l'élite tous ceux qui disposent d'un pouvoir de décision et/ou d'un certain pouvoir social, on constate que **depuis 1945 l'élite s'est diversifiée sous l'effet du triple mouvement de salarisation, féminisation et qualification**

- **Les entreprises sont de moins en moins souvent administrées par leurs propriétaires**, qui les confient à des professionnels salariés extrêmement qualifiés, qui composent « les technostructures » (J. K. Galbraith *Le nouvel État industriel*, 1967)

- **L'existence des *working rich***, dont la mondialisation a fait bondir les rémunérations (O. Godechot, *La finance, facteur d'inégalités*, 2011)

- **Les femmes sont de plus en plus nombreuses à occuper des postes stratégiques**

Cette recomposition n'a pas pour autant changé le caractère endogame de cette classe dirigeante

En témoigne le développement de nouveaux lieux clos de résidence (*gated communities*), de consommation et/ou de loisirs

Ces dernières années semblent marquer une nouvelle rupture

Ménages fortunés ont vu leur part dans le revenu national augmenter davantage que la moyenne nationale

- T. Piketty : Baisse de la fiscalité et fin de l'inflation jusqu'à une période récente => **reconstitution** un peu partout dans le monde un **groupe de rentiers**

- R. Franck : **Constitution d'une oligarchie mondialisée** vivant en vase clos sans attaches nationales (*Richistan : A Journey Through the American Wealth Boom*, 2007)

- R. Simone : **Avènement d'une élite vulgaire, consumériste et sans projet** (*Le Monstre doux*, 2010)

1.4. Les classes moyennes

Travailleurs indépendants constituent classe moyenne avant 1914

Ateliers et manufactures de la 1^{ère} RI emploient **peu de personnel d'encadrement**

État s'en tient à des fonctions régaliennes => **très peu de fonctionnaires** (217 000 agents publics seulement en 1858)

=> **Strates intermédiaires de la société sont initialement surtout composées d'indépendants : L'univers des classes moyennes est celui de la boutique ou de l'atelier**

Il faut attendre le dernier tiers du 19^{ème} siècle pour que les classes moyennes s'étoffent en incorporant

- Les **salariés employés par les APU**
- Les **professionnels qualifiés**
- Les « **ronds-de-cuir** »

Tous semblent partager un même idéal et des caractéristiques communes

- Sens de la propriété
- Compétences
- Relative aisance matérielle
- Capacité d'épargne
- Convictions républicaines

Les classes moyennes, pilier de la République

« C'est grâce aux progrès de l'instruction publique que s'est formée, en quelque sorte, une nouvelle France [...] Ce monde de petits propriétaires, de petits industriels, de petits boutiquiers a été suscité par le mouvement économique [...] et c'est ainsi que se sont créées, formées ces nouvelles couches sociales [...] j'ai dit les nouvelles couches, non pas les classes [...] Oui, une nouvelle couche sociale s'est formée [...] elle se rencontre dans tous les milieux, à tous les étages de la Société. C'est elle qui, en arrivant à la fortune, à la notoriété, à la capacité, à la compétence, augmente la richesse, les ressources, l'intelligence et le nerf de la patrie. Ce sont ces couches nouvelles qui forment la démocratie [...] Dans la démocratie, c'est-à-dire dans un état politique où le travail doit tout dominer – car dans les Temps modernes le travail est le grand agent de richesse, de paix et de bonheur, dans un état social où le plus grand nombre des travailleurs est déjà propriétaire, il était sûr que, dès que ces hommes seraient investis du droit de se donner un gouvernement, ils choisiraient la République ». Léon Gambetta, discours d'Auxerre, 1^{er} juin 1874

Entre 1914 et 1980, une nouvelle classe moyenne se développe

- Les classes moyennes devenues salariées montent en puissance

Classes moyennes continuent à augmenter en intégrant de nouvelles professions

Les petits bureaucrates et employés de commerce vont être déclassés et rejoindre les couches populaires au début du 20^{ème} siècle en raison

- Du développement de l'instruction publique
- De la multiplication des postes
- De la féminisation des tâches (dans le commerce notamment)

H. Mendras, *La Seconde Révolution française*, 1988

Ensemble disparate qu'est la classe moyenne (« constellation centrale d'une société en montgolfière ») devient groupe extrêmement valorisé

■ **Les contours des classes moyennes sont difficiles à cerner**

Profonde hétérogénéité de ces groupes intermédiaires, dont les tâches se situent à mi-chemin entre les fonctions de direction et d'exécution

Les contours des classes moyennes sont délicats à préciser et leur définition fait l'objet de débats scientifiques et politiques récurrents

Des lignes de partage opposent

- « Gens du public » et « gens du privé »
- Indépendants et salariés
- Les salariés se différencient souvent selon leurs métiers (les enseignants, les médecins...)

L. Chauvel considère que le **mode de vie et la représentation du monde confèrent leur unité aux classes moyennes**

La volonté d'indépendance demeure encore forte chez les membres des classes moyennes, mais se manifeste désormais par un **puissant désir d'émancipation de la cellule familiale**

Les membres de la classe moyenne sont les **vecteurs de l'avènement de la société de consommation et de changements culturels majeurs**, qui culminent avec le mouvement de mai 1968

Quelques données sur l'évolution du poids des catégories moyennes

Evolution de la structure de la population active occupée entre 1962 et 2011

PCS	1962	1975	1987	2011
Agriculteurs exploitants	15,9	7,8	5,8	2,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	10,9	8,1	7,5	6,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	4,7	7,1	9,2	17,6
Professions intermédiaires	11,0	16,1	19,3	24,4
Employés	18,5	23,5	27,6	28,3
Ouvriers	39,0	37,4	30,6	21,1

INSEE, Recensements et enquêtes emploi

Depuis les années 1980, les classes moyennes sont fragilisées

▪ Les classes moyennes ont peur du déclassement

R. Reich, P. Krugman ou J. Stiglitz déplorent le **déclin numérique et idéologique des classes moyennes** aux États-Unis

En Europe et en France, **ce débat n'est pas tranché**

- **A. Lipietz** : Retour d'un mouvement de polarisation de la société française (*La société en sablier*, 1998)

- **M. Maffessoli** : Perte de substance des marqueurs sociaux traditionnels et du sentiment d'appartenance de classe (celle-ci cédant le pas aux communautés ou « tribus ») (*Le Temps des tribus*, 1988)

- **E. Maurin** : Membres des couches intermédiaires partagent toujours une même culture et des comportements spécifiques (*Les nouvelles classes moyennes*, 2012)

L'optimisme n'est plus vraiment de rigueur pour des personnes confrontées

- À la **compétition scolaire** et à la **dévaluation des diplômes**
- Au **risque de déclassement résidentiel**, engendré par la hausse spectaculaire des prix de l'immobilier

L. Chauvel (*Les classes moyennes à la dérive*, 2006) : Lieu de résidence et diplôme sont des marqueurs sociaux essentiels pour les classes moyennes françaises, dont l'hédonisme est tempéré par la faible progression des revenus salariaux depuis les années 1980

- **Mais les classes moyennes semblent capables de défendre leurs intérêts**

La part des ménages dont les revenus se situent autour du revenu médian ne cesse de progresser

E. Maurin : Classes moyennes résistent assez efficacement au double processus de déclassement résidentiel et universitaire

Dans les PDEM, nombreux mouvements sociaux remettent en question la légitimité des inégalités de revenus et une conception trop libérale de la mondialisation (*Occupy Wall Street, Indignados*)

En France, le candidat élu en 2012 (F. Hollande) a fait de la justice fiscale son axe majeur de campagne

La disparition de la génération du babyboom, devrait profondément modifier la répartition du patrimoine entre classes d'âge et/ou groupes sociaux (P-N. Giraud, *Le commerce des promesses*, 2009)

Document audio : « L'histoire d'un ascenseur tombé en panne »
Émission entendez-vous l'éco du 5 mai 2021 sur France Culture
<https://www.franceculture.fr/emissions/entendez-vous-leco/entendez-vous-leco-emission-du-mercredi-05-mai-2021>

En complément de cette partie : article d'Olivier Galland sur cahierdeprepa : « Les métamorphoses de la structure sociale et leurs conséquences »

Synthèse de cet article

Les métamorphoses de la structure sociale française depuis les années 1980

Les explications de ces évolutions

Les conséquences de ces évolutions

Complément de l'article d'O. Galland sur les conséquences de la mondialisation

Lionel Fontagné (*La feuille de paye et le caddie. Mondialisation, salaires et emploi, 2021*) :

- Note de lecture sur l'ouvrage

<https://www.melchior.fr/note-de-lecture/la-feuille-de-paie-et-le-caddie>

- Présentation vidéo de l'ouvrage

<https://www.melchior.fr/video/melchior-m-2-la-feuille-de-paie-et-le-caddie-de-lionel-fontagne>

1.5. Trois sociologues permettent de comprendre les transformations des structures sociales à l'œuvre à partir de la révolution industrielle

Karl Marx : le développement du capitalisme conduit à une polarisation de la société

Avec l'avènement du monde moderne, la **société se structure autour de 2 groupes sociaux fondamentaux**

Celui des détenteurs des moyens de production (**les bourgeois**)

Celui de ceux qui ne possèdent que leur force de travail (**les prolétaires**)

Marx ne nie pas qu'il puisse exister de multiples groupes intermédiaires entre ces deux pôles

Mais il considère que le développement du capitalisme s'accompagnera inéluctablement d'un processus de polarisation qui laminera ces groupes sociaux

=> La sociologie marxiste est inopérante pour comprendre le double mouvement :

- De **moyennisation** des sociétés industrialisées depuis 1914
- D'**amélioration notable des conditions d'existence de la classe ouvrière** pendant les Trente Glorieuses

Marx distingue

- La « **classe en soi** » : Ensemble d'individus ayant la même place dans le processus de production, ainsi que des revenus et modes de vie identiques
- La « **classe pour soi** » : Groupe social ayant pris conscience de son existence, de sa place dans le processus de production et, par là même, de ses intérêts de classe

Alexis de Tocqueville : l'analyse d'un processus de moyennisation aux États-Unis

Il observe à l'occasion d'un voyage d'études aux États-Unis (1831-1832) l'établissement d'une société pacifiée, construite autour des classes moyennes (*De la démocratie en Amérique*, 1835)

La démocratie est un état social, bien plus qu'un régime politique, défini par l'aspiration des hommes à des rapports sociaux égaux

Les hommes démocratiques « ont pour l'égalité une passion ardente, insatiable, éternelle »

Il existe aux États-Unis des inégalités de fait engendrées par l'activité commerciale, mais celles-ci sont tolérables car

- La **mobilité sociale y est assurée** : « chaque génération est un nouveau peuple »

- Les **fortunes industrielles** sont trop **précaires** pour devenir héréditaires : le capitalisme américain ne se prêterait donc pas à la constitution de dynasties bourgeoises

- La **tempérance des plus riches** rend les différences de conditions socialement supportables

Cette société est donc remarquablement stable d'un point de vue politique : nombreux sont ceux « qui ont assez de bien pour désirer l'ordre et n'en ont pas assez pour exciter l'envie. les violentes passions politiques n'ont que peu de prise sur des hommes ainsi attachés à la poursuite de leur bien-être »

Mais cette société de classes moyennes est un peu médiocre : les citoyens y sont absorbés par « de petits et vulgaires plaisirs dont ils emplissent leur âme »

Elle porte aussi le risque de

- La **désaffection politique** : « la vie privée est si remplie de désirs et de travaux qu'il n'en reste presque plus de loisir à chaque homme pour la vie politique »

- La **démagogie** : « le gouvernement aime ce que les citoyens aiment et il déteste ce qu'ils haïssent »

Max Weber : une autre approche de la stratification sociale et une analyse de la bureaucratie

M. Weber préfère le concept de « **groupe de statut** » à celui de « **classe sociale** »

Les **classes** renvoient à la place que chacun occupe dans l'univers de la consommation que dans celui de la production

=> **Pas de lutte des classes**, mais plutôt une rivalité pour l'acquisition de biens et services rares

=> **Pas de fonction intégratrice de la classe sociale**

Les liens qui s'établissent entre les individus sont **extra-économiques** : Naissance, instruction, style de vie et profession confèrent du prestige social à ceux qui les partagent et créent ce sentiment d'appartenance au groupe

Mutations du capitalisme allemand au tournant du 20^{ème} siècle

=> **développement inéluctable de la bureaucratie**, qu'elle soit publique ou privée

La croissance de ces administrations, dont le fonctionnement est parfaitement rationnel et impartial, entraîne l'**apparition d'un nouveau groupe de fonctionnaires et de bureaucrates**

- **Disposant des qualifications requises** pour exécuter des missions administratives parfois complexes

- **Mais incapables de donner libre cours à leurs initiatives professionnelles**

À mi-chemin entre exécution et commandement, **les bureaucrates weberiens annoncent les classes moyennes du 20^{ème} siècle**

Synthèse du 1. consacré aux transformations des structures sociales

Croissance et transformations économiques qui en sont à l'origine et qui l'accompagnent ont modifié en profondeur les structures sociales

Rendre compte des modifications des structures sociales c'est s'interroger sur

- **L'évolution du poids des différentes catégories sociales** qui structurent la société au moment de la 1^{ère} RI
- La **naissance au cours du processus de croissance de nouvelles catégories sociales**
- La question des **oppositions entre les différents groupes sociaux**
- La question du **rôle de chacune de ces catégories sociales ou de ces classes sociales dans le changement social**

3 grandes périodes structurent ces transformations en France

1. Fin 18^{ème} à 1914
2. 1914 au début des années 1980
3. 1980 à aujourd'hui

2. La mobilité sociale : instruments de mesures et analyses **polycopié 2**

Plan du polycopié

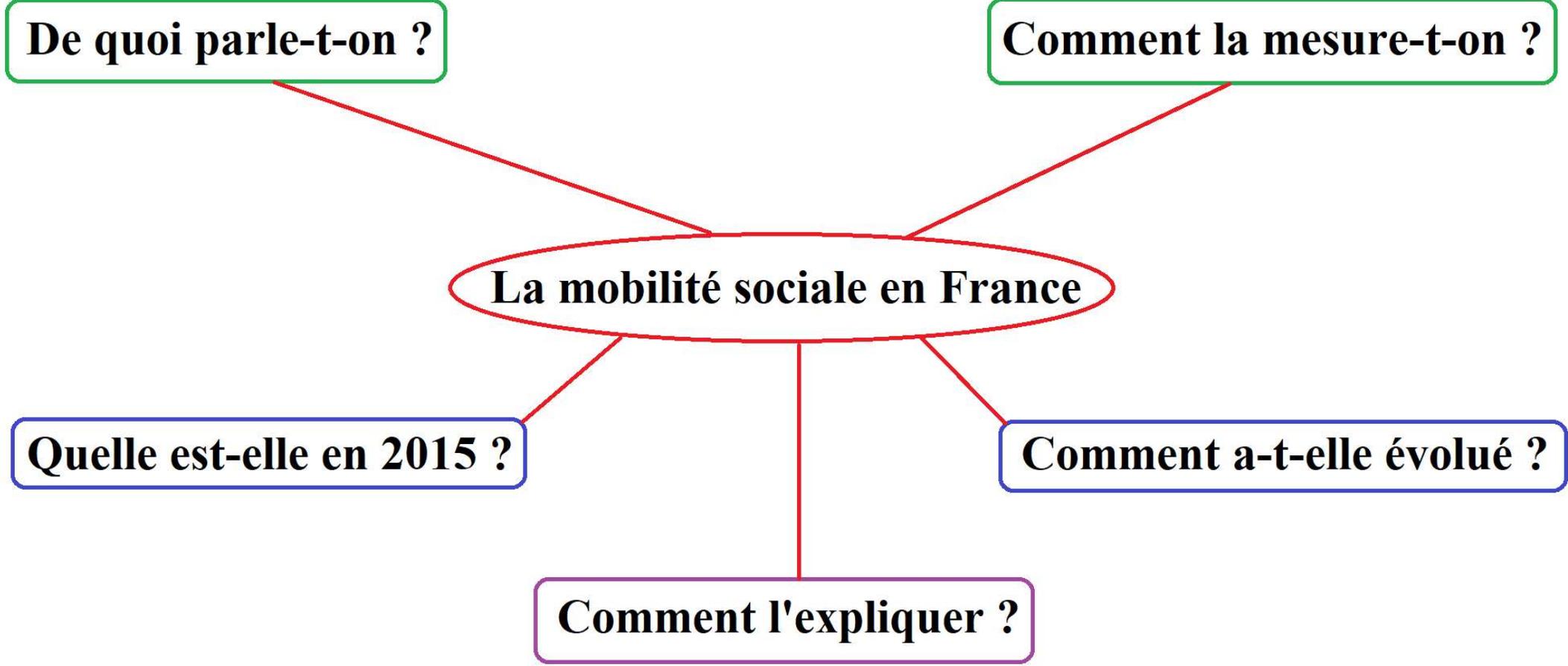
2.1. Instruments de mesure et populations concernées

2.2. Mobilité sociale des hommes et des femmes depuis quarante ans

2.3. Trajectoires collectives et individuelles, destin des générations

2.4. Ascension sociale et chances scolaires, vers un sentiment de déclassement ?

Synthèse du polycopié



Mobilité sociale, de quoi parle-t-on ?

S'intéresser à la mobilité sociale c'est se demander quelle est la trajectoire des individus dans la stratification sociale (au sein des PCS)

=> 2 approches

- La mobilité intragénérationnelle => pas étudiée ici

- La **mobilité sociale intergénérationnelle**

- Comparer la position sociale des fils âgés de 35 à 59 ans à celle de leurs pères
- Comparer la position sociale des filles âgées de 35 à 59 ans à celle de leurs mères ou de leurs pères

Comment mesure-t-on la mobilité sociale ?

On compare la PCS des parents avec celle de leurs enfants dans des tableaux que l'on appelle les « **tables** » de **mobilité brute**. Exemple

2017 - Table de mobilité brute (en milliers)

GSP des FILS	GSP des PÈRES						Ensemble
	Agriculteurs	ACCE	Cadres et PIS	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	
Agriculteurs	165	6	4	5	3	17	200
ACCE	49	201	96	84	52	234	716
Cadres et PIS	70	226	446	305	151	310	1508
Professions intermédiaires	100	212	214	317	190	601	1634
Employés	48	90	72	126	110	309	755
Ouvriers	223	216	77	188	189	1222	2115
Ensemble	655	951	909	1025	695	2693	6928

Champ : hommes âgés de 40 à 59 ans exerçant ou ayant déjà exercé une activité professionnelle.

ACCE = artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

PIS = professions intellectuelles supérieures.

Source : Enquête Emploi 2017

À partir de ces données brutes on construit 2 autres types de « table »

Les **tables de recrutement**

Les **tables de destinée**

Dans les **tables de recrutement** on se demande quelle était la PCS des parents des personnes actives appartenant à une même PCS. Exemple

2017 - Table des recrutements (en %)

GSP des FILS	GSP des PÈRES						Ensemble
	Agriculteurs	ACCE	Cadres et PIS	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	
Agriculteurs	82,5	3,0	2,0	2,5	1,5	8,5	100,0
ACCE	6,8	28,1	13,4	11,7	7,3	32,7	100,0
Cadres et PIS	4,6	15,0	29,6	20,2	10,0	20,6	100,0
Professions intermédiaires	6,1	13,0	13,1	19,4	11,6	36,8	100,0
Employés	6,4	11,9	9,5	16,7	14,6	40,9	100,0
Ouvriers	10,5	10,2	3,6	8,9	8,9	57,8	100,0
Ensemble	9,5	13,7	13,1	14,8	10,0	38,9	100,0

Champ : hommes âgés de 40 à 59 ans exerçant ou ayant déjà exercé une activité professionnelle.

ACCE = artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

PIS = professions intellectuelles supérieures.

Source : Enquête Emploi 2017

Que montrent ces données en terme de recrutement des PCS ?

Dans les **tables de destinées** on se demande que sont devenus les fils ou filles de personnes appartenant à une certaine PCS. Exemple

2017 - Table des destinées (en %)

GSP des FILS	GSP des PÈRES						Ensemble
	Agriculteurs	ACCE	Cadres et PIS	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	
Agriculteurs	25,2	0,6	0,4	0,5	0,4	0,6	2,9
ACCE	7,5	21,1	10,6	8,2	7,5	8,7	10,3
Cadres et PIS	10,7	23,8	49,1	29,8	21,7	11,5	21,8
Professions intermédiaires	15,3	22,3	23,5	30,9	27,3	22,3	23,6
Employés	7,3	9,5	7,9	12,3	15,8	11,5	10,9
Ouvriers	34,0	22,7	8,5	18,3	27,2	45,4	30,5
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Champ : hommes âgés de 40 à 59 ans exerçant ou ayant déjà exercé une activité professionnelle.

ACCE = artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

PIS = professions intellectuelles supérieures.

Source : Enquête Emploi 2017

Que montrent ces données en terme de reproduction sociale des PCS ?

À partir des tables de mobilité brute on met également en évidence
4 types de trajectoire de mobilité intergénérationnelle

L'**immobilité sociale**

La **mobilité horizontale**

La **mobilité ascendante**

La **mobilité descendante**

L'immobilité sociale (ou reproduction sociale)

2017 - Table de mobilité brute (en milliers)

GSP des FILS	GSP des PÈRES						Ensemble
	Agriculteurs	ACCE	Cadres et PIS	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	
Agriculteurs	165	6	4	5	3	17	200
ACCE	49	201	96	84	52	234	716
Cadres et PIS	70	226	446	305	151	310	1508
Professions intermédiaires	100	212	214	317	190	601	1634
Employés	48	90	72	126	110	309	755
Ouvriers	223	216	77	188	189	1222	2115
Ensemble	655	951	909	1025	695	2693	6928

Champ : hommes âgés de 40 à 59 ans exerçant ou ayant déjà exercé une activité professionnelle.

ACCE = artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

PIS = professions intellectuelles supérieures.

Source : Enquête Emploi 2017

À partir de la table de mobilité brute, mettez en évidence l'immobilité sociale des hommes en 2017

Quelle a été le poids de la reproduction sociale chez les hommes ?

La **mobilité horizontale** (changement de PCS pour une PCS située au même niveau hiérarchique)

À partir de la table de mobilité brute, mettez en évidence la mobilité horizontale des hommes en 2017

Quel a été le poids de cette mobilité ?

La **mobilité verticale ascendante** (changement de PCS pour une PCS située à un niveau hiérarchique supérieur)

À partir de la table de mobilité brute, mettez en évidence la mobilité verticale ascendante des hommes en 2017

Quel a été le poids de cette mobilité ?

La **mobilité sociale descendante** (changement de PCS pour une PCS située à un niveau hiérarchique inférieur)

À partir de la table de mobilité brute, mettez en évidence la mobilité sociale descendante des hommes en 2017

Quel a été le poids de cette mobilité ?

À retenir

La mobilité sociale n'est pas synonyme d'ascension sociale

Les tables de mobilité permettent aussi de calculer différents **indicateurs de mobilité sociale**

- La **mobilité brute**, la **mobilité structurelle** et la **mobilité nette** qui permettent de distinguer différentes causes de la mobilité sociale
- Les **odds ratio** qui mesurent la **fluidité sociale**

Mobilité brute (observée)= Mobilité structurelle + Mobilité nette

La **mobilité brute** (ou mobilité totale) mesure le nombre d'individus qui ont changé de PCS par rapport à un de leur parent (leur père pour les hommes, leur père ou leur mère pour les femmes)

2017 - Table de mobilité brute (en milliers)

GSP des FILS	GSP des PÈRES						Ensemble
	Agriculteurs	ACCE	Cadres et PIS	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	
Agriculteurs	165	6	4	5	3	17	200
ACCE	49	201	96	84	52	234	716
Cadres et PIS	70	226	446	305	151	310	1508
Professions intermédiaires	100	212	214	317	190	601	1634
Employés	48	90	72	126	110	309	755
Ouvriers	223	216	77	188	189	1222	2115
Ensemble	655	951	909	1025	695	2693	6928

Champ : hommes âgés de 40 à 59 ans exerçant ou ayant déjà exercé une activité professionnelle.

ACCE = artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

PIS = professions intellectuelles supérieures.

Source : Enquête Emploi 2017

Si 2 461 000 individus étaient immobiles en 2017, (35,5 % des hommes de 40 à 59 ans) on peut alors en déduire que **64,5 % (4 467 000 individus) ont connu une forme quelconque de mobilité sociale (mobilité brute)**

La **mobilité structurelle** mesure le nombre d'individus qui ont du changer de PCS en raison des évolutions de la structure des PCS entre la génération de leurs parents et la leur

2017 - Table de mobilité brute (en milliers)

GSP des FILS	GSP des PÈRES						Ensemble
	Agriculteurs	ACCE	Cadres et PIS	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	
Agriculteurs	165	6	4	5	3	17	200
ACCE	49	201	96	84	52	234	716
Cadres et PIS	70	226	446	305	151	310	1508
Professions intermédiaires	100	212	214	317	190	601	1634
Employés	48	90	72	126	110	309	755
Ouvriers	223	216	77	188	189	1222	2115
Ensemble	655	951	909	1025	695	2693	6928

Champ : hommes âgés de 40 à 59 ans exerçant ou ayant déjà exercé une activité professionnelle.
 ACCE = artisans, commerçants et chefs d'entreprise.
 PIS = professions intellectuelles supérieures.
 Source : Enquête Emploi 2017

La dernière ligne du tableau décrit la structure socioprofessionnelle de la génération des pères

La dernière colonne du tableau décrit la structure socioprofessionnelle de la génération des fils

Regardons le cas des agriculteurs

2017 - Table de mobilité brute (en milliers)

GSP des FILS	GSP des PÈRES						Ensemble
	Agriculteurs	ACCE	Cadres et PIS	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	
Agriculteurs	165	6	4	5	3	17	200
ACCE	49	201	96	84	52	234	716
Cadres et PIS	70	226	446	305	151	310	1508
Professions intermédiaires	100	212	214	317	190	601	1634
Employés	48	90	72	126	110	309	755
Ouvriers	223	216	77	188	189	1222	2115
Ensemble	655	951	909	1025	695	2693	6928

Ils étaient 655 000 chez les pères, mais ils n'étaient plus que 200 000 chez les fils => **tous les fils d'agriculteurs n'ont donc pas pu devenir agriculteurs : 455 00 ont du occuper une autre position sociale**

Il suffit de calculer la somme des PCS dont les effectifs augmentent dans le temps pour connaître l'importance du phénomène

2017 - Table de mobilité brute (en milliers)							
GSP des FILS	GSP des PÈRES						Ensemble
	Agriculteurs	ACCE	Cadres et PIS	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	
Agriculteurs	165	6	4	5	3	17	200
ACCE	49	201	96	84	52	234	716
Cadres et PIS	70	226	446	305	151	310	1508
Professions intermédiaires	100	212	214	317	190	601	1634
Employés	48	90	72	126	110	309	755
Ouvriers	223	216	77	188	189	1222	2115
Ensemble	655	951	909	1025	695	2693	6928

$$(1508-909)+(1634-1025)+(755-695)=1268$$

\Leftrightarrow 1,268 million d'individus ont dû changer de position sociale en raison des changements dans la structure socioprofessionnelle des emplois

Cette mobilité structurelle concerne 18,3 % de la population étudiée (1268/6928) ou encore 28,4 % des individus mobiles (1268/4467)

La **mobilité nette** mesure la mobilité qui ne s'explique pas par les modifications de la structure des PCS entre 2 générations

Mobilité nette = Mobilité brute – Mobilité structurelle

Exemple avec les données vues précédemment

Mobilité nette = 4467 - 1268 = 3199

En 2017, la mobilité nette des hommes âgés de 40 à 59 ans concernait 3,199 millions de personnes

Cela représentait 46,2 % (3199/6928) des hommes de cette tranche d'âge ou encore 71,6 % (3199/4467) des personnes mobiles

Remarque : Il existe aussi une **mobilité de statut**. Elle concerne les individus occupant un statut d'emploi (salarié ou indépendant) différent de celui de leur père

2017 - Table de mobilité brute (en milliers)							
GSP des FILS	GSP des PÈRES						Ensemble
	Agriculteurs	ACCE	Cadres et PIS	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	
Agriculteurs	165	6	4	5	3	17	200
ACCE	49	201	96	84	52	234	716
Cadres et PIS	70	226	446	305	151	310	1508
Professions intermédiaires	100	212	214	317	190	601	1634
Employés	48	90	72	126	110	309	755
Ouvriers	223	216	77	188	189	1222	2115
Ensemble	655	951	909	1025	695	2693	6928

Somme des données en violet = 1680

1,68 million d'hommes âgés de 40 à 59 ans en 2017 ont connu une mobilité de statut, soit 24,2 % (1680/6928) des hommes ou 37,6 % (1680/4467) des mobiles

Synthèse : La mobilité observée pour les hommes âgés de 40 à 59 ans en 2017

	Effectifs (en milliers)	en % de l'ensemble	en % des mobiles
Les immobiles	2461	35,5	---
La mobilité brute	4467	64,5	100,0
La mobilité structurelle	1268	18,3	28,4
La mobilité nette	3199	46,2	71,6
La mobilité verticale ascendante	1557	22,5	34,9
La mobilité verticale descendante	677	9,8	15,2
La mobilité horizontale	553	8,0	12,4
La mobilité de statut	1680	24,2	37,6

Les **odds ratio** mesurent la fluidité sociale

La **mobilité observée** est une **mesure en valeur absolue de la mobilité**

=> Elle est dépendante de la taille des effectifs de chaque groupe socioprofessionnel

Or la taille de ces groupes varie dans le temps et dans l'espace

=> La mobilité observée sera d'autant plus forte que la taille des groupes varie

Pour pallier cet inconvénient, on mesure aussi la **mobilité sociale en valeur relative** : ce faire sont les **odds ratios** (ou rapports de chances relatives)

Exemple

GSP des FILS	GSP des PÈRES						Ensemble
	Agriculteurs	ACCE	Cadres et PIS	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	
Agriculteurs	25,2	0,6	0,4	0,5	0,4	0,6	2,9
ACCE	7,5	21,1	10,6	8,2	7,5	8,7	10,3
Cadres et PIS	10,7	23,8	49,1	29,8	21,7	11,5	21,8
Professions intermédiaires	15,3	22,3	23,5	30,9	27,3	22,3	23,6
Employés	7,3	9,5	7,9	12,3	15,8	11,5	10,9
Ouvriers	34,0	22,7	8,5	18,3	27,2	45,4	30,5
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Chances relatives d'un fils de cadres de devenir cadre (49,1%) plutôt qu'ouvrier (8,5%) : $49,1 / 8,5 = 5,776 \Leftrightarrow$ **Un fils de cadre à 5,8 fois plus de chances de devenir cadre plutôt qu'ouvrier.** Chances relatives d'un fils d'ouvrier de devenir cadre (11,5%) plutôt qu'ouvrier (45,4%) : $11,5/45,4 = 0,253 \Leftrightarrow$ **Un fils d'ouvrier à 0,25 fois plus de chances de devenir cadre plutôt qu'ouvrier**

\Rightarrow Rapport de chances relatives : $5,776 / 0,253 = 22,8 \Leftrightarrow$ **Un fils de cadre a 22,8 fois plus de chances de devenir cadre plutôt qu'ouvrier qu'un fils d'ouvrier**

Pour que la position sociale d'un individu ne soit pas liée à son origine sociale, il faudrait que le **odds ratio** soit égal à **1**

=> Ce serait la **fluidité sociale parfaite**

Si le **odds ratio** est supérieur à **1**, on parlera alors de **viscosité sociale**

=> Le odds ratio est un **indicateur de l'égalité des chances dans l'accès aux différentes positions sociales**

De quoi parle-t-on ?

- (Mobilité intragénérationnelle)
- Mobilité intergénérationnelle

Comment la mesure-t-on ?

- Tables mobilité brute/recrutement/destinée
- Mobilités horizontale/ascendante/descendante
- Mobilités brute/structurelle/nette
- Fluidité sociale

La mobilité sociale en France

Quelle est-elle en 2015 ?

Comment a-t-elle évolué ?

Comment l'expliquer ?

Quelle est la situation de la mobilité sociale en 2015 ?

reprise des éléments du poly 2

- **La destinée des fils par rapport à leurs pères**

- La mobilité sociale est la règle

- L'immobilité sociale est la plus forte pour

1. Les cadres

2. Les employés et ouvriers qualifiés

- La mobilité ascendante la plus forte s'observe d'abord chez les employés et ouvriers non qualifiés

- **La destinée des filles par rapport à leurs mères**

- La mobilité est plus forte que celle des fils par rapport à leurs pères

- L'immobilité est la plus forte pour

1. Les cadres

2. Les Professions intermédiaires

mais ces données sont biaisées

- **La destinée des filles par rapport à leurs pères**

- La mobilité est forte mais le plus souvent descendante ou horizontale

Données 2019 complémentaire au poly 1 cf page suivante

La destinée des femmes par rapport à leur père

PCS père	PCS fille						
	Agriculteurs	ACCE	Cadres et PIS	Professions intermédiaires	Employés et ouvriers qualifiés	Employés et ouvriers non qualifiés	Ensemble
Agri.	6,5	4,2	11,2	24,9	31,1	22,1	100,0
ACCE	0,5	7,6	18,6	27,8	26,6	19,0	100,0
Cadres et PIS	0,4	4,4	39,0	32,7	14,8	8,7	100,0
PI	0,3	3,7	19,5	35,6	26,3	14,7	100,0
Empl. et ouv. qualif.	0,5	3,5	8,8	24,0	35,4	27,9	100,0
Empl. et ouv. Non qualif.	0,6	3,1	6,9	19,4	33,6	36,5	100,0
Ens	0,8	4,2	16,3	27,1	29,1	22,4	100,0

Synthèse

La mobilité sociale observée des hommes et des femmes, en 2015

	Hommes par rapport à leur père	Femmes par rapport à leur mère	Femmes par rapport à leur père
Immobilité	34,8 %	29,5 %	29,9 %
Mobilité sociale	65,2 %	70,5 %	70,1 %
Dont :			
<i>Mobilité ascendante</i>	27,6 %	39,8 %	21,8 %
<i>Mobilité descendante</i>	15,0 %	11,7 %	25,0 %
<i>Mobilité non verticale</i>	22,6 %	19,0 %	23,3 %

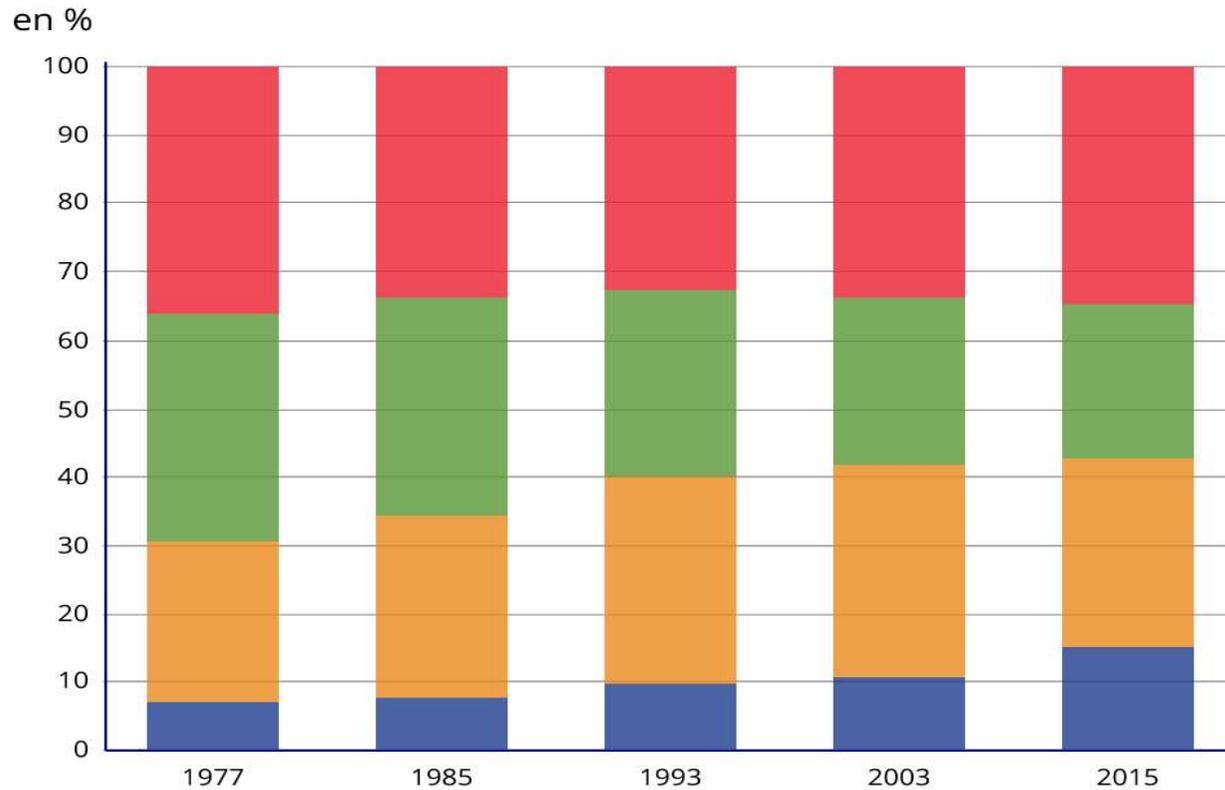
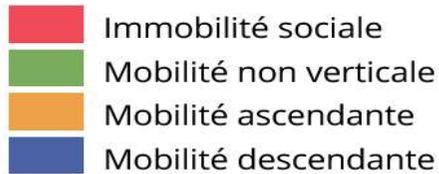
Source : Insee, enquête FQP, 2014-2015.

Champ : France métropolitaine, hommes et femmes, actifs occupés ou l'ayant été, âgés de 35 à 59 ans (au 31 décembre de l'année de l'enquête). Rappel : Immobilité + Mobilité sociale = 100 %

Quelles évolutions de la mobilité sociale ?

Données complémentaires au poly 2

Mobilité sociale pour les hommes comparés à leur père observée de 1977 à 2015



Lecture : en 2015, 65 % des hommes relèvent d'une catégorie socioprofessionnelle différente de celle de leur père, 28 % ont connu une mobilité ascendante.

Champ : France métropolitaine, hommes français actifs occupés ou anciens actifs occupés, âgés de 35 à 59 ans au 31 décembre de l'année d'enquête.
Source : Insee, enquêtes Formation et qualification professionnelle (FQP) 1977, 1985, 1993, 2003 et 2014-2015.

Ce que dit le poly 2 et que ces données complètent

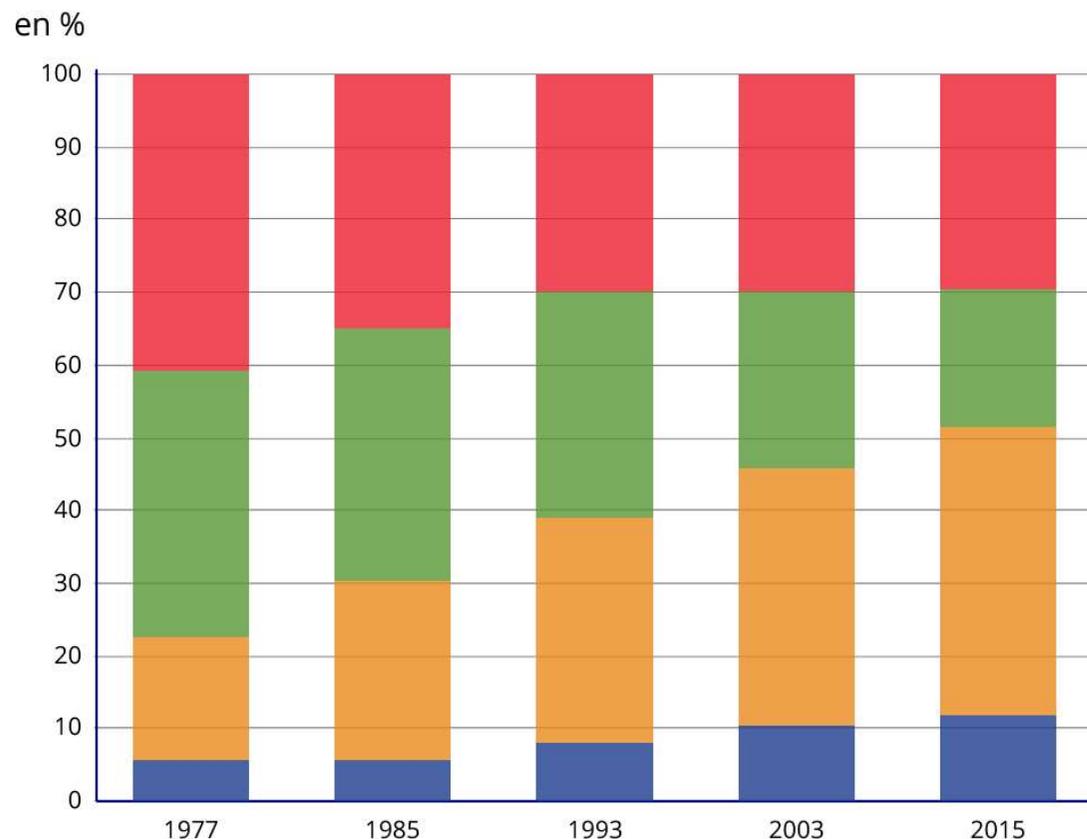
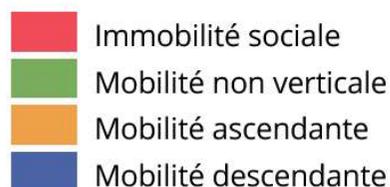
- La **destinée sociale des fils est stable depuis 1977** : environ 2/3 des hommes changent de PCS

- Cette **stabilité est étonnante** car les évolutions structurelles des PCS sont très différentes : en 2015, la **mobilité structurelle a diminué**

- La **fluidité sociale a augmenté** : tous les odds ratio ont baissé entre 1977 et 2003

- Les **perspectives de mobilité sociale ascendante ont baissé** entre la génération du baby-boom et leurs enfants en raison de cette baisse de la mobilité structurelle

Mobilité sociale pour les femmes comparées à leur mère observée de 1977 à 2015

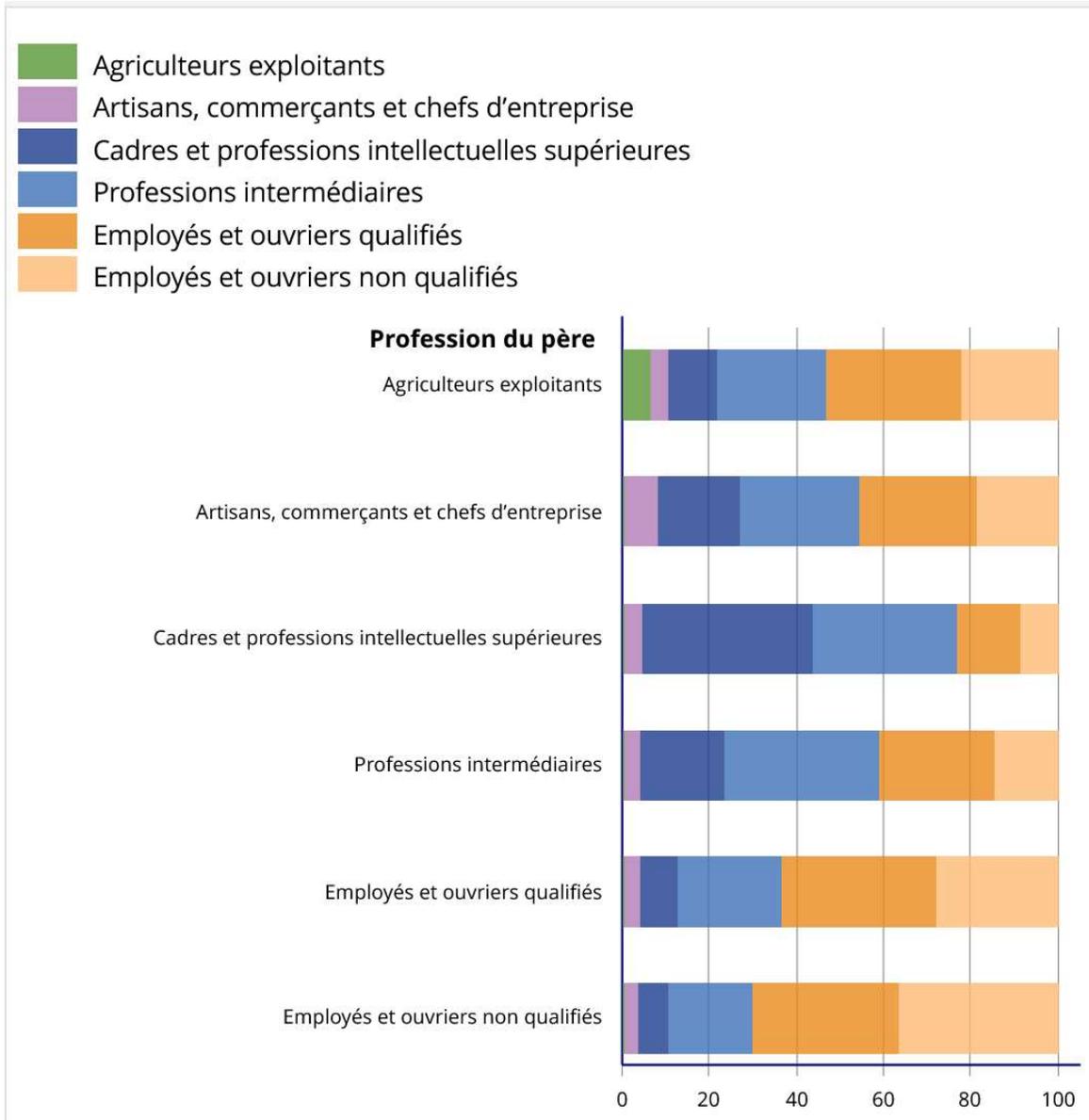


Lecture : en 2015, 71 % des femmes relèvent d'une catégorie socioprofessionnelle différente de celle de leur mère, 40 % ont connu une mobilité ascendante

Champ : France métropolitaine, femmes françaises actives occupées ou anciennes actives occupées, âgées de 35 à 59 ans au 31 décembre de l'année d'enquête

Source : Insee, enquêtes Formation et qualification professionnelle (FQP) 1977, 1985, 1993, 2003 et 2014-2015

Destinées sociales pour les femmes selon la catégorie sociale de leur père en 2019



Lecture : en 2019, 4 % des femmes de père agriculteur exploitant sont artisans, commerçants ou chefs d'entreprise.

Champ : France métropolitaine, femmes françaises actives occupées ou anciennes actives occupées, âgées de 35 à 59 ans au 31 décembre 2019

Source : Insee, enquête Emploi 2019

Pour aller plus loin

- « La mobilité sociale des femmes et des hommes : évolutions entre 1977 et 2015 », in *France, portrait social*, coll. « Insee Références », édition 2019.

Disponible ici : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4238441?sommaire=4238781>

- « En 40 ans, la mobilité sociale des femmes a progressé, celle des hommes est restée quasi stable », *Insee Première* n° 1739, février 2019.

Disponible ici : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3733096>

Comment expliquer la mobilité sociale ?

Principales causes

Mobilité structurelle

Fluidité sociale

=> Expliquer les trajectoires collectives à partir des évolutions structurelles et de la progression de la fluidité sociale

Mais il faut aussi expliquer les phénomènes de reproduction sociale

Enjeu : expliquer l'enchaînement

Origine sociale => Diplôme => Place dans la structure sociale

2 travaux fondateurs en sociologie

Pierre Bourdieu (démarche holiste)

La culture valorisée par l'école est celle des classes dominantes

Raymond Boudon (individualisme méthodologique)

- Les choix d'orientation scolaire reposent sur un calcul coût-avantage dont les données ne sont pas les mêmes en fonction du milieu d'origine

- Le lien entre diplôme et place dans la hiérarchie sociale est de moins en moins ténu car

1. Inflation scolaire (paradoxe d'Anderson)

2. Baisse de la mobilité ascendante structurelle => sentiment de frustration relative (Hervé Le Bras, *Se sentir mal dans une France qui va bien*, 2019)

Remarque : **Les analyses de Bourdieu et de Boudon sont complémentaires**

Données complémentaires sur les explications de la mobilité sociale

Document sur cahierdeprepa

Article de Bernard Lahire : « La réussite scolaire en milieux populaires ou les conditions sociales d'une schizophrénie heureuse »

Document en ligne sur l'ouvrage de Stéphane Beaud, *La France des Belhoumi* (2018) :

- Un résumé

<https://www.melchior.fr/note-de-lecture/la-france-des-belhoumi>

- Une conférence

<http://ses.ens-lyon.fr/articles/la-france-des-belhoumi-les-parcours-singuliers-denfants-dimmigres-a-travers-lhistoire-dune-famille>

Synthèse 2 consacré à la mobilité sociale

Comment la mesure-t-on ?

De quoi parle-t-on ?

- (Mobilité intragénérationnelle)
- Mobilité intergénérationnelle

- Tables mobilité brute/recrutement/destinée
- Mobilités horizontale/ascendante/descendante
- Mobilités brute/structurelle/nette
- Fluidité sociale

La mobilité sociale en France

Quelle est-elle en 2015 ?

	Hommes par rapport à leur père	Femmes par rapport à leur mère	Femmes par rapport à leur père
Immobilité	34,8%	29,5%	29,9%
Mobilité sociale	65,2%	70,5%	70,1%
Dont :			
<i>Mobilité ascendante</i>	27,6%	39,8%	21,8%
<i>Mobilité descendante</i>	15,0%	11,7%	25,0%
<i>Mobilité non verticale</i>	22,6%	19,0%	23,3%

Comment a-t-elle évolué ?

- Destinée sociale des fils stable depuis 1997
- Baisse de la mobilité structurelle
- Baisse des perspectives de M.S. ascendante
- Augmentation de la fluidité sociale

Comment l'expliquer ?

- Changements structure des PCS
- Rôle de l'école dans la M.S. mais aussi dans la reproduction sociale

Une étude récente et originale sur la mobilité sociale

Michaël Sicsic « Qui est mieux classé que ses parents dans l'échelle des revenus ? Une analyse de la mobilité intergénérationnelle en France », *Économie et statistique* n° 540, 2023

Objet : **Étudier la mobilité intergénérationnelle des individus dans l'échelle des revenus.** Elle consiste à comparer pour la 1^{ère} fois les revenus individuels du travail de 2019 de jeunes adultes de 29 ans à ceux de leurs parents en 2010, lorsque parents et jeunes vivaient dans le même foyer fiscal

Il existe une corrélation positive entre mobilité intergénérationnelle et croissance

- La mobilité intergénérationnelle permet une croissance plus inclusive, où chacun a les mêmes chances de prospérer (OCDE, 2018) et peut stimuler l'innovation (Aghion et al., 2019)
- À l'inverse, des positions figées d'une génération à l'autre et un sous-investissement en capital humain conduisent à des pertes d'efficacité (Becker & Tomes, 1979)
- Une faible mobilité dans le bas de la distribution des revenus conduit à la perte de nombreux talents et entrepreneurs potentiels (Bell et al., 2019).
- Diminuer la reproduction des inégalités d'une génération à l'autre permet de tendre vers une égalité des opportunités (Roemer et Trannoy, 2016)

Cette étude présente 5 résultats

1. Il existe une persistance intergénérationnelle des revenus

Un jeune dont les parents sont classés 10 centièmes de revenus plus haut que ceux d'une autre a en moyenne un classement plus élevé de 2,5 centièmes de revenus

2. Les inégalités de revenus se transmettent entre générations

Les jeunes des familles aux revenus parmi les 20 % plus élevés ont trois fois plus de chances d'être classés parmi les 20 % les plus aisés que ceux issus des familles parmi les 20 % les plus modestes.

3. Mais les données font aussi état d'une certaine mobilité

73 % des jeunes adultes appartiennent à un cinquième de revenus différent de celui de leurs parents

Parmi les jeunes adultes de 29 ans dont les parents appartiennent aux 20 % les plus modestes, 12 % sont en mobilité très ascendante en faisant partie des 20 % les plus aisés de leur génération

4. La mobilité ascendante des revenus en France est plus importante que dans certains PDEM mais plus faible que dans d'autres

Supérieure à celle observée aux États-Unis et en Italie

Proche de celle observée en Australie

Inférieure à celle du Canada, de la Suisse, du Danemark et de la Suède

5. La mobilité ascendante des revenus dépend de multiples facteurs

La mobilité ascendante des revenus est d'autant plus forte que :

- Les parents ont des revenus du capital élevés
- Le parent au plus haut revenu a au moins le baccalauréat
- Le parent au plus haut revenu est immigré
- La famille a été mobile géographiquement pendant l'enfance de l'individu
- Le jeune réside en Île-de-France à sa majorité.

À l'inverse, être une femme, avoir vécu dans une famille monoparentale ou dans une famille dans laquelle la personne de référence est ouvrier ou employée et vivre dans les Hauts-de-France influent négativement sur la mobilité ascendante

III. Transformations démographiques et évolution des modes de vie polycopié 3

Bibliographie

J.C. Chesnais, *La Démographie*, collection Que sais-je ?, PUF, 2010.

G. Mermet, *Francoscopie 2030. Nous, aujourd'hui et demain*, Larousse, 2018.

R. Schor, *Histoire de la société française au XXe siècle*, Belin, 2004.

L'université de tous les savoirs propose en ligne plusieurs conférences sur la relation entre économie et démographie, par exemple celle de Jean-Louis Chesnais consultable à cette adresse :

http://www.canal-u.tv/video/universite_de_tous_les_savoirs/demographie_et_croissance_economique.910

1. Les grands indicateurs démographiques

1.1. À quoi sert la démographie ?

Définition

« science ayant pour objet l'étude des populations humaines, et traitant de leur dimension, de leur structure, de leur évolution et de leurs caractères généraux, envisagés principalement d'un point de vue quantitatif. »

Jean-Claude Chesnais, *La démographie*, 2010

Enjeu 1 : Expliquer la variation de la population (P_i)

$$P_{t+1} = P_t + \underbrace{(N_t - D_t)}_{\text{Solde naturel}} + \underbrace{(I_t - E_t)}_{\text{Solde migratoire}}$$

N_t : nombre de naissances au cours de l'année t

D_t : nombre de décès au cours de l'année t

I_t : nombre d'immigrants au cours de l'année t

E_t : Nombre d'émigrants au cours de l'année t

Provenance des données

- **Recensement** permet de mesurer dimension et structure de la population
 - âge
 - sexe
 - état matrimonial
 - nationalité
 - lieu de naissance
 - lieu de résidence
 - activité
 - emploi
 - scolarisation

Mais questions sur les origines sociales, ethniques ou religieuses interdites

=> Approche en terme de stock de la population

- **État civil** mesure les changements de la population

- Naissances

- Mariages

- Décès

=> Approche en terme de flux de la population

Solde migratoire difficile à mesurer

Évalué de manière indirecte

Solde migratoire = variation de la population¹ - solde naturel²

¹ donnée issue du recensement

² donnée issue de l'état civil

Pour comparer les données entre 2 dates ou 2 zones géographiques, les données en valeur absolue sont ramenées en données en valeur relative : des **taux calculés pour 1 000 habitants**. Exemples

- Taux de natalité = Nombre de naissances pour 1 000 habitants

- Taux de mortalité = Nombre de décès pour 1 000 habitants

Complément : les chiffres clé de la démographie française en 2023

- À partir du document sur cahierdeprepa : *INSEE Première* « En 2023, la fécondité chute, l'espérance de vie se redresse », janvier 2024 faire une carte mentale qui rend compte des éléments suivants :

Principales données à retenir pour 2023

Quelles évolutions de ces données en tendance longue ?

Quels éléments de comparaison avec les autres pays européens ?

Correction : cf document dédié sur cahierdeprepa

Présentation de quelques indicateurs démographiques complémentaires

Ce que nous allons voir

- Les mesures de la natalité et de la fécondité
- Les mesures de la mortalité et de la longévité

Une ressource incontournable : https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/graphiques-cartes/population_graphiques/

Les mesures de la natalité et de la fécondité

Taux de natalité = Nbre de naissances / Population *1 000

En France métropolitaine 10,4 pour 1 000 en 2024

Taux de fécondité = Nbre naissances / Nbre femmes de 15-49 ans

Ce taux peut se calculer par âge :

Taux fécondité à l'âge X

= Nbre naissances de femmes d'âge X / Nbre femmes d'âge X

Il permet de calculer des indicateurs de fécondité

Indicateur conjoncturel de fécondité (ICF)

Présentation : <https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/videos/animation-mesurer-la-fecondite/>

C'est le nombre d'enfants qu'aurait une génération fictive de femmes qui connaîtraient, à chaque âge, la même probabilité d'avoir un enfant que celle mesurée pour les femmes de cet âge l'année considérée

Pour comparaison dans le temps et dans l'espace, voir le document :

<https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/europe-pays-developpes/indicateurs-fecondite/>

L'ICF mondial est estimé à 2,31 enfants par femme en 2023 contre 5 au cours des années 1950-55 \Leftrightarrow arrivée d'une bonne partie des pays du monde à la fin de leur phase de transition démographique

L'ICF repose sur une approche transversale. Il est donc sensible aux effets de calendrier : par exemple, si les femmes ont des enfants plus tard, l'ICF baisse... mais au total, peut-être auront-elles autant d'enfants que la génération précédente

D'où l'utilité d'un autre indicateur

La descendance finale

Descendance finale =

Nbre d'enfants nés de femmes nées l'année X / Nbre de femmes nées l'année X

C'est une approche longitudinale qui prend en compte les taux de fécondité des femmes d'une même génération sur l'ensemble des années de leur vie féconde

La DF est la somme des taux de fécondité par âge, de 15 à 49 ans, des femmes d'une même génération

Données sur la descendance finale en France : [étude de l'INSEE de 2021](#)

- En 2019, les femmes nées en 1969 ont 50 ans : elles ont eu en moyenne 2 enfants au cours de leur vie et n'en auront quasiment plus d'autres

- Au cours du 20^{ème} siècle, la génération 1928 est celle qui a eu la descendance finale la plus élevée, avec une moyenne de 2,65 enfants par femme

La descendance finale des femmes a tendance à diminuer depuis, au fil des générations

- Les femmes ont des enfants de plus en plus tard donc la descendance des femmes à 30 ans baisse depuis 1967 alors que celle à 40 ans remonte pour les dernières générations ayant atteint cet âge

=> La descendance finale des femmes devrait repartir à la hausse dans les prochaines années et rester supérieure à 2 enfants par femme pour les générations nées dans les années 1970

En matière de fécondité, ce qui préoccupe est la question du renouvellement des générations

Le remplacement de génération nécessiterait un nombre moyen d'enfants par femme de 2,1. À quoi correspond ce chiffre ?

- On commence par se demander combien d'enfants doit avoir en moyenne 1 femme pour que naisse 1 fille

Réponse : 2,05 enfants vivants car il naît en moyenne 100 filles pour 105 garçons (constante biologique)

- Il faut ensuite tenir compte de la mortalité des femmes avant la maternité

Si on fait l'hypothèse que 2 % des filles décèdent avant l'âge moyen à la maternité ou pendant la période fertile, on a une probabilité de survie de chaque fille de 0,98

=> Le nombre moyen d'enfants par femme nécessaire pour assurer qu'une femme donne naissance à une fille doit ainsi se situer vers 2,09 ($2,05/0,98$) soit être environ égal à 2,1

Deux autres indicateurs en matière de reproduction féminine

Taux brut de reproduction féminine

$$\begin{aligned} \text{TBR} &= \text{Taux féminin à la naissance} * \text{ICF} \\ &= [100/(100+105)] * 1,68 = 0,82 \end{aligned}$$

Il naît 0,82 fille pour 1 femme

Taux net de reproduction féminine

$$\begin{aligned} \text{TNR} &= \text{TBR} * \text{probabilité pour une femme d'être vivante quand elle} \\ &\text{aura l'âge de procréer} \\ &= 0,82 * 0,98 = 0,8036 \end{aligned}$$

Ce chiffre indique qu'**il y aurait un déficit de 19,6 % de naissances pour assumer la reproduction des générations en France**

C'est une estimation puisque cette donnée dépend de la validité de l'ICF comme moyen de prévision de la fécondité des femmes

Les mesures de la mortalité et de la longévité

Le taux de mortalité

Taux de mortalité = Nombre de décès / Population * 1 000

En France métropolitaine 9,5 pour 1 000 en 2024

Après avoir atteint un minimum de 8,6 pour 1 000 entre 2007 et 2010, il a augmenté entre 2011 et 2023

Cette augmentation devrait de poursuivre jusqu'en 2100 (avec une projection à 11,7 pour 1 000) (données Ined)

Ce taux peut se calculer par âge

Taux de mortalité à l'âge X = Nbre personnes décédées à l'âge X /
Nombre personnes d'âge X * 1 000

Donnée particulièrement intéressante : le **taux de mortalité infantile** (Nbre de décès d'enfants de moins de un an/Nbre de naissances vivantes observées la même année * 1 000

La mortalité infantile est l'**un des indicateurs les plus fiables du niveau de développement**

- Un indicateur qui a permis à E. Todd de prévoir l'effondrement du système soviétique (*La chute*, 1976)

- Le taux de mortalité infantile constitue un des indicateurs du développement Données régionales estimées par l'Ined pour 2024 :

1. Afrique : 42,4 pour 1 000
2. Asie : 20,7 pour 1 000
3. Océanie : 15 pour 1 000
4. Amérique latine et caraïbes : 11,7 pour 1 000
5. Amérique septentrionale : 4,7 pour 1 000
6. Europe : 3 pour 1 000

Le taux de mortalité permet de calculer l'espérance de vie, une mesure conjoncturelle de la longévité

L'espérance de vie

Vidéo diffusée en classe : <https://www.youtube.com/watch?v=j1lgpd00vBk>

Autre vidéo de présentation : <https://vimeo.com/104709317>

Approche transversale : pour une année donnée, l'espérance de vie à la naissance correspond à l'âge moyen de décès qu'aurait une génération fictive d'individus qui auraient, à chaque âge, la même probabilité de décéder que celle mesurée pour cet âge l'année considérée

Analyse de l'Ined de l'évolution de l'espérance de vie en France

<https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/memos-demo/focus/la-duree-de-vie-en-france/#:~:text=La%20dur%C3%A9e%20de%20vie%20moyenne,4%20ans%20pour%20les%20femmes.>



- Deux siècles et demi de progrès non continus

Durée de vie moyenne a plus que triplé en France en 2 siècles et demi, passant de 25 ans en 1740 à plus de 80 ans aujourd'hui

Jusqu'à la seconde moitié du 18^{ème} siècle, la durée de la vie en France était de 25 ans en moyenne

À partir de 1750, les grandes crises - famines, épidémies - tendent à disparaître et des progrès sont accomplis dans le domaine médical

La mortalité des enfants diminue, ce qui entraîne une élévation sensible de l'espérance de vie, qui atteint 43 ans en 1850

La progression de la durée de vie moyenne a été interrompue par les conflits qui ont entraîné des reculs importants. Mais ils n'ont duré que le temps du conflit

Le milieu du 19^{ème} siècle voit la durée de vie stagner en raison d'une remontée de la mortalité infantile liée à l'industrialisation et l'urbanisation, qui dégradent les conditions de vie des enfants

La durée de vie moyenne augmente à nouveau à la fin du 19^{ème} siècle grâce aux progrès de l'hygiène et de la médecine et à la mise en place des premières politiques de protection de la petite enfance

- De la survie des enfants à la survie des adultes

A partir des années 1950, le risque de mourir d'une maladie infectieuse devient très faible en France

La progression de la durée de vie moyenne est de moins en moins liée à la chute de la mortalité infantile

Elle provient dorénavant d'une diminution des risques de décès dans les autres tranches d'âge, particulièrement chez les personnes âgées

Comparaison des espérances de vie au niveau mondial

<https://www.donneesmondiales.com/esperance-vie.php>

- **En 2020 espérance de vie à la naissance : 70,6 années pour les hommes et 75,1 pour les femmes au niveau mondial**

- **Les plus élevés en 2021**

1. Hong Kong : 82,9 ans pour hommes et 88,0 ans pour femmes
2. Islande : 81,7 ans pour hommes et 84,5 ans pour femmes
3. Japon : 81,6 ans pour hommes et 87,7 ans pour femmes

- **Les plus faibles en 2021**

Somalie : 56,0 ans pour hommes et 59,4 ans pour femmes

Nigeria : 54,1 ans pour hommes et 56,0 ans pour femmes

Tchad : 53,1 ans pour hommes et 55,9 ans pour femmes

Centrafrique : 51,5 ans pour hommes et 55,9 ans pour femmes

- **Entre 1960 et 2020, l'espérance de vie a augmenté au niveau mondial** : de 19,8 ans chez hommes, de 20,5 ans chez femmes
- **Mais les écarts régionaux restent très élevés** : elle est de moins de 60 ans pour les hommes et les femmes en Afrique de l'Ouest en 2020 contre plus de 80 ans en Australie et Nouvelle Zélande

La longévité peut aussi être abordée via une approche longitudinale, en se demandant quel est l'âge médian auquel meurent l'ensemble des individus d'une génération

Dans les pays les plus développés l'enjeu est de savoir jusqu'à quel âge on peut espérer vivre en bonne santé

- L'indicateur de l'espérance de vie en bonne santé est présenté sur le site Vie publique

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/288403-esperance-de-vie-en-bonne-sante-67-ans-femmes-656-ans-hommes>

- Un article des décodeurs du Monde permet d'en souligner les enjeux et les limites

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/04/15/qu-est-ce-que-l-esperance-de-vie-en-bonne-sante-indicateur-recurrent-des-debats-sur-l-age-de-depart-a-la-retraite_6122315_4355770.html

En bref

- Cet indicateur mesure le **nombre d'années que peut espérer vivre une personne sans être limitée dans ses activités quotidiennes par un problème de santé**. Il est également appelé « espérance de vie sans incapacité » (EVSI), ou espérance de santé

- Une étude de la Drees publiée en 2021 montre que l'**espérance de vie en bonne santé en France est supérieure à la moyenne européenne** et qu'elle est en augmentation depuis 2008

Ces statistiques ont été recueillies dans la période du 3 février au 18 avril 2020, avant que les effets de la pandémie de Covid-19 n'interfèrent

1.2. Les lois et les régularités statistiques

Les lois biologiques

Surnatalité et surmortalité (à tous les âges de la vie) des hommes

=> La surmortalité l'emporte : les femmes sont en moyenne plus nombreuses que les hommes

Explications de la surmortalité des hommes (facteurs biologiques et sociaux)

- Décès des femmes liés à l'accouchement de plus en plus rares
- Des métiers à risque essentiellement masculins
- Des comportements nocifs plus fréquents chez les hommes
- Des conduites à risques plus fréquentes chez les hommes
- Un facteur biologique : une moindre immunité des hommes face au vieillissement

La transition démographique : une loi historique

- Les travaux précurseurs d'un démographe français (A. Landry, 1934)

Identification de **3 régimes démographiques** qui se succèdent dans le temps

1. Régime **ancien ou primitif**

Nombre d'individus dépend de la quantité des subsistances

Mortalité régule la population

2. Régime **intermédiaire**

Contrôle social (encadrement nuptialité) permet adapter taille population aux subsistances

3. Régime **contemporain**

Couples contrôlent leur fécondité de manière à assurer à leur descendance des conditions de vie confortables

- **La transition démographique : un schéma qui semble commun à toutes les sociétés**

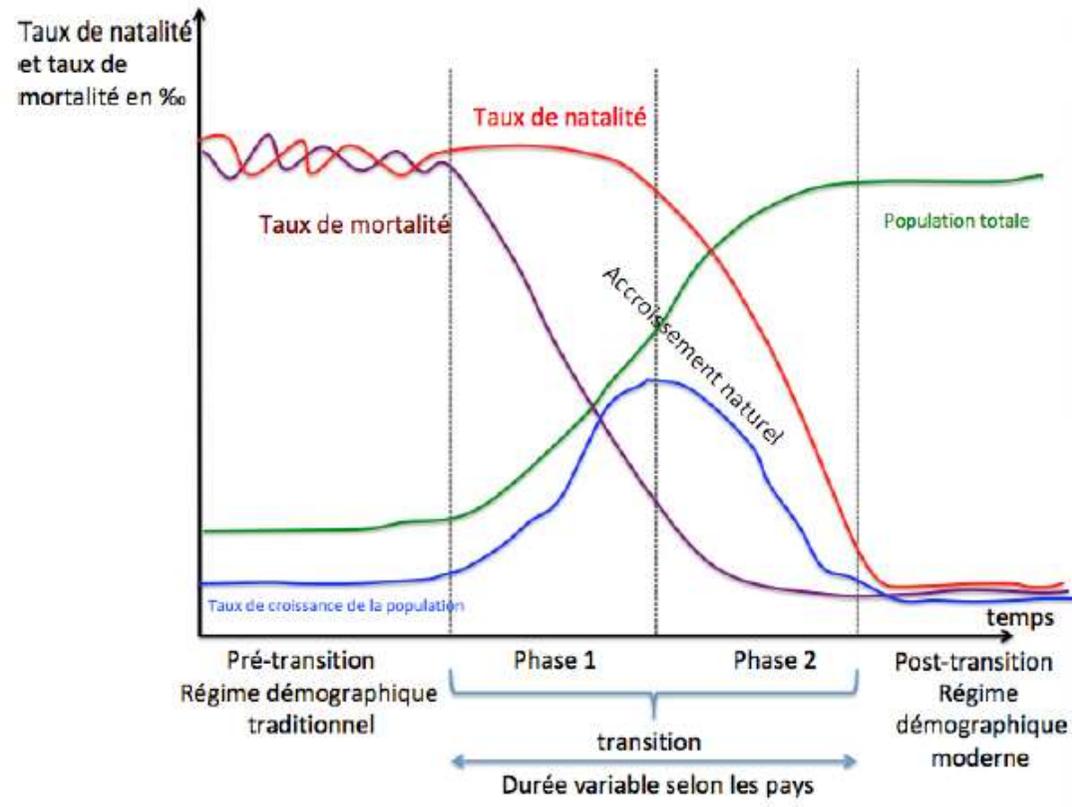
A retenir

Baisse de la mortalité due à

- Progrès (hygiène, alimentation, médecine,...)
- qui sont permis et se diffusent grâce à la stabilité politique, à une meilleure organisation administrative et à la hausse du niveau d'instruction

Baisse de la natalité due à

- Adaptation des comportements de fécondité à la baisse de la mortalité infantile
- Mutations des structures socio-économiques qui => moindre prégnance des règles morales, religieuses ou sociales et transformation du statut de l'enfant (une main d'œuvre vs un coût)



- **Mais ce schéma uniforme va être remis en cause dans les années 1960**

On ne parle plus de **transition démographique** au singulier mais **au pluriel** la phase de transition pouvant être très variable d'un pays à l'autre

Baisse de la mortalité est **étendue** à l'ensemble de la planète **mais baisse de la fécondité** est beaucoup **moins étendue**. 2 explications

1. Baisse fécondité plus tardive dans pays où statut de la femme demeure traditionnel

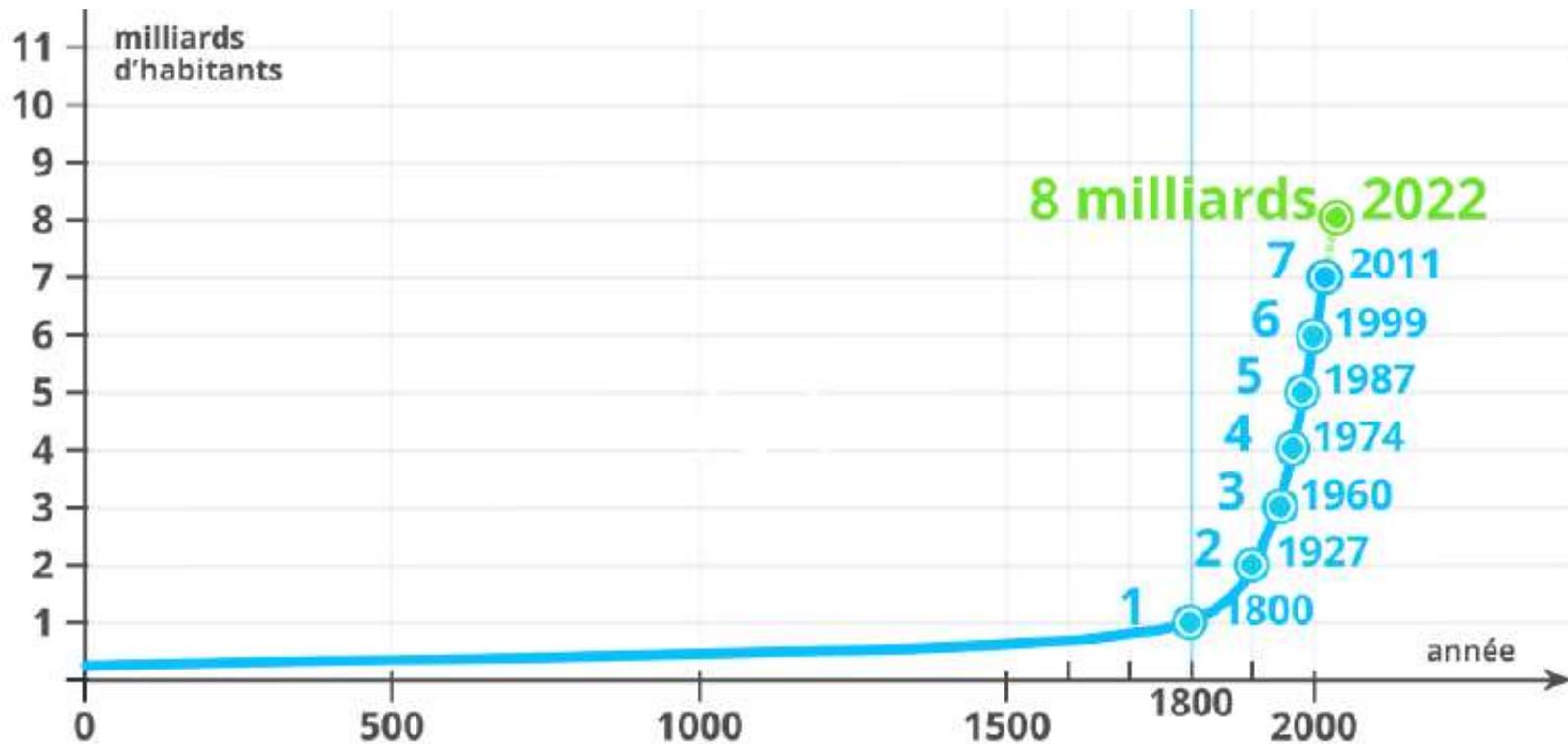
2. Baisse mortalité fait augmenter la population en âge de procréer ce qui retarde la baisse de la fécondité

- **Dans PDEM, thèse d'une 2nde révolution démographique avec une baisse de la fécondité qui basse sous la barre des 2,1 enfants par femme**

- **Les conséquences de la transition démographique : 3 effets à l'échelle mondiale**

1. Effet d'échelle : forte croissance population mondiale qui s'accélère dans les années 1950 => **Population mondiale est multipliée par 2 entre 1950 et 1987**. Depuis augmentation population mondiale ralentit

Evolution population mondiale



2. Effet de structure : **Vieillesse population mondiale**

Il se produit lors de la 2^{ème} phase de la transition :

- Baisse fécondité => vieillissent par le bas
- Baisse mortalité à partir de 60 ans => vieillissement par le haut

En 2100, la part des plus de 80 ans pourrait dépasser celle des moins de 20 ans

Le dividende démographique

Période au cours de la 2^{ème} phase de transition démographique pendant laquelle le ratio personnes actives/personnes à charge (- de 15 ans et + de 65 ans) augmente

Avantages : Individus en âge de travailler et État ont plus de ressources pour consommer, épargner et investir en capital humain enfants

Condition : Que marché du travail fournisse emplois nécessaires pour absorber une population active plus nombreuse

Complément **Étude de l'INSEE de 2015**

(A. Nayihouba, « Dividende démographique et croissance économique : quelles perspectives pour l'Afrique ? » *in STATECO N°109*, disponible ici <file:///C:/Users/carol/Downloads/stec109f.pdf>)

Le dividende démographique observé jusqu'à présent **sur le continent africain** n'a pas eu un effet notable sur la croissance économique

Explication : Des ratios de dépendance toujours élevés

Mais les pays africains pourraient profiter au cours des années à venir de ce dividende démographique

Pour ce faire, l'accroissement de la population en âge de travailler devrait s'accompagner de politiques adéquates notamment en matière de santé, d'éducation et d'emploi afin de rendre cette population économiquement productive

3. Transition migratoire

Transition démographique contribue à inversion des flux migratoires

L'Europe et le Japon, anciennes terres d'émigration, tendent à devenir des terres d'immigration

Mais tendances très différentes selon le pays en raison de politiques migratoires différentes

Complément sur poly : L'originalité de la démographie française

Transition démographique originale au 19^{ème} siècle

Baisse fécondité très précoce (dès la fin du 18^{ème} siècle) + Baisse mortalité => Croissance démographique très faible au 19^{ème} siècle (vs très forte dans autres pays européens)

Explications de cette originalité

1. Sécularisation plus poussée
2. Modèle de la famille nucléaire qui s'impose avec la Révolution française (suppression du droit d'aînesse)

Cette originalité se poursuit aujourd'hui (ICF le plus élevé d'Europe avec Tchéquie) en raison

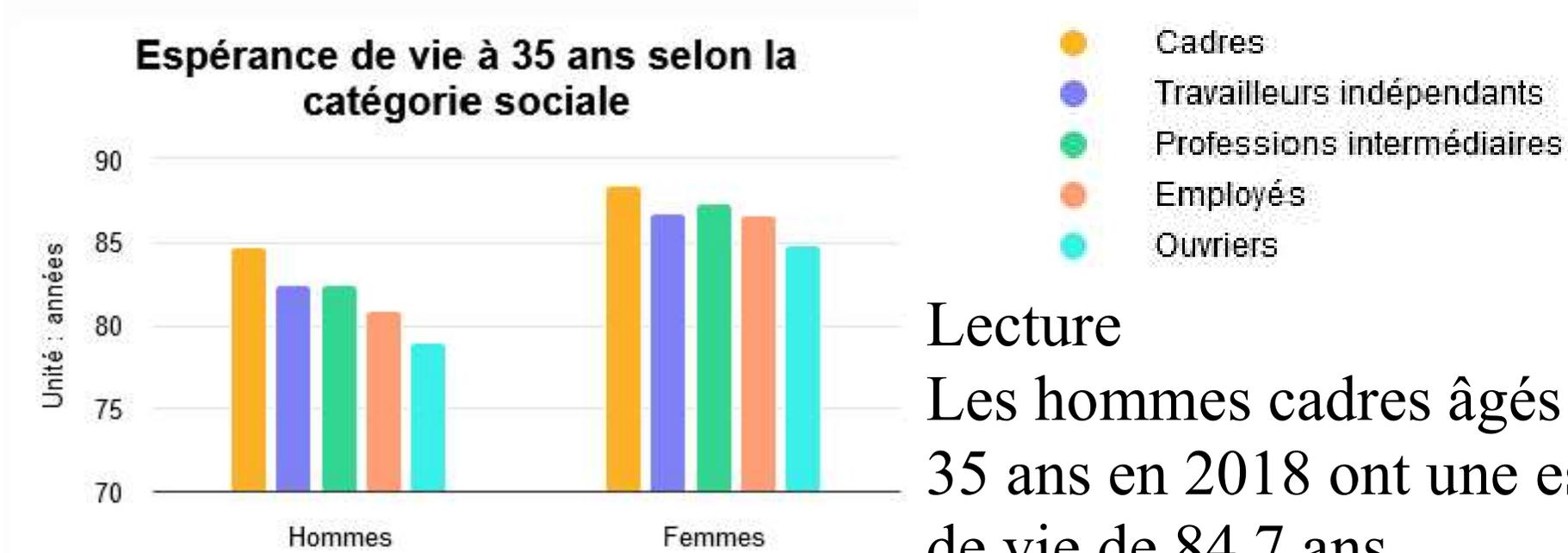
1. De politiques familiales qui poussent à la natalité depuis 1870, et qui se sont amplifiées après 1945
2. Du développement des systèmes d'accueil des enfants
3. D'une protection sociale qui couvre bien les risques sociaux

Les régularités sociales

- Plus démunis ont espérance de vie inférieure aux plus favorisés

Inégalité plus marquée dans les PED

Inégalité plus marquée chez hommes que chez femmes : Écarts d'espérance de vie selon origine sociale, **en fonction de la PCS, jusqu'à** 2 fois plus élevés en France entre hommes qu'entre femmes



Lecture

Les hommes cadres âgés de 35 ans en 2018 ont une espérance de vie de 84,7 ans

Complément au poly 3 : Éléments d'explication des écarts d'espérance de vie entre les PCS dans les PDEM

Les inégalités face à la mort sont très nettes

Inégalité d'espérance de vie entre cadres et ouvriers : un peu moins de 6 ans pour les hommes et 3,5 ans pour les femmes

=> **Chiffre quasiment identique à ce qu'il était dans les années 1970** et qui a très peu évolué depuis

Ces inégalités d'espérance de vie sont le **produit de nombreux facteurs**

- La pénibilité physique du travail

- Les habitudes de vie des différents milieux sociaux

- Le rapport à la douleur et la fréquentation des médecins

Complément *Ce que disent nos dents de la guerre sociale* de Olivier Cyran paru en 2021 un ouvrage présenté par Ludivine Bantigny ici : <https://www.contretemps.eu/dents-cyran-inegalites-sante-guerre-sociale/>

Depuis les années 1960, l'espérance de vie a augmenté de 12,5 ans pour les hommes comme pour les femmes

Comme tous les milieux en ont profité autant, les écarts se sont maintenus

À l'avenir, la réduction des inégalités sociales de santé dépendra

Des politiques de prévention auprès des jeunes et des adultes

De la prise en compte de l'usure des corps au travail

- **Le lien entre revenu et fécondité varie avec le niveau de développement**

Dans sociétés traditionnelles, raisonnement de Malthus prévaut

Hausse du revenu => Augmentation de la fécondité

Dans sociétés plus modernes

Hausse du revenu => Baisse de la fécondité

Complément au poly 3 : fécondité et catégories sociales dans les pays développés

Dans PDEM **lien** entre niveau revenu et fécondité **beaucoup plus complexe** : **en France**, depuis l'après guerre, **ce sont les catégories moyennes ont le moins d'enfants**

Explication proposée par **P. Bourdieu** : Manifestation d'une **stratégie de mobilité sociale ascendante** dans laquelle avoir moins d'enfants permettrait de mieux assurer les conditions du succès scolaire et de réussite sociale

Mais thèse discutable car basé sur des différences de comportement de fécondité de plus en plus légères, entre différentes catégories supérieures et moyennes

Principaux indicateurs de fécondité des femmes par groupe social en 2016 et en 1999

	2016	1999
	ICF	ICF
Artisanes, commerçantes, cheffes d'entreprise	1,70	2,00
Cadres	1,64	1,60
Professions intermédiaires	1,75	1,66
Employées	1,91	1,78
Ouvrières	1,76	1,78
Jamais travaillé	2,57	2,03
dont hors étudiantes*	3,24	2,87
Ensemble	1,91	1,78

Note : agricultrices pas assez nombreuses pour mesurer leur fécondité

Lecture : si une femme avait tout au long de sa vie les taux de fécondité observés à chaque âge en France en 2016 parmi les employées, elle aurait 1,91 enfant

Champ : France hors Mayotte, femmes de 15 à 50 ans en âge révolu vivant en ménage ordinaire

1.3. Démographie et croissance

Trop ou pas assez nombreux ? Opposition entre stagnationnisme et néomalthusianisme

- Thèse stagnationniste

A. H. Hansen : Ralentissement de la croissance de la population diminue les occasions d'investir et donc crée chômage et dépression

Ester Boserup : Thèse de la pression créatrice

Jean-Claude Chesnais : Densification de la population présente des avantages économiques car elle

- Permet une intensification des techniques productives
- Rentabilise des projets d'investissement grâce à l'augmentation de la taille du marché
- Accroît la valeur du capital foncier et immobilier (apparition de rente favorable à l'accumulation primitive du capital)
- Permet de mettre en place une division du travail

• Thèse néomalthusienne

Malthus proposait 2 solutions pour ralentir la croissance démographique à l'origine d'un appauvrissement de la population :

- Contrainte morale (limitation volontaire des naissances par la chasteté et les mariages tardifs)
- Suppression de l'aide aux pauvres

=> Malthusianisme = Volonté de limiter croissance de la population

Le néomalthusianisme s'est affirmé après la 2^{nde} GM, face à la croissance de la population (en particulier dans les PED)

Modèle Coale-Hoover : explosion démographique => sous développement

- Analyse du cas indien
- Explication : existence d'une relation inverse entre taux d'épargne et fécondité

Ces thèses de l'excès de population sont encore reprises aujourd'hui car la question de l'insuffisance des denrées alimentaires face à la pression démographique n'a pas encore disparu

Le rôle de l'État

Des politiques de contrôle de la natalité, soit pour chercher à la réduire soit, au contraire, pour la stimuler

Soutenir la natalité en limitant le poids du coût de l'enfant supporté par les familles :

- De manière directe (exemple : allocations familiales)
- De manière indirecte (exemple : prise en charge des frais de garde)

3 pays ont déjà mené des politiques d'incitation (donc non coercitives) en faveur de la natalité qui se sont avérées efficaces : France des années 1940 et 1950, Allemagne de l'Est de 1976 à 1989 et Suède depuis 1983

Selon J-C. Chesnais, le dynamisme démographique ne peut être créé qu'en couplant une politique nataliste et une politique migratoire ouverte mais sélective

Réduire la natalité grâce à :

- Un meilleur accès à l'éducation, la contraception, l'IVG
- La stérilisation forcée (Inde entre 1975 et 1977)
- Une politique de contrôle des naissances (Chine entre 1971 et 2016) augmentation de l'âge légal du mariage, espacement des naissances et limitation du nombre d'enfants

Complément : quelques éléments sur les politiques migratoires et natalistes

- **Les politiques natalistes dans les PDEM et antinatalistes dans les PED**

1^{er} problème : l'intervention de l'État est-elle légitime ?

Dans les PDEM

La France

Lors d'une conférence de presse (16/01/2024) le président E. Macron a annoncé des **mesures pour accroître la natalité**

Un nouveau « congé de naissance », « mieux rémunéré et qui permettra aux deux parents d'être auprès de leur enfant pendant six mois » va être créé, en remplacement du congé parental

Le lancement d'un « grand plan » contre l'infertilité, qui était attendu et prévu par la loi de bioéthique de 2021

En Allemagne, les politiques natalistes sont rattachées à la période historique du baby boom hitlérien d'une part et d'autre part à la RDA des années 1950-1970

Dans les pays Latins l'influence de l'église catholique a longtemps été suffisante. Mais comme le disait A. Sauvy : « en Italie en Espagne la fécondité est aujourd'hui plus basse qu'en France. Les allocations familiales ont été plus efficaces que la foi »

=> La légitimité de l'action de l'État n'est pas acquise dans le domaine de la natalité, elle dépend profondément des cultures et donc des histoires nationales

Dans les PED

Les politiques anti natalistes se heurtent aussi à ce 1^{er} problème, mais aussi à un 2^{ème} plus idéologique : **La réduction de la natalité peut-elle être imposée par les PDEM ?**

Conférence mondiale sur la population (Bucarest) en 1974 a violemment opposé les marxistes et Tiers-Mondistes aux experts occidentaux qui prônait la réduction de la natalité dans les pays du Tiers-Monde à forte croissance démographique

Mais cette divergence idéologique s'est peu à peu apaisée

Conférence mondiale (Caire) en 1994 a montré que subsistent de fortes oppositions de la part de l'Église catholique et des pays islamistes les plus durs aux thèses anti natalistes

Mais le mouvement de baisse de la fécondité tend à l'emporter partout

La mise en place de politiques natalistes (PDEM) ou anti-natalistes (certains PED) nécessitent de savoir ce qui décide les individus à faire plus ou moins d'enfants

2 thèses s'opposent pour expliquer baisse fécondité au niveau mondial

Approche économique : Calcul coût-bénéfice du fait d'avoir un enfant est devenu plus défavorable aux familles nombreuses car

- Coûts (directs et d'opportunité) ont augmenté
- Bénéfices ont diminué

Approche sociologique et démographique : Faire des enfants, et en particulier faire beaucoup d'enfants, renvoie à une norme culturelle qui est remise en cause par le recul des institutions qui la portent (la famille, le mariage, les institutions religieuses)

Cette émancipation a été permise selon D. Cohen par les médias (*La prospérité du vice*)

Une thèse corroborée pour le Brésil par E. Duflo et A. Banerjee
(*Repenser la pauvreté*)

- L'État brésilien n'a jamais encouragé la baisse de la natalité
- Or la descendance finale des femmes a fortement baissé dans les années 1990 (chaque femme avait en moyenne 6 enfants dans les années 1970)

- Explication : un accès plus étendu de la chaîne de télévision *Rede Globo* qui diffuse des *telenoelas* très populaires dans le pays dans lesquelles les principaux personnages féminins de moins de 50 ans n'avaient pas d'enfant :

« en proposant un idéal de vie très différent de celui auquel les Brésiliens étaient habitués, les telenovelas ont joué un rôle historique. Cela n'est sans doute pas tout à fait un hasard : dans la société corsetée qu'était alors le Brésil, les séries étaient l'un des rares lieux où les artistes créatifs et progressistes pouvaient s'exprimer librement »

- **Les politiques en matière d'immigration**

Éléments clé de l'histoire de l'immigration en France

Présence étrangère passe : **1 % en 1851** (environ 380 000 pers.) à plus de **2 % en 1891** (environ 1 100 000 pers. dont plus de 400 000 nées en France). Ce sont essentiellement de belges et des italiens

1^{ère} GM : organisation de mouvements d'immigration des pays méditerranéens et des colonies d'Indochine et d'Afrique du nord qui sont complétés après-guerre par la venue d'italiens, d'espagnols, et de polonais. Loi de 1927 permet de nombreuses naturalisations, mais le nombre d'étrangers augmenta fortement pour atteindre 2,7 millions en **1931**, soit **6,6 %** de la population totale

Années 1930 : arrivée de nombreux réfugiés politiques de l'est, mais la crise économique et la montée de la xénophobie entraîna le départ de nombreux étrangers. En **1946** le nombre d'étrangers tombe à 1,7 millions soit **4,4 %** de la population totale

Après la 2nde GM : Tensions sur le marché du travail entraînent dans les faits le laisser-faire et les initiatives isolées de certaines grandes entreprises dans le recrutement de la main-d'œuvre étrangère. Se succèdent et se superposent des vagues d'immigration espagnole et portugaise très forte après 1963 puis maghrébine et enfin d'Afrique noire et turque

1974 : Migrations interdites pour les actifs. Elles se limiteront officiellement à l'accueil de réfugiés du Liban et du sud-est asiatique, ainsi qu'au regroupement familial. Une immigration clandestine se poursuit, souvent des turcs venus d'Allemagne auxquels s'ajoutent aujourd'hui des pakistanais, des tamouls, des indiens, des maghrébins et des africains du sud du Sahara

1993 : Mise en place de la libre circulation des travailleurs ressortissants de l'UE

2024 : Loi immigration du 26 janvier

1. Travail

Les **travailleurs sans papiers** exerçant **dans des métiers en tension** pourront se voir délivrer à titre exceptionnel, comme aujourd'hui, une carte de séjour « travailleur temporaire » ou « salarié »

Cependant, ils **ne seront plus obligés de passer par leur employeur pour solliciter cette carte de séjour**

Une **nouvelle carte de séjour pluriannuelle « talent - profession médicale et de la pharmacie »** de 4 ans est instituée au profit des médecins, dentistes, sages-femmes ou pharmaciens praticiens diplômés hors Union européenne

Les **cartes de séjour « talent »** destinées aux salariés qualifiés et aux porteurs de projet sont **simplifiées**

La loi **conditionne l'accès au statut d'auto-entrepreneur à la détention d'une carte autorisant à travailler sous ce statut**

2. Intégration et titres de séjour

Les **étrangers qui demandent une première carte de séjour pluriannuelle devront avoir une connaissance minimale de la langue française** (niveau A 2)

Les obligations des employeurs en matière de formation au français de leurs salariés étrangers sont renforcées

Tous les étrangers qui demandent un document de séjour devront **s'engager à respecter les principes de la République par la signature d'un nouveau contrat**

Les étrangers victimes de « marchands de sommeil » ayant déposé plainte se verront délivrer une carte de séjour pendant la durée de la procédure pénale

De nouveaux motifs de refus de délivrance, de renouvellement ou de retrait des cartes de séjour temporaire sont créés

3. Possibilités d'éloignement renforcées

La loi permettra l'**expulsion des étrangers réguliers condamnés notamment pour des crimes ou délits passibles d'au moins 3 ou 5 ans de prison**, selon la situation de l'étranger, ou impliqués dans des violences contre des élus ou des agents publics

Parallèlement, le **juge pourra plus largement prononcer une interdiction du territoire français (ITF)**

La loi **supprime les protections dont bénéficient certains étrangers irréguliers** contre une obligation de quitter le territoire français (OQTF)

D'autres mesures pour lutter contre l'immigration irrégulière complètent le texte

4. Asile et contentieux des étrangers

Déploiement progressif de **pôles territoriaux** dénommés « **France asile** »

Ces pôles permettront en un même lieu l'enregistrement du demandeur d'asile par la préfecture, l'ouverture de droits par l'Office français de l'immigration et l'intégration (OFII) et l'introduction de la demande auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)

Les **demandeurs d'asile qui présentent un risque de fuite ou une menace à l'ordre public pourront être assignés à résidence ou placés en rétention**, sous certaines conditions

Le contentieux des étrangers (qui représente 40% de l'activité des juridictions administratives) est simplifié

Des mesures initialement prévues dans cette loi ont été censurées par le Conseil constitutionnel, notamment

L'instauration de quotas migratoires

L'exigence d'une durée de séjour régulier imposé aux étrangers pour l'accès à certaines allocations

Le durcissement du regroupement familial

Les restrictions sur l'accès au séjour des étrangers malades

Pour un regard économique critique sur cette loi, voir sur cahierdeprepa l'interview de El Mouhoub Mouhoud, président de l'université Paris Dauphine-PSL, publiée dans le journal Le Monde le 30 décembre 2023 « Le régime d'immigration français tourne le dos à ses intérêts »

**Pour données complémentaires : Immigrés et étrangers en France
sur le site de l'INSEE**

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633212#consulter>

Les enjeux économiques de l'immigration sont doubles

1. Voir si l'immigration peut constituer une **réponse à la baisse prévisible de la population active** avec le vieillissement de la population dans les PDEM
2. **Comprendre ce qui motive l'émigration** pour l'encourager ou au contraire tenter de la contrôler

L'immigration : une solution à la baisse de la population active dans les PDEM ?

Choix du Canada qui pratique depuis les années 1960

- Une politique incitative d'immigration
 - Qui repose sur une sélection sur la base de quotas professionnels, évoluant avec les besoins de l'économie grâce à un système de points
- Pour obtenir le droit d'immigrer au Canada pour y travailler, la note minimum doit s'élever à 67 points, avec au maximum
- 28 points attribués pour les compétences linguistiques
 - 25 pour les études
 - 15 pour l'expérience
 - 12 pour l'âge
 - 10 pour une promesse d'embauche
 - 10 points pour l'adaptabilité

D'autres pays ont suivi l'exemple canadien

- L'Australie depuis 2009
- L'Allemagne a souhaité le faire en 2019

Plusieurs approches pour expliquer l'émigration

1. **Théorie microéconomique des migrations** : Décision de migrer analysée comme le résultat d'un calcul coût/avantage. Dans ce calcul interviennent plusieurs variables

- Les écarts de revenus observés et anticipés entre les pays
- Les écarts de taux de chômage
- Le degré de générosité des systèmes d'indemnisation
- Un ensemble de coûts liés au départ de sa terre natale

2. **Nouvelle économie des migrations** : Migrations analysées comme des décisions collectives prises dans des situations d'incertitude et d'imperfection des marchés

3. **Théorie des migrations** dans le cadre du dualisme du marché du travail : les migrations s'expliquent par la demande de travail des entreprises des pays d'accueil

L'appel à l'immigration est un moyen de faire face aux tensions sur le marché du travail

Mais surtout les émigrés jouent un rôle d'amortisseur en cas de crise et de montée du chômage. **Exemple en France :**

Entre 1973 et 1976

Le nombre de salariés augmentait de 1,5 %

Les effectifs des salariés immigrés diminuaient de 13 %

Entre 1979 et 1983

50 % des emplois supprimés ont été occupés par des étrangers

Alors qu'ils n'étaient que 9 à 11 % de l'ensemble des salariés

1.4. Les conséquences du vieillissement de la population

À vos stylos, cette partie est un complément au poly 3

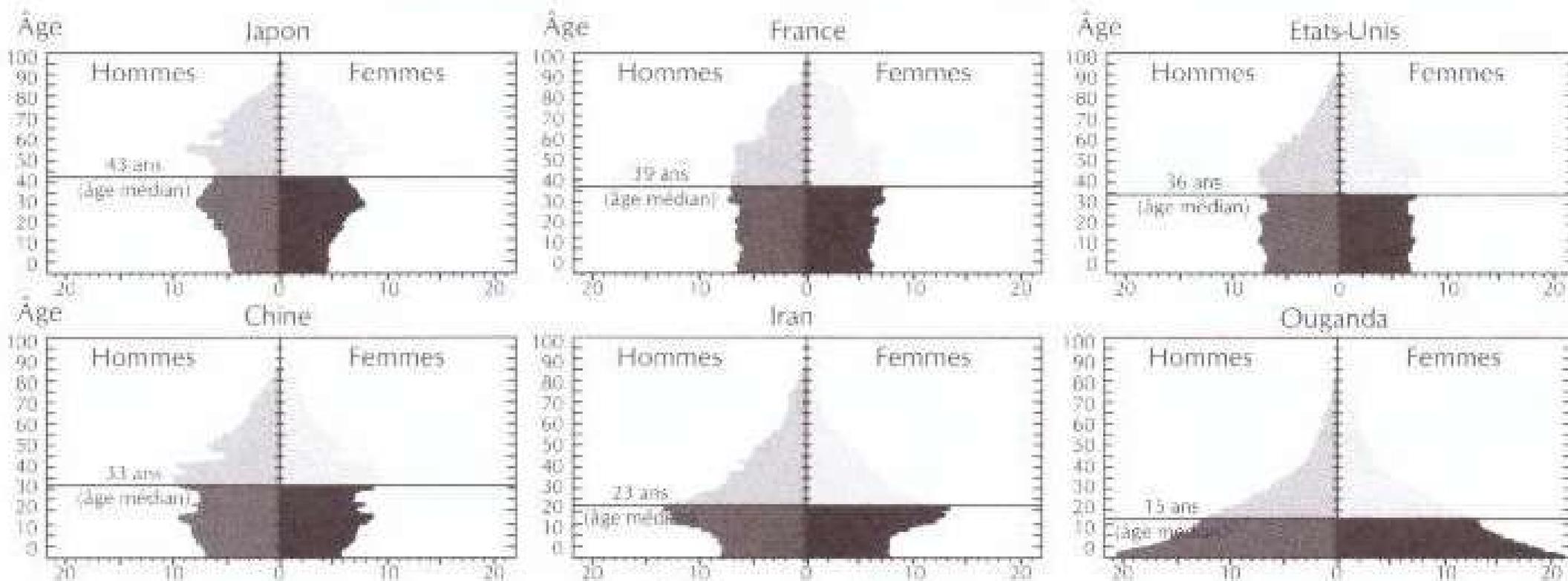
Tous les pays qui se sont développés sont confrontés à un vieillissement de leur population

<=> Population de 20 à 60 ans/Population totale diminue depuis plus de 10 ans

Mais ce vieillissement est plus ou moins avancé

Un vieillissement planétaire plus ou moins avancé

Pyramide des âges et âge médian dans une sélection de pays (2005)



Effectif pour 1 000 habitants

(la surface est la même d'une pyramide à l'autre)

Source(s) : Instituts nationaux des statistiques et estimations de l'auteur.

© Pinson, Population & Sociétés, n° 457, Ined, juin 2009

3 conséquences économiques du vieillissement abordées

1. L'offre et les facteurs de production
2. Les retraites et les transferts de capitaux
3. La transformation des structures de consommation

L'offre et les facteurs de production

Vieillesse population \Rightarrow Baisse population active \Rightarrow Baisse croissance potentielle

Mais 4 éléments peuvent contrer ce phénomène, lesquels ?

Solutions

- **Augmenter la population active** en jouant sur des variables démographiques => cf politiques migratoires et natalistes
- **Augmenter les taux d'activité et d'emploi** par âge et par sexe

Un levier pour augmenter le taux d'activité : **Développer l'activité féminine**

Entre 1975 et 2022

Taux activité global est passé de 69,1 % à 73,6 %

Mais taux d'activité des hommes a diminué de 83,9 % à 76,6 %

Tandis que celui des femmes est passé de 54,5 % à 70,7 %

M. Aglietta : « il faudrait favoriser un développement massif de l'activité féminine » 2022 Taux d'activité des femmes : 71,8 % en Irlande, 75,6 % en Allemagne, 78,1 % au Danemark, de 79 % en Finlande et de plus de 81 % en Suède et aux Pays-Bas

Levier pour augmenter le taux d'emploi est d'augmenter le taux d'emploi des seniors

Retard de la France : avec 67,2 % des 15-64 ans qui ont un emploi en 2021, elle se situe à la fois

En dessous de la moyenne de l'UE27 (68,4%)

Et de la zone euro (67,9%)

Très loin des Pays-Bas (80,1 %), de l'Allemagne (75,8 %), du Danemark (75,5%) et de la Suède 75,4 %)

Il faut notamment augmenter le taux d'emploi des seniors car 59,7 % des 55-64 ans sont en emplois en France en 2021, ce qui est

En dessous de la moyenne européenne (60,5 % pour l'UE27)

Bien en dessous de la Suède (76,9%), l'Allemagne (71,8%) et le Portugal (63,4%)

Pour compléter ce point sur les liens entre vieillissement et croissance

Document sur cahierdeprepa : Jacques Pelletan et Alain Villemeur,
« Vieillissement et croissance » (2012)

Effets du
vieillessement sur le
taux de croissance
du revenu par tête

Effets du
vieillessement sur les
transferts
intergénérationnels

Effets du
vieillessement sur
le revenu par tête

Vieillessement et
croissance

Effets du
vieillessement
dépendent de la
nature du
vieillessement

4 leviers pour
concilier
vieillessement et
croissance qui
renvoie à l'analyse
de 4 marchés

3 variables clé
pour analyser
l'impact du
vieillessement en
France

Les retraites et les transferts de capitaux

Le vieillissement pose le problème du financement des retraites

Seuls les pays dans lesquels les retraites sont assurées par un régime par répartition sont affectés par le problème

Arrivée la retraite des baby boomers + Augmentation espérance de vie
+ Baisse fécondité



Augmentation du ratio de dépendance démographique

(Nbre personnes en âge d'être à la retraite¹ / Nbre personnes d'âge actif²)

¹60 ans et plus, ²personnes de 20 à 59 ans dans les calculs du COR ci-après

Calculs du COR sur la base de projections faites par l'INSEE en 2001 :

Ratio de dépendance

0,383 en 2000 à 0,713 en 2035 et 0,730 en 2040

Cette augmentation conduit à un creusement du déficit du système de retraite par répartition

Déficit de 0,7 % du PIB en 2010, 0,1 % en 2018, 0,6 % en 2020 mais excédent de 0,004 % en 2021 tout comme en 2022

Quel que soit le scénario retenu, le COR table sur un déficit allant de 0,5 point de PIB à 0,8 point dès 2023 et ce pour dix ans

Paradoxalement ce déficit est la faute de l'État : en diminuant le nombre et les salaires des fonctionnaires, il réduit dans le même temps les cotisations retraite

Quelles sont les projections à long terme en matière de déficit du système de retraite par répartition français ? C'est à cette question que répond le rapport annuel du COR. Le dernier a été remis en juin 2023

Solde observé et projeté du système de retraite selon la convention comptable retenue



Note : données hors produits et charges financières, hors dotations et reprises sur provisions. Convention EEC : stabilisation des contributions et subventions d'équilibre en proportion du PIB à leur niveau moyen de 2017 à 2021. Convention EPR : cotisations et subventions d'équilibre évoluant de manière à équilibrer chaque année le solde de ces régimes. La barre bleue en pointillé indique l'horizon de pilotage de 25 ans défini par le CSR. Champ : ensemble des régimes de retraite français légalement obligatoires, y compris FSV, hors RAFP. Sources : rapports à la CCSS 2010-2021 ; projections COR – septembre 2022.

« Selon les préférences politiques, il est parfaitement légitime de défendre (...) qu'il faut ou non mettre en œuvre une réforme du système de retraite » COR, *Rapport 2022*

Le vieillissement peut modifier les flux de capitaux internationaux

Théorie du cycle de vie

Les agents économiques épargnent lorsqu'ils sont actifs afin de pouvoir consommer à la retraite

=> L'épargne des pays développés devrait se diriger vers les pays qui vieilliront plus tard (Chine, Inde)

=> Les revenus issus de ces placements financeraient ainsi, demain, les retraites des pays les plus vieux (retraite par capitalisation)

Mais cette prévision de la théorie économique ne s'est pas réalisée

L'épargne du Sud s'est dirigée vers le Nord

La transformation des structures de consommation

Deux effets qualitatifs du vieillissement de la population sur la consommation

1. Un effet d'âge
2. Un effet de génération

Complément sur cahierdeprepa

« La Silver Économie : un nouveau modèle économique en plein essor »

Reprise du poly 3

2. Les transformations des modes de vie.

2.1. Les modes de vie se transforment en raison de multiples facteurs sociologiques, démographiques et environnementaux

Définition mode de vie

Ensemble de manières de vivre et des habitudes de consommation propres à un individu ou, plus généralement à un groupe social

Facteurs ayant modifié modes de vie de la population

- **Augmentation du niveau de vie** => modification de la structure de la consommation des ménages (loi d'Engel)
- **Gains de productivité et évolution de la demande de biens et de celle de services** => déversement sectoriel => modifications des poids respectifs des groupes sociaux qui ont des habitudes différentes de consommation
- **Massification scolaire**
- **Augmentation du taux d'activité des femmes** => changements dans organisation vie quotidienne => changements dans ce qui est consommé
- Depuis l'**entrée dans l'ère de la consommation de masse** les individus consomment au-delà de leurs besoins
- L'**évolution des instances de socialisation** et le **développement de nouvelles identités** (voir complément ci-après)

Mais la société demeure hiérarchisée

=> Modes de vie restent différenciés selon les groupes sociaux

Des **auteurs incontournables** sur le fait que la consommation est une institution de classe : E. Goblot, T. Veblen et M. Halbwachs, dont les travaux ont été prolongés par P. Bourdieu

[Complément : l'évolution des instances de socialisation et le développement de nouvelles identités impactent aussi les modes de vie

Des années 1950 aux années 1980 : Montée des valeurs individualistes et hédonistes

=> Libéralisation des mœurs : autorisation de la pilule contraceptive (loi Neuwirth en 1967), légalisation de l'IVG (loi Veil en 1979), majorité à 18 ans (en 1974) et le divorce par consentement mutuel (1975)

À ces évolutions s'ajoutent à partir des années 1980 la prise en compte de la diversité et la revendication de droits à la différence

=> Manifestations : Dépénalisation de l'homosexualité en 1981, création du PACS en 1999 et mariage pour tous en 2013, la loi bioéthique étend la PMA aux couples de femmes et aux femmes célibataires en 2021

Émancipation des femmes a également conduit à l'évolution des normes sociales et à la transformation des identités sociales

Causes : mouvements féministes, accès à l'école et tertiarisation

Conséquences remise en cause du modèle de la famille traditionnelle

Mais l'égalité avec les hommes n'est pas encore acquise

- À compétence, à poste et à temps de travail équivalent, elles gagnent 5,3 % de moins que les hommes

(<https://www.inegalites.fr/femmes-hommes-salaires-inegalites>)

- Elles sont sur représentées dans le travail à temps partiel : la population à temps partiel est à 79,5 % féminine en 2019 ; parmi les salariés hors apprentis, 28,9 % des femmes et 7,7 % des hommes occupent un emploi à temps partiel

- Elles continuent à assurer l'essentiel des tâches domestiques
(<https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/videos/participation-femmes--hommes-travail-domestique/>)

Évolutions récentes des normes et des valeurs : poursuite de la remise en cause du modèle productiviste sous une forme renouvelée

Illustration : appel à déserteur d'étudiants d'AgroParisTech en 2022

(<https://www.youtube.com/watch?v=p8zUm5Kbc8M>)

Reprise du poly 3

2.2. Les transformations de la consommation comme illustration des transformations des modes de vie

Analyse reprise de l'ouvrage de Jean-Claude Daumas, *La révolution matérielle*, (2018)

Période 1840-1885 marquée par le dualisme entre luxe et nécessité

Fin de la polarisation de la société entre une minorité de riches qui consomment des produits de luxe et la masse de la population qui ne consomme presque pas de **produits manufacturés**

Naissance d'une société de consommateurs

L'industrialisation favorise l'apparition de produits d'imitation de l'aristocratie, accessibles à d'autres pans de la société, la bourgeoisie en particulier. Illustration : naissance des grands magasins accessibles à la bourgeoisie

Le niveau de vie de la classe ouvrière augmente et elle peut accéder à certains biens de consommation nouveaux **même si la misère ne disparaît pas et que le niveau de vie des ouvriers est fragile** (absence de protection sociale et régulation concurrentielle du marché de travail)

Illustration : Diversification de la consommation alimentaire, logements plus propres et spacieux, vêtements et ameublement plus confortables

Augmentation du niveau de vie des paysans mais pas vraiment des habitudes de consommation

Des questions ?

1885-1914 : la belle époque de la consommation

Plein développement de la société de consommateurs

Les grands magasins permettent à la classe moyenne d'imiter la bourgeoisie

Néanmoins toutes les classes bénéficient d'un accroissement de leur consommation et la consommation n'est pas uniformisée

Augmentation du bien-être de la bourgeoisie qui par la consommation affirme son rang

Illustrations : eau courante et vélo pour la petite bourgeoisie ;
électricité, téléphone et voiture pour la grande bourgeoisie

Imitation de la bourgeoisie par la classe moyenne grâce aux grands magasins et au développement de la vente à crédit dans les magasins

Augmentations quantitative et qualitative de la consommation des ouvriers mais là encore grande hétérogénéité

Les paysans perdent progressivement leurs spécificités culturelles en matière de consommation

Illustration : ils sont habillés comme le reste de la population

Des questions ?

L'entre-deux-guerres

Produits typiques de consommation de masse apparaissent mais diffusion est limitée (illustration : succès du salon des arts ménagers de 1923) car

Augmentation des revenus du travail est trop irrégulière

Paysans ont encore un poids important et des revenus faibles

Crédit à la consommation est peu développé

Produits électriques ne peuvent se diffuser qu'avec l'électrification qui est très lente à la campagne

Consommation alimentaire des paysans ne se limite plus à l'autoconsommation

Revenus ouvriers augmentent mais le chômage aussi

Une analyse fine de l'hétérogénéité de la consommation ouvrière est proposée par Maurice Halbwachs

Des questions ?

Les trente glorieuses et la société de consommation

« Exprimée en francs constants, la consommation des Français double une première fois entre 1948 et 1960 et une seconde entre 1960 et 1973, c'est au cours de cette période que l'on entre dans la société de consommation »

La consommation de masse se diffuse à l'ensemble de la population

Elle conduit à une **uniformisation** de la consommation (Henri Mendras) **qu'il convient de nuancer**

Des questions ?

Consommer dans la France d'aujourd'hui

Ralentissements de l'augmentation de la consommation

Causes

Deux crises (1972 puis 2008)

Ralentissement des augmentations de salaires (baisse du poids des salaires dans la VA, cf chapitre 1)

Développement du chômage, précarisation du travail

Évolutions qualitatives de la consommation

De **nouveaux produits concernés par la consommation de masse** : magnétoscope, caméscope, téléphone sans fil, puis téléphone mobile, ordinateurs, consoles de jeu

Augmentation du poids des dépenses pré engagées (cf chap. 1)

« **Consommation de masse personnalisée** » pour répondre à l'augmentation des inégalités de revenu

Toujours des **inégalités sociales** en matière de consommation qui se manifestent aujourd'hui sur les dépenses d'équipement et d'entretien du foyer et de services. Illustration : fortes inégalités d'accès à la propriété, gentrification de certains quartiers, ...

Prise de conscience des excès de la société de consommation =>
Changements de pratiques (autoproduction, covoiturage, achat mutualisé, achat en circuit court...) avec une motivation encore essentiellement financière, même si elle peut être couplée à d'autres (sociales ou environnementales)

Des questions ?

Complément : « Budget et consommation : ce qui distingue les classes sociales » sur le site de l'observatoire des inégalités

(<https://www.inegalites.fr/depenses-selon-la-categorie-sociale>)